



MINISTÈRE  
DU BUDGET

# PROJET DE LOI DE FINANCES

POUR L'EXERCICE 2027

Doc.n°1

Kinshasa  
Septembre 2026

# **EXPOSE DES MOTIFS**

L'élaboration du projet de Loi de finances de l'exercice 2027 se fonde sur les dispositions des articles 13, 76, 77 et 78 de la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, telle que modifiée par la Loi n° 18/010 du 9 juillet 2018, modifiée et complétée par la Loi n° 23/030 du 28 juin 2023.

Il s'inscrit dans la poursuite de la mise en œuvre du Programme d'Actions du Gouvernement 2024-2028, qui traduit la vision de **Son Excellence Monsieur Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, Président de la République, Chef de l'État**. Il tient également compte des orientations de Son Excellence Madame la Première Ministre, Cheffe du Gouvernement, contenues dans la Lettre d'orientation budgétaire du 29 juin 2026.

Son élaboration prend appui sur les priorités du Plan National Stratégique de Développement (PNSD), les orientations de politique budgétaire définies dans le Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) 2027-2029, les directives de la Circulaire budgétaire 2027 ainsi que les résultats des conférences budgétaires organisées par le Ministère du Budget du 29 juillet au 11 août 2026.

Par ailleurs, il s'inscrit dans la continuité de la Loi de finances rectificative de l'exercice 2026. Celle-ci a permis d'adapter la programmation budgétaire à l'évolution du cadre macroéconomique, de renforcer la mobilisation des recettes intérieures, de prendre en compte les dépenses induites par la situation sécuritaire et humanitaire et d'assurer le financement de nouveaux investissements structurants.

Dans cette perspective, le budget 2027 devra consolider les acquis des ajustements opérés en 2026, tout en préservant la stabilité macroéconomique et la soutenabilité des finances publiques. Il devra dégager les ressources nécessaires à la sécurisation du territoire national, au financement des investissements structurants, à la lutte contre l'épidémie à virus Ebola, au dialogue national pour la paix, la cohésion ainsi que la refondation de l'Etat et à la prise en charge des dépenses sociales. Il poursuivra également les efforts visant à renforcer la mobilisation des recettes intérieures et à améliorer la qualité et l'efficacité de la dépense publique.

Cette orientation intervient dans un environnement international encore incertain. Les tensions géopolitiques, notamment la guerre au Moyen-Orient, continuent d'affecter les marchés de l'énergie, les échanges commerciaux et les conditions de financement. Les dernières perspectives du Fonds Monétaire International tablent sur une croissance mondiale de 3,0% en 2026, avant un redressement à 3,4% en 2027. Ce contexte appelle à la prudence dans la fixation des hypothèses budgétaires et à une attention particulière aux risques liés aux prix des produits énergétiques et miniers.

Au plan national, l'économie demeure résiliente, portée par la bonne tenue du secteur extractif et le raffermissement des activités non extractives. Ces perspectives demeurent toutefois entourées de risques liés à la persistance du conflit armé dans l'Est du pays, aux répercussions de la conjoncture internationale et aux pressions que les dépenses sécuritaires et humanitaires exercent sur les finances publiques.

Le projet de Loi de finances de l'exercice 2027 repose sur les principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques suivants :

- Taux de croissance du PIB : **5,8%** ;
- Taux d'inflation moyen : **6,4%** ;
- Taux croissance mine : **5,0%**
- Taux de change moyen : **2.300 FC/USD** ;
- PIB nominal : **315.100 milliards de FC.**

Le budget du Pouvoir central pour l'exercice 2027 est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à **56.929,9 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **11,9%** par rapport à son niveau de la Loi de finances rectificative de l'exercice 2026 chiffré à **50.866,3 milliards de FC**.

## 1. RECETTES

Les recettes totales sont constituées des recettes du budget général de **51.241,9 milliards de FC**, des recettes des budgets annexes de **179,3 milliards de FC** et des recettes des comptes spéciaux de **5.508,6 milliards de FC**.

Les **recettes du budget général** comprennent les recettes internes de l'ordre de **41.786,1 milliards de FC** et les recettes extérieures projetées à **9.455,9 milliards de FC**, représentant respectivement **81,5%** et **18,5%** du budget général.

Les **recettes internes** accusent un accroissement de **12,7%** par rapport à leur niveau de la Loi de finances rectificative de l'exercice 2026 arrêté à **37.078,6 milliards de FC**.

Elles sont constituées des recettes courantes d'un import de **40.210,6 milliards de FC** et des recettes exceptionnelles de **1.575,5 milliards de FC**.

Les **recettes courantes** ont enregistré un accroissement de **15,5%** par rapport à celles de la Loi de finances rectificative de l'exercice 2026 situées à **34.819,2 milliards de FC**.

Elles sont réparties de la manière suivante :

- **Recettes de douanes et accises : 9.353,1 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **12,7%** par rapport leur niveau de l'exercice 2026 chiffré à **8.299,6 milliards de FC**, justifié par l'impact des mesures fiscales et administratives, notamment, l'exclusion de la subvention de certains carburants destinés notamment aux activités minières, brassicoles, de télécommunications et forestières et l'assujettissement aux droits d'accises et limitation des facilités de paiement.
- **Recettes des impôts : 23.055,3 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **14,7%** par rapport à leur niveau rectificatif de l'exercice 2026 de **20.100,0 milliards de FC**, justifié les mesures fiscales et administratives envisagées en 2027. Il s'agit notamment de la généralisation de l'immatriculation fiscale et de la facture normalisée, l'extension du délai de contrôle en cas de fraude ou de contribuable introuvable, le relèvement et diversification des amendes et astreintes pour défaut de déclaration, renforcement de la détermination des acomptes provisionnels sur la base de l'imposition antérieure et des suppléments établis, le réaménagement du barème de l'Impôt sur revenus des personnes physiques (IRPP).

- **Recettes non fiscales : 7.802,2 milliards de FC**, soit un accroissement de **21,5%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2026 de **6.419,5 milliards de FC**. Elles comprennent les recettes encadrées par la DGRAD de **6.677,6 milliards de FC** et les autres recettes non fiscales constituées des Royalties de **1.124,5 milliards de FC** issus du contrat sino-congolais révisé. Cet accroissement serait justifié notamment par la responsabilisation des donneurs d'ordre dans le contrôle des sous-traitants ; l'obligation de communication d'informations à l'administration ; le renforcement des obligations déclaratives des entreprises du portefeuille et sécurisation des dividendes revenant à l'État ; l'institution de la redevance sur les commissions liées aux opérations de monnaie électronique et instruments de paiement numérique.

Les **recettes exceptionnelles** ont enregistré une régression de **30,3%**, soit **1.575,5 milliards de FC** par rapport à celles de la loi des finances de l'exercice 2026 situées à **2.259,4 milliards de FC**.

Les **recettes extérieures** se chiffrent à **9.455,9 milliards de FC** et enregistrent un accroissement de **13,4%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2026 évalué à **8.342, 2 milliards de FC**. Ces recettes se rapportent :

- aux appuis budgétaires de **2.236,7 milliards de FC** qui enregistrent une régression de **19,0%** par rapport à leur niveau rectifié de l'exercice 2026 de **2.762, 4 milliards de FC**. Ces recettes sont constituées de l'emprunt programme de **2.163,4 milliards de FC** et des dons budgétaires de **73,3 milliards de FC** ;
- au financement des investissements d'un montant de **7.219,2 milliards de FC**, dégageant un accroissement de **29,4 %** par rapport à la Loi de finances rectificative de l'exercice 2026 d'un montant se chiffrant à **5.579,8 milliards de FC**. Ces recettes comprennent **1.891,6 milliards de FC** de dons projets, **4.109,8 milliards de FC** d'emprunts projets et **1. 217, 8 milliards de FC** d'eurobonds.

Les **recettes des budgets annexes**, évaluées à **179,3 milliards de FC**, enregistrent une régression de **79,9%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2026 de **892,1 milliards de FC**. Ce montant est lié aux actes générateurs des organismes auxiliaires reclassés en budgets annexes conformément à l'article 231 de la Loi relative aux finances publiques.

Les **recettes des comptes spéciaux**, évaluées à **5.508,6 milliards de FC**, enregistrent un taux d'accroissement de **21,0 %** par rapport à leur niveau de l'exercice 2026 chiffré à **4.553,5 milliards de FC**. Elles se rapportent aux opérations des comptes d'affectation spéciale répertoriés à ce jour.

## 2. DEPENSES

Les dépenses projetées pour l'exercice 2027 se chiffrent à **56.929,9 milliards de FC** contre **50.866,3 milliards de FC** de la Loi de finances rectificative pour l'exercice 2026, soit un taux d'accroissement de **11,9 %**. Elles sont réparties en budget général, budgets annexes et comptes spéciaux, en équilibre avec les recettes correspondantes.

Les dépenses du budget général sont ventilées, selon leur nature économique, de la manière suivante :

- **Dette publique en capital : 1.941,4 milliards de FC** contre **2.011,3 milliards de FC** de son niveau de 2026, soit un taux de régression de **3,5%**, et représentant **3,8%** des dépenses du budget général. Ce montant servira au remboursement de la dette intérieure et du principal de la dette extérieure ;
- **Frais financiers : 1.537 milliards de FC**, représentant **3%** des dépenses du budget général, soit une augmentation de **33,3%** par rapport à leur niveau de 2026 chiffré à **1.153,4 milliards de FC**. Ils sont essentiellement destinés au paiement des intérêts sur la dette intérieure, des commissions bancaires, des intérêts moratoires et de la créance titrisée dans le cadre de la poursuite de la recapitalisation de la Banque Centrale du Congo ;
- **Dépenses de personnel : 16.167,5 milliards de FC**, elles représentent **31,6%** des dépenses du budget général et un taux d'accroissement de **14,0%** par rapport à leur niveau de 2026 de **14.179,7 milliards de FC**

Outre l'existant, cette enveloppe prend en charge quelques actions contraignantes, notamment la mécanisation des nouvelles unités et des non payés, la poursuite de la prise en compte des grilles barémiques, la prise en compte et/ou réajustement des primes permanentes, la poursuite de la concrétisation des engagements signés entre le Gouvernement et les partenaires sociaux/banc syndical ;

- **Biens et matériels : 1.356,3 milliards de FC**, soit **2,6%** des dépenses du budget général et un accroissement de **67,3%** par rapport leur niveau de 2026 situé à **810,7 milliards de FC**. Ces dépenses se rapportent au fonctionnement courant des services, y compris celui des écoles et des bureaux gestionnaires dans le cadre de la gratuité de l'enseignement primaire ;
- **Dépenses de prestations : 6.634,7 milliards de FC**, soit **12,9%** des dépenses du budget général et une régression de **15,2%** par rapport à leur niveau de 2026 situé à **7.828,1 milliards de FC**. Elles se rapportent aux charges liées aux prestations des tiers vis-à-vis de l'Etat ;
- **Transferts et interventions de l'Etat : 9.883,4 milliards de FC**, soit **19,3%** des dépenses du budget général et une augmentation de **11,3%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2026 de l'ordre de **8.883,2 milliards de FC**. Ces dépenses contiennent notamment les interventions de l'Etat pour la relance de l'économie et prennent en compte le fonctionnement des Provinces ainsi que la rétrocession aux Administrations financières et à l'Inspection Générale des Finances. Elles renferment également la quote-part patronale pour la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des agents publics de l'Etat, la bourse d'études, la mise à la retraite des agents et la TVA remboursable ;
- **Equipements : 6.492,6 milliards de FC**, soit **12,7%** des dépenses du budget général et une augmentation de **34,9%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2026 évalué à **4.814,6 milliards de FC** ;
- **Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière : 7.229 milliards de FC**, soit **14,1%** des dépenses du budget général et une augmentation de **25,9%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2026 chiffré à **5.739,7 milliards de FC**.

Les équipements et les constructions se rapportent aux investissements, principalement dans le cadre du PDL-145 Territoires et autres projets du Gouvernement central, des Provinces et Entités Territoriales Décentralisées ainsi que de la Caisse Nationale de Péréquation

Telle est l'économie générale du présent projet de loi de finances.

# LOI

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté ;

Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit :

## **PREMIERE PARTIE : DES DISPOSITIONS GENERALES**

### **TITRE I : DU CONTENU DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2027**

#### **Article 1<sup>er</sup> :**

La présente Loi contient les dispositions relatives aux recettes et aux dépenses du Pouvoir central pour l'exercice 2027.

Elle fixe globalement la part des recettes à caractère national allouées aux Provinces, conformément à la Constitution et à la Loi relative aux finances publiques.

#### **Article 2 :**

Le budget du Pouvoir central pour l'exercice 2027 ainsi que les opérations budgétaires et de trésorerie y rattachées sont régis conformément aux dispositions de la présente Loi.

#### **Article 3 :**

Conformément à l'article 7 de la Loi relative aux finances publiques, le montant intégral des produits est enregistré sans contraction entre les recettes et les dépenses et, par conséquent, entre les dettes et les créances.

A ce titre, la compensation des recettes, y compris celle effectuée moyennant l'établissement des échéanciers de paiement, est strictement prohibée.

#### **Article 4 :**

Conformément à l'article 9 alinéa 2 de la Loi relative aux finances publiques, il ne peut être établi d'exemption ou d'allègement fiscal qu'en vertu de la Loi.

Toute exonération de l'impôt, droit, taxe ou redevance, susceptible de grever le montant des recettes arrêté par la présente Loi, doit être autorisée par une loi.

## **TITRE II : DE L'INFORMATION SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

### **Article 5 :**

Dans le cadre de la mise en œuvre du budget-programme prôné par la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, telle que modifiée à ce jour, le Gouvernement est tenu d'accélérer l'identification des secteurs éligibles et la mise en place des référentiels, instruments et acteurs de la chaîne managériale des programmes, prévus dans la feuille de route de migration y afférente et dans le Décret portant gouvernance budgétaire.

Le Gouvernement est également chargé d'accélérer la déconcentration de l'ordonnancement prévue à l'article 103 de la Loi relative aux finances publiques.

## **TITRE III : DE LA CONFIGURATION DU BUDGET DU POUVOIR CENTRAL**

### **Article 6 :**

Le Budget du Pouvoir central pour l'exercice 2027 est constitué du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux fixés et répartis, conformément aux documents et états annexés à la présente Loi.

Il est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à **56.929.858.870.310 FC** (*Cinquante-six mille neuf cent vingt-neuf milliards huit cent cinquante-huit millions huit cent soixante-dix mille trois cent dix Francs Congolais*), tel que réparti à l'annexe I.

## **DEUXIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX RECETTES DU BUDGET GENERAL**

### **TITRE I : DE LA CONFIGURATION DES RECETTES DU BUDGET GENERAL**

#### **Article 7 :**

Les recettes du budget général de l'exercice 2027 sont arrêtées à **51.241.956.991.167 FC** (*Cinquante-un mille deux cent quarante-un milliards neuf cent cinquante-six millions neuf cent quatre-vingt-onze mille cent soixante-sept Francs Congolais*).

Elles sont réparties conformément à l'état figurant à l'annexe II.

#### **Article 8 :**

La part des recettes à caractère national allouées aux Provinces s'élève à **7.933.693.638.915 FC (*Sept mille neuf cent trente-trois milliards six cent quatre-vingt-treize millions six cent trente-huit mille neuf cent quinze Francs Congolais*)**, conformément à l'annexe XI.

#### **Article 9 :**

Les ressources de la Caisse nationale de péréquation pour l'exercice 2027 sont estimées à **915.426.189.106 FC (*Neuf cent quinze milliards quatre cent vingt-six millions cent quatre-vingt-neuf mille cent-six Francs Congolais*)**, conformément à l'annexe XII.

Ce montant servira au financement des projets et programmes d'investissements publics, en vue d'assurer la solidarité nationale et de corriger le déséquilibre de développement, d'une part, entre les Provinces et, d'autre part, entre les entités territoriales décentralisées.

### **TITRE II : DES MESURES FISCALES**

#### **CHAPITRE I : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES DES DOUANES ET ACCISES**

##### **Article 10 :**

Les mesures relatives aux recettes des douanes et accises reprises aux articles 11, 13 et 15 de la Loi de Finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026, et aux articles 6, 8 et 9 de la Loi de Finances Rectificative n° 26/032 du 07 août 2026 pour l'exercice 2026 sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

##### **Article 11 :**

Conformément à l'article 10 ci-dessus, les annexes à la Loi de Finances n° 24/011 du 20 décembre 2024 pour l'exercice 2025, telle que modifiée et complétée par la Loi de Finances Rectificative n° 25/044 du 28 juin 2025 pour l'exercice 2025, font partie intégrante de la présente Loi.

**Article 12 :**

L'article 96 de l'Ordonnance-Loi n°18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises est modifié et complété comme suit :

**« Article 96 :**

1. *Les carburants terrestres et d'aviation importés sont pris en charge et déclarés conformément aux dispositions de l'Ordonnance-Loi n°10/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes telle que modifiée et complétée à ce jour.*
2. *Sans préjudice des dispositions des articles 232 et 259 de la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier telle que modifiée et complétée à ce jour, les carburants terrestres et d'aviation destinés à l'activité minière et/ou cédés aux entreprises minières et à leurs sous-traitants, sont exclus de la subvention accordée par l'Etat.*
3. *Sans préjudice des dispositions prévues au point 1 ci-dessus, les facilités de paiements instituées par les législations douanière et des accises en vigueur ne sont pas applicables aux carburants terrestres et d'aviation visés au point 2 ci-dessus.*
4. *Les carburants terrestres et d'aviation importés, acquis et/ou cédés par les sociétés brassicoles, de télécommunications et du secteur forestier ainsi que leurs sous-traitants sont exclus de la subvention accordée par l'Etat.*

*Ils sont soumis au paiement des droits d'accises conformément au présent Code.*

5. *Sans préjudice des dispositions de l'article 232 de la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier telle que modifiée et complétée à ce jour, les carburants terrestres et d'aviation destinés à l'activité minière et/ou cédés aux entreprises minières et à leurs sous-traitants sont soumis au paiement des droits d'accises conformément au présent Code. »*

**CHAPITRE II : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES DES IMPOTS****Article 13 :**

Les mesures fiscales reprises aux articles 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 45, 47, 48, 49 et 50 de la Loi de Finances n° 25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026 et aux articles 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 de la Loi de Finances rectificative n° 26/032 du 07 août 2026 sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux recettes des impôts reprises dans la présente Loi modifient et complètent ipso facto les dispositions correspondantes de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée et de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

#### **Article 14 :**

Il est créé, sous le chapitre I : Dispositions générales du Titre I : Obligations déclaratives, des points A, B, C et D, intitulés et placés en tête des articles, comme suit :

- A. Immatriculation des contribuables, en tête des articles 1er à 1 ter ;*
- B. Déclarations relatives aux modifications de la situation du contribuable, en tête des articles 2, 2 bis et 2 ter A à 2 ter Q ;*
- C. Conditions de réception des courriers de l'Administration des Impôts, en tête de l'article 2 quater ;*
- D. Modalités de souscription des déclarations d'impôt, en tête des articles 3 à 5 ».*

#### **Article 15 :**

L'article 1er de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

##### **« Article 1er :**

*Toute personne physique ou morale, exonérée ou non, redevable d'impôts, droits, taxes ou acomptes perçus par l'Administration des Impôts est tenue de se faire connaître, dans les quinze jours qui suivent le début de ses activités, en formulant une demande de Numéro Impôt soit sur support papier, soit en ligne, conforme au formulaire dont le modèle est fixé par l'Administration, et de joindre à sa demande un plan de localisation.*

*Toutefois, les entreprises non-résidentes qui fournissent des services numériques peuvent obtenir, en ligne, leur immatriculation à travers le portail internet de l'Administration des Impôts.*

*Le Numéro Impôt est attribué par l'Administration des Impôts et son usage est personnel.*

*L'Administration des Impôts peut attribuer d'office le Numéro Impôt à un contribuable sur base des informations dont elle dispose ».*

**Article 16 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 1 bis libellé comme suit :

**« Article 1 bis :**

*Les employeurs, les sociétés ainsi que les entreprises de droit étranger établies en République Démocratique du Congo peuvent faire immatriculer en ligne et en lot respectivement leurs employés, leurs partenaires d'affaires, leurs associés ou leurs actionnaires non encore immatriculés ».*

**Article 17 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 1 ter libellé comme suit :

**« Article 1 ter :**

*Le Numéro Impôt est obligatoire pour toutes les opérations entre les contribuables et les services de l'État, des Provinces et des Entités Territoriales Décentralisées.*

*Dans ces conditions, nul ne peut être admis notamment aux opérations ci-après, s'il ne détient un Numéro Impôt valide :*

- *la conclusion de marchés publics et de tout contrat de partenariat public-privé ;*
- *l'enregistrement d'immeubles ;*
- *l'immatriculation de véhicules ;*
- *l'obtention d'un permis d'exploitation ;*
- *l'autorisation d'exercer un métier ou une activité ;*
- *l'obtention de tout document délivré par un service public ;*
- *la validation de toute licence d'importation ou d'exportation ;*
- *le dépôt de candidature pour tout mandat public ;*
- *le dépôt de candidature à tout poste électif ».*

**Article 18 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 1 quater libellé comme suit :

**« Article 1 quater :**

*Les employeurs et autres personnes soumis à l'obligation de retenue à la source des impôts et autres droits dus par les personnes physiques non commerçantes sont tenus d'exiger de celles-ci leurs numéros impôt et de les porter sur tout document les concernant, à communiquer à l'Administration des Impôts ».*

**Article 19 :**

L'article 2 bis de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, tel qu'ajouté par la Loi de Finances n° 24/011 du 20 décembre 2024 pour l'exercice 2025 et intégré définitivement dans la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 précitée, devient l'article 2 quater.

**Article 20 :**

L'article 2 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié comme suit :

**« Article 2 :**

*Tout contribuable immatriculé est tenu de déclarer à l'Administration des Impôts toute modification intervenue dans sa situation juridique, administrative, professionnelle, économique ou fiscale, susceptible d'avoir une incidence sur son identification, son assujettissement, la détermination de ses obligations fiscales, la gestion de son dossier ou l'exercice du contrôle fiscal.*

*Les déclarations à souscrire se rapportant à toute modification visée à l'alinéa premier ci-dessus doivent s'établir dans les conditions définies par les articles 2 bis et 2 ter A à 2 ter Q et conformément aux modèles fournis par l'Administration des Impôts.*

*Elles sont déposées, dans les quinze (15) jours de la survenance de l'événement ou de l'opération, auprès du service de l'Administration des Impôts, gestionnaire du contribuable, par voie physique ou électronique suivant les modalités fixées par voie réglementaire ».*

**Article 21 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 2 bis libellé comme suit :

**« Article 2 bis :**

*Tout contribuable est tenu de souscrire une déclaration de modification des éléments d'identification en cas de changement portant sur :*

- 1. le nom, le post-nom ou le prénom, pour les personnes physiques ;*
- 2. la dénomination sociale, pour les personnes morales ;*
- 3. le sigle, l'enseigne ou le nom commercial ;*
- 4. l'état civil ou la nationalité, lorsque ces éléments sont repris dans le dossier fiscal;*
- 5. les coordonnées téléphoniques, électroniques ou postales ;*
- 6. toute autre information servant à l'identification fiscale du contribuable.*

*La déclaration susvisée est accompagnée des pièces justificatives requises ».*

## **Article 22 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 2 ter A libellé comme suit :

### **« Article 2 ter A :**

*Tout contribuable est tenu de souscrire une déclaration de changement d'adresse concernant :*

- 1. le domicile fiscal ;*
- 2. les installations professionnelles ;*
- 3. le siège social ;*
- 4. le principal établissement ;*
- 5. le lieu de direction effective ;*
- 6. le lieu de conservation ou de tenue de la comptabilité.*

*La déclaration est accompagnée de tout document établissant la nouvelle adresse ».*

## **Article 23 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 2 ter B libellé comme suit :

### **« Article 2 ter B :**

*Tout contribuable est tenu de souscrire une déclaration relative aux établissements secondaires en cas d'ouverture, de transfert, de transformation ou de fermeture :*

- 1. d'une succursale ;*

2. *d'une agence ;*
3. *d'un bureau ;*
4. *d'un magasin ;*
5. *d'un dépôt ;*
6. *d'un atelier ;*
7. *d'une usine ;*
8. *d'un point de vente ;*
9. *de tout autre établissement secondaire ».*

**Article 24 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 2 ter C libellé comme suit :

**« Article 2 ter C :**

*Tout contribuable est tenu de souscrire une déclaration de modification d'activité dans l'un des cas suivants :*

1. *début d'une nouvelle activité ;*
2. *adjonction d'une activité secondaire ;*
3. *changement de l'activité principale ;*
4. *extension ou réduction substantielle de l'activité ;*
5. *abandon d'une activité principale ou secondaire ;*
6. *modification des conditions d'exercice de l'activité ;*
7. *reprise d'une activité précédemment suspendue.*

*Lorsque la modification de l'activité entraîne l'assujettissement à de nouveaux impôts, droits, taxes ou retenues, le contribuable est tenu de satisfaire aux obligations fiscales correspondantes à compter de la date prévue par la législation applicable ».*

**Article 25 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 2 ter D libellé comme suit :

**« Article 2 ter D :**

*Toute personne morale ou toute entité est tenue de souscrire une déclaration relative au changement de sa forme juridique en cas de :*

1. *transformation d'une forme de société en une autre ;*
2. *transformation d'une entreprise individuelle en société ;*
3. *transformation d'une association, d'un établissement ou d'une autre entité en une personne morale de nature différente ;*
4. *toute autre opération entraînant la modification de la forme juridique de la société ou de l'entité.*

*Lorsque la transformation n'entraîne pas la création d'une personne juridique nouvelle, le numéro d'identification fiscale est maintenu ».*

#### **Article 26 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 2 ter E libellé comme suit :

#### **« Article 2 ter E :**

*Toute personne morale participant à une opération de fusion, de cession, d'apport partiel d'actif ou à toute opération assimilée est tenue de souscrire une déclaration y relative qui précise notamment :*

1. *la nature de l'opération ;*
2. *l'identité des personnes morales participantes ;*
3. *la date de prise d'effet juridique, comptable et fiscal de l'opération ;*
4. *les éléments d'actif et de passif transmis ;*
5. *l'identité de la personne morale bénéficiaire ou issue de l'opération.*

*La déclaration susvisée est accompagnée du traité de fusion, de cession ou d'apport, des décisions des organes compétents ainsi que de tout autre document requis ».*

#### **Article 27 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 2 ter F libellé comme suit :

#### **« Article 2 ter F :**

*Toute personne morale, entité ou entreprise est tenue de souscrire une déclaration de changement de dirigeant ou de représentant en cas de nomination, de remplacement ou de cessation des fonctions :*

1. *du représentant légal ;*
2. *du gérant ;*

3. *du directeur général ;*
4. *de l'administrateur délégué ;*
5. *du mandataire fiscal ;*
6. *du liquidateur ;*
7. *de toute autre personne habilitée à engager le contribuable auprès des tiers.*

*La déclaration ci-dessus est accompagnée de l'acte de nomination, de remplacement ou de cessation des fonctions ».*

#### **Article 28 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 2 ter G libellé comme suit :

##### **« Article 2 ter G :**

*Toute société est tenue de souscrire une déclaration de modification du capital social en cas :*

1. *d'augmentation ;*
2. *de réduction ;*
3. *d'amortissement ;*
4. *d'incorporation de réserves, de primes ou d'écarts de réévaluation ;*
5. *de toute autre opération affectant son montant.*

*La déclaration susvisée est accompagnée du procès-verbal de l'organe compétent, des statuts mis à jour ainsi que de toute autre pièce justificative ».*

#### **Article 29 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 2 ter H libellé comme suit :

##### **« Article 2 ter H :**

*Toute société est tenue de souscrire une déclaration de modification de l'actionnariat en cas de changement dans la répartition de son capital ou des parts sociales.*

*Doivent notamment être déclarés :*

1. *l'entrée ou le retrait d'un associé ou d'un actionnaire ;*
2. *la cession ou la transmission de parts sociales ou d'actions ;*
3. *le changement de l'associé ou de l'actionnaire majoritaire ;*

4. *la modification du contrôle direct ou indirect de la société ;*
5. *la modification de l'identité du bénéficiaire effectif.*

*La déclaration ci-dessus est accompagnée de tout acte ou document établissant la nouvelle répartition du capital ou du contrôle ».*

**Article 30 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 2 ter I libellé comme suit :

**« Article 2 ter I :**

*Le propriétaire d'une entreprise, d'un fonds de commerce ou d'une branche d'activité donnée en location-gérance est tenu de souscrire une déclaration de mise en location-gérance.*

*La déclaration ci-dessus précise notamment :*

1. *l'identité et le numéro impôt des parties ;*
2. *la nature et l'adresse de l'activité concernée ;*
3. *la date de prise d'effet et la durée du contrat.*

*Elle est accompagnée d'une copie du contrat de location-gérance ».*

**Article 31 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 2 ter J libellé comme suit :

**« Article 2 ter J :**

*Toute cession ou transmission totale ou partielle d'une entreprise, d'un fonds de commerce, d'un établissement ou d'une branche d'activité fait l'objet d'une déclaration de cession ou de transmission souscrite par le cédant.*

*La déclaration susvisée précise notamment :*

1. *l'identité et le numéro impôt des parties ;*
2. *la nature des éléments transmis ;*
3. *le prix ou la valeur de la cession ou de la transmission ;*
4. *la date de prise d'effet de la cession ou de la transmission.*

*La déclaration est accompagnée d'une copie de l'acte de cession ou de transmission ».*

**Article 32 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 2 ter K libellé comme suit :

**« Article 2 ter K :**

*Tout contribuable qui suspend temporairement tout ou partie de son activité est tenu de souscrire une déclaration de suspension d'activité.*

*La déclaration ci-dessus précise notamment :*

- 1. la date de début de la suspension ;*
- 2. les activités et établissements concernés ;*
- 3. les motifs de la suspension ;*
- 4. la durée prévisible de la suspension.*

*Elle est accompagnée, le cas échéant, des pièces justificatives.*

*La suspension temporaire d'activité ne dispense pas le contribuable de ses obligations antérieures ni des obligations déclaratives qui demeurent exigibles pendant la période de suspension ».*

**Article 33 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 2 ter L libellé comme suit :

**« Article 2 ter L :**

*Tout contribuable qui reprend une activité précédemment suspendue est tenu de souscrire une déclaration de reprise d'activité.*

*La déclaration susvisée précise :*

- 1. la date effective de reprise ;*
- 2. la nature des activités reprises ;*
- 3. les établissements concernés ».*

**Article 34 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 2 ter M libellé comme suit :

« Article 2 ter M :

*Tout contribuable qui cesse définitivement une partie de ses activités ou ferme définitivement un ou plusieurs de ses établissements est tenu de souscrire une déclaration de cessation partielle.*

*La déclaration sus indiquée, accompagnée des pièces justificatives requises, précise notamment :*

- 1. les activités abandonnées ;*
- 2. les établissements fermés ;*
- 3. la date effective de cessation ;*
- 4. la destination des biens, stocks et équipements affectés à l'activité abandonnée».*

**Article 35 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 2 ter N libellé comme suit :

« **Article 2 ter N :**

*Tout contribuable qui cesse définitivement l'ensemble de ses activités est tenu de souscrire une déclaration de cessation définitive.*

*La déclaration susvisée, accompagnée des documents requis, précise notamment :*

- 1. la date effective de cessation ;*
- 2. les motifs de la cessation ;*
- 3. la destination des immobilisations, des stocks et des autres éléments de l'entreprise ;*
- 4. le lieu de conservation de la comptabilité et des pièces justificatives ;*
- 5. l'identité de la personne chargée de répondre aux demandes de l'Administration des Impôts après la cessation.*

*La cessation définitive ne libère pas le contribuable des obligations de déclaration, de paiement et de conservation des documents se rapportant aux périodes antérieures à la cessation.*

*Elle ne produit ses effets à l'égard de l'Administration des Impôts qu'à compter de sa déclaration régulière, sans préjudice du droit de l'Administration d'établir, sur la base des éléments dont elle dispose, la date réelle de cessation ».*

**Article 36 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 2 ter O libellé comme suit :

**« Article 2 ter O :**

*Toute personne morale dissoute est tenue de souscrire une déclaration de dissolution.*

*La déclaration est accompagnée :*

- 1. de l'acte ou du procès-verbal de dissolution ;*
- 2. de la décision portant nomination du liquidateur ;*
- 3. des coordonnées du liquidateur ;*
- 4. de la preuve de paiement de la cotisation spéciale visée à l'alinéa 1er de l'article 13 de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques ;*
- 5. de toute autre pièce justificative requise.*

*La dissolution ne met pas fin aux obligations fiscales de la personne morale pendant la période de liquidation ».*

**Article 37 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 2 ter P libellé comme suit :

**« Article 2 ter P :**

*Toute personne morale mise en liquidation est tenue de souscrire une déclaration de mise en liquidation.*

*La déclaration ci-dessus précise notamment :*

- 1. la date de début de la liquidation ;*
- 2. l'identité, l'adresse et les coordonnées du liquidateur ;*
- 3. le lieu de conservation des documents comptables et fiscaux ;*
- 4. l'adresse retenue pour la notification des actes de l'Administration des Impôts.*

*Elle est accompagnée de la décision de nomination du liquidateur.*

*Le liquidateur est tenu d'accomplir les obligations fiscales de la personne morale jusqu'à la clôture définitive de la liquidation ».*

**Article 38 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 2 ter Q libellé comme suit :

**« Article 2 ter Q :**

*Le liquidateur est tenu de souscrire une déclaration de clôture de liquidation qui précise notamment :*

- 1. la date de clôture de la liquidation ;*
- 2. la destination de l'actif net éventuel ;*
- 3. le lieu de conservation des livres et documents comptables ;*
- 4. l'identité de la personne responsable de leur conservation.*

*La déclaration susvisée est accompagnée du procès-verbal ou de la décision de clôture, du dernier bilan de liquidation et de la preuve de paiement de la cotisation spéciale visée à l'alinéa 2 de l'article 13 de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques.*

*La suppression du contribuable du répertoire de l'Administration des Impôts ne peut intervenir qu'après la radiation du Registre de Commerce et de Crédit Mobilier ».*

**Article 39 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 12 bis libellé comme suit :

**« Article 12 bis :**

*Les entreprises non-résidentes qui fournissent des services numériques sont tenues de souscrire, par voie électronique, à travers le portail internet de l'Administration des Impôts, une déclaration mensuelle retraçant le chiffre d'affaires réalisé sur le territoire congolais au titre de services numériques concernés ».*

**Article 40 :**

L'article 22 quater de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

**« Article 22 quater :**

*Sans préjudice du pouvoir de l'Administration d'exercer son droit de contrôle, le contribuable de bonne foi qui, après l'échéance, désire corriger spontanément la déclaration déposée en vue de réparer une omission ou de rectifier une erreur ayant conduit à une insuffisance dans les éléments servant de base au calcul de l'impôt dont il est redevable, peut saisir le Service compétent de l'Administration des Impôts en vue de soumettre sa déclaration rectificative.*

*Dans ce cas, seuls les intérêts de retard seront appliqués et réclamés par voie d'Avis de Mise en Recouvrement.*

**Article 41 :**

L'article 23 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

**« Article 23 :**

*Sans préjudice de la législation en matière économique et sous réserve des dispositions particulières applicables aux Entreprises de petite taille, les redevables de l'Impôt sur les Sociétés et de l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques dans les catégories de bénéfices des activités industrielles, commerciales, immobilières et artisanales et de bénéfices de l'exploitation agricole ainsi que ceux de la Taxe sur la Valeur Ajoutée doivent obligatoirement, pour chaque transaction effectuée, délivrer une facture normalisée ou un document en tenant lieu dont les mentions sont déterminées par voie réglementaire.*

*La facture peut être émise et transmise sous format électronique, avec la même valeur probante qu'une facture papier, sous réserve des conditions fixées par Décret délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre ayant les Finances dans ses attributions.*

*Les doubles des factures et documents visés à l'alinéa 1er ci-dessus doivent être tenus classés dans l'ordre de leur comptabilisation et gardés, ainsi que tous les autres documents et pièces justificatives, conformément à la législation commerciale ».*

**Article 42 :**

L'article 24 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

**« Article 24 :**

*Tout paiement par un donneur d'ordre au profit d'un sous-traitant, en rémunération des prestations exécutées dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, doit s'effectuer à partir d'un compte ouvert au nom du donneur d'ordre auprès d'un établissement de crédit agréé et établi en République Démocratique du Congo, vers un compte ouvert au nom du sous-traitant auprès d'un établissement de crédit également agréé et établi en République Démocratique du Congo ».*

**Article 43 :**

L'alinéa 2 de l'article 39 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

**« Article 39, alinéa 2 :**

*Dans ces conditions, lorsque le redevable a appliqué un texte fiscal selon l'interprétation formalisée par une circulaire ministérielle, une instruction de service ou une réponse du Directeur Général des Impôts à une requête formulée par un contribuable ou par la doctrine administrative, l'Administration des Impôts ne peut poursuivre aucun redressement en soutenant une interprétation différente ».*

**Article 44 :**

L'alinéa 4 de l'article 43 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

**« Article 43, alinéa 4 :**

*Le délai prévu à l'alinéa 1er ci-dessus est interrompu par la notification de redressement, par la déclaration ou tout autre acte comportant reconnaissance de l'impôt de la part du redevable ou la notification d'un procès-verbal de constat d'infraction fiscale. Dans ce cas, l'interruption efface le délai antérieurement écoulé et fait courir, à compter de la date de l'acte interruptif, un nouveau délai de même nature et de même durée que celui qui a été interrompu ».*

**Article 45 :**

Il est ajouté un article 43 bis à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales libellé comme suit :

**« Article 43 bis :**

*En cas de dénonciation ou de constatation de faits de fraude fiscale, ou de découverte d'un contribuable introuvable à l'adresse communiquée à l'Administration des Impôts, celle-ci dispose, pour l'exercice de son droit de contrôle, d'un délai supplémentaire de cinq ans à compter de l'expiration du délai fixé à l'article 43 de la présente Loi »*

**Article 46 :**

Il est ajouté un article 46 ter à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales libellé comme suit :

« Article 46 ter :

*En cas de découverte d'un contribuable introuvable à l'adresse communiquée à l'Administration des Impôts ou d'un contribuable non immatriculé, le Receveur des impôts peut procéder, sur demande de son Directeur ou du Directeur ayant la Recherche dans ses attributions, au blocage des comptes bancaires du contribuable concerné en attendant l'aboutissement des opérations de régularisation ».*

**Article 47 :**

L'alinéa 1er de l'article 47 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« **Article 47, alinéa 1er :**

*Les provinces, les entités territoriales décentralisées, les services publics, les établissements publics, les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique sont tenus d'adresser à l'Administration des Impôts, dans les dix jours qui suivent la fin de chaque trimestre, sur support papier ou par voie électronique, un relevé de toutes les sommes versées à des tiers, à quelque titre que ce soit, à l'exclusion des salaires ».*

**Article 48 :**

L'alinéa 2 de l'article 57 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« **Article 57, alinéa 2 :**

*Les acomptes provisionnels sur l'impôt sur les Sociétés et l'impôt sur le Revenu des Personnes Physiques dans les catégories de bénéfices des activités industrielles, commerciales, immobilières et artisanales, de bénéfices des professions non commerciales et de bénéfices de l'exploitation agricole, sont versés aux échéances fixées par la présente loi, à l'aide d'un bordereau de paiement conforme au modèle fixé par l'Administration des Impôts ».*

**Article 49 :**

L'alinéa 1er de l'article 57 bis de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

**« Article 57 bis, alinéa 1er :**

*Les acomptes provisionnels visés à l'article 57, alinéa 2, ci-dessus sont calculés de la manière ci-après :*

- *en matière d'impôt sur les Sociétés, sur base de l'impôt déclaré au titre de l'exercice précédent, augmenté des suppléments éventuels établis par l'Administration des Impôts, ou, en cas d'absence de déclaration, de l'impôt reconstitué d'office, que ces sommes fassent ou non l'objet de contestation ;*
- *en matière d'impôt sur le Revenu des Personnes Physiques, sur base de la fraction de l'impôt dû au titre de l'exercice précédent correspondant aux bénéfices des activités industrielles, commerciales, immobilières et artisanales, aux bénéfices des professions non commerciales ainsi qu'aux bénéfices de l'exploitation agricole. Cette fraction est déterminée en appliquant au montant total de l'impôt sur le Revenu des Personnes Physiques de ce titre de l'exercice précédent, augmenté des suppléments éventuels établis par l'Administration des Impôts, le rapport existant entre le montant net des bénéfices précités et le revenu net global imposable du contribuable au titre du même exercice, ou, en cas d'absence de déclaration, de l'impôt reconstitué d'office, que ces sommes fassent ou non l'objet de contestation.*

**Article 50 :**

L'article 57 quater de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, tel que créé par la Loi n° 23/052 du 30 novembre 2023 modifiant et complétant la Loi précitée, devient l'article 57 quinquies.

**Article 51 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 57 quater libellé comme suit :

**« Article 57 quater :**

*L'impôt sur les Sociétés dû par les redevables non-résidents qui fournissent les services numériques se paie mensuellement au taux forfaitaire de 3 % du chiffre d'affaires mensuel hors taxes, au plus tard le 15 du mois qui suit celui de la réalisation dudit chiffre d'affaires mensuel hors taxes ».*

**Article 52 :**

L'alinéa 1er de l'article 63 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

**« Article 63, alinéa 1er :**

*Les poursuites s'exercent en vertu des contraintes décernées par le Receveur des Impôts. L'appellation "Receveur des Impôts" vise le Receveur Principal des Impôts, qui est le Chef de Division Recouvrement, ou, le cas échéant, le Receveur Adjoint des Impôts, qui est le Chef de Bureau Paiement et Apurement ».*

**Article 53 :**

Il est ajouté un article 66 bis à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, libellé comme suit :

**« Article 66 bis :**

*Ne peuvent faire l'objet d'avis à tiers détenteur ou d'une quelconque saisie administrative, les titres d'emprunts publics émis par l'Etat et les instruments financiers émis dans la bourse des valeurs mobilières.»*

**Article 54 :**

Il est ajouté un article 89 bis à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, libellé comme suit :

**« Article 89 bis :**

*En cas de redressement ou de taxation d'office portant sur des opérations exonérées, des opérations non imposables et des exportations et opérations assimilées en matière de taxe sur la valeur ajoutée, la majoration est calculée sur le montant des droits qui auraient été dus si ces opérations avaient été imposables ».*

**Article 55 :**

L'article 91 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

**« Article 91 :**

*Tout retard dans le paiement de tout ou partie des impôts et autres droits déclarés ou mis en recouvrement dans le délai donne lieu à l'application d'une pénalité de 10 % du montant dû et des intérêts de retard de 2 %, par mois de retard, des droits dus.*

*Les intérêts de retard sont décomptés du premier jour du mois au cours duquel l'impôt aurait dû être payé au jour du mois du paiement effectif, tout mois commencé étant compté intégralement.*

*La pénalité pour paiement tardif est due dès le constat du non-paiement à l'échéance du droit dû ».*

**Article 56 :**

L'alinéa 1er de l'article 92 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

**« Article 92, alinéa 1er :**

*En dehors de toute procédure de contrôle, le refus de répondre, dans le délai légal, à une demande de renseignements, est sanctionné, par jour de retard jusqu'au jour où les informations demandées seront communiquées, d'une astreinte fiscale égale à :*

- *1.000.000,00 de francs congolais pour les grandes entreprises ;*
- *500.000,00 de francs congolais pour les moyennes entreprises ;*
- *150.000,00 de francs congolais pour les entreprises de petite taille ».*

**Article 57 :**

L'article 93 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

**« Article 93 :**

*L'absence d'annexes à la déclaration de l'Impôt sur les Sociétés ou à celle de l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques, pour les personnes physiques relevant du système normal de comptabilité et réalisant des revenus dans les catégories de bénéfices des activités industrielles, commerciales, immobilières et artisanales, de bénéfices des professions non commerciales et de bénéfices de l'exploitation agricole, est sanctionnée par une amende égale à 50 % de l'impôt déclaré.*

*L'absence des fiches individuelles visées à l'article 22 ter de la présente Loi est sanctionnée par une amende égale à 150.000,00 de francs congolais pour chaque fiche individuelle ».*

**Article 58 :**

L'alinéa 1er de l'article 93 bis de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

**« Article 93 bis, alinéa 1er :**

*Le défaut de souscription de déclaration dans le délai est sanctionné par une amende de :*

- *4.000.000,00 de francs congolais pour les grandes entreprises, 2.000.000,00 de francs congolais pour les moyennes entreprises et 400.000,00 francs congolais pour les petites entreprises, en ce qui concerne les déclarations d'un contribuable exonéré ou réalisant les opérations exonérées ainsi que les déclarations avec mention "Néant" ;*
- *3.000.000,00 de francs congolais par déclaration créditrice de l'Impôt sur les Sociétés et de l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques à charge des personnes réalisant des bénéfices industriels, commerciaux, immobiliers et artisanaux, des bénéfices non commerciaux et des bénéfices de l'exploitation agricole, en cas de régularisation après mise en demeure de déclarer ;*
- *20 % de la Taxe sur la Valeur Ajoutée fictive correspondant au montant des opérations exonérées, des opérations non imposables et des exportations et opérations assimilées en matière de la taxe sur la valeur ajoutée ».*

**Article 59 :**

L'article 94 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

**« Article 94 :**

*L'absence d'une déclaration ne servant pas au calcul de l'impôt est sanctionnée par une amende de :*

- *5.000.000,00 de francs congolais pour les grandes entreprises ;*
- *2.500.000,00 de francs congolais pour les moyennes entreprises et les associations sans but lucratif ;*
- *250.000,00 francs congolais pour les petites entreprises ;*
- *30.000,00 francs congolais pour les micro-entreprises.*

*Au sens de la présente Loi, il faut entendre notamment par déclaration ne servant pas au calcul de l'impôt :*

- *les déclarations visées à l'article 2 ;*
- *la déclaration annuelle sur les revenus salariaux et revenus assimilés visée à l'article 22 ter ;*
- *le relevé trimestriel des sommes versées aux tiers visé à l'article 47 ;*
- *la liste des clients visée à l'article 47 bis ;*
- *la liste des fournisseurs visée à l'article 47 ter.*

*Le paiement de l'amende prévu à l'alinéa premier ci-dessus ne dispense pas le contribuable de la souscription de la déclaration concernée ; à défaut, il lui sera réclamé une astreinte, par jour de retard jusqu'au jour du dépôt de ladite déclaration, égale à :*

- *1.000.000,00 de francs congolais pour les grandes entreprises ;*
- *500.000,00 francs congolais pour les moyennes entreprises ;*
- *150.000,00 francs congolais pour les petites entreprises ».*

**Article 60 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 94 bis libellé comme suit :

**« Article 94 bis :**

*La communication des renseignements inexacts sur l'adresse physique du contribuable, sur l'état détaillé des déductions, sur la fiche individuelle d'un employé, sur la liste des clients ou sur la liste des fournisseurs est sanctionnée par une amende de :*

- 200.000.000,00 de francs congolais pour les grandes entreprises ;
- 50.000.000,00 de francs congolais pour les moyennes entreprises et les associations sans but lucratif ;
- 1.000.000,00 de francs congolais pour les petites entreprises ».

**Article 61 :**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, un article 94 ter libellé comme suit :

**« Article 94 ter :**

*Les sociétés et les autres personnes morales soumises à l'Impôt sur les Sociétés ainsi que les personnes physiques soumises à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques qui versent, directement ou par l'entremise d'un tiers, des sommes à des personnes dont elles ne révèlent pas l'identité sont passibles d'une amende égale à 100 % des sommes versées.*

*L'application de cette amende ne fait pas obstacle à l'imposition des sommes visées à l'alinéa 1er ci-dessus entre les mains de leurs bénéficiaires, lorsque ceux-ci peuvent être identifiés par l'Administration des Impôts ».*

**Article 62 :**

L'alinéa 1er de l'article 98 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

**« Article 98, alinéa 1er :**

*L'exercice d'une activité soumise à l'impôt sans remplir au préalable la formalité prescrite à l'article 1er de la présente Loi est sanctionné par la fermeture provisoire par l'Agent en mission de recherche ou de recensement revêtu de la qualité d'Officier de Police Judiciaire à compétence restreinte ainsi que par une amende de :*

- 2.500.000.000,00 de francs congolais pour les grandes entreprises ;

- 25.000.000,00 de francs congolais pour les moyennes entreprises ;
- 1.000.000,00 de francs congolais pour les petites entreprises et les membres des professions libérales ;
- 500.000,00 de francs congolais pour les personnes physiques bénéficiaires de revenus locatifs. »

**Article 63 :**

Il est ajouté à l'article 3 de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques un alinéa 4 libellé comme suit :

**« Article 3, alinéa 4 :**

*À défaut d'option, l'Impôt sur les Sociétés s'applique à la part de bénéfices correspondant aux droits des commanditaires dans les sociétés en commandite simple ».*

**Article 64 :**

Il est ajouté à la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques un article 8 bis libellé comme suit:

**« Article 8 bis :**

*Sans préjudice de l'article 8 de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'impôt sur les sociétés et à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, sont aussi considérées comme ayant un établissement stable en République Démocratique du Congo les entreprises non-résidentes qui fournissent des services numériques à des clients ou utilisateurs situés sur le territoire congolais, ou qui tirent des revenus d'une interaction dématérialisée avec le marché congolais, sans y disposer nécessairement d'un établissement physique permanent ».*

**Article 65 :**

Il est ajouté à la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques un article 8 ter libellé comme suit:

**« Article 8 ter :**

*Les dispositions de l'article 8 bis ci-dessus s'appliquent lorsqu'une entreprise non-résidente entretient avec le territoire national une connexion dématérialisée, caractérisée par le franchissement, au titre d'un exercice fiscal, de l'un des seuils suivants :*

- *le montant total des rémunérations brutes facturées ou payées en contrepartie de la fourniture de services numériques à des clients ou utilisateurs situés en République Démocratique du Congo excède l'équivalent en francs congolais de 90.000 dollars américains ;*
- *le nombre d'utilisateurs, de clients ou de titulaires de comptes situés en République Démocratique du Congo excède 1.000 ».*

#### **Article 66 :**

Il est ajouté à la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques un article 8 quater libellé comme suit :

#### **« Article 8 quater :**

*Les services numériques visés à l'article 8 bis ci-dessus comprennent :*

- *la fourniture de contenus numériques à la demande (streaming, téléchargement, jeux en ligne, abonnements, etc.) ;*
- *les services de publicité en ligne, de monétisation de données clients ou utilisateurs et autres services de même nature ;*
- *les services d'intermédiation au profit des places de marché électroniques ;*
- *les services d'informatique en nuage, d'hébergement de données et de logiciels fournis en tant que service ;*
- *toute autre prestation de service rendue ou facilitée par l'intermédiaire d'un réseau électronique ou d'une application numérique ».*

#### **Article 67 :**

Il est ajouté à la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques un article 9 ter libellé comme suit:

#### **« Article 9 ter :**

*L'impôt sur les sociétés dû par les entreprises non-résidentes qui fournissent des services numériques est liquidé par application d'un taux de 3 % du montant total des revenus hors taxes réalisés sur le territoire congolais par les entreprises non-résidentes qui fournissent des services numériques.*

*L'impôt ainsi calculé est libératoire et définitif de l'impôt sur les sociétés dû en République Démocratique du Congo ».*

**Article 68 :**

L'article 14 de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques est modifié et complété comme suit :

**« Article 14 :**

*Sont compris dans les produits imposables à l'Impôt sur les sociétés, tous les revenus, produits, profits et gains de toute nature réalisés ou acquis par la société ou la personne morale au cours de l'exercice fiscal, dès lors qu'ils se rattachent à son activité, à l'exploitation de ses biens, à la gestion de son patrimoine ou à toute opération lucrative.*

*Les produits imposables visés à l'alinéa premier ci-dessus comprennent notamment :*

- 1. les produits des ventes de biens, notamment les ventes de marchandises, de produits fabriqués, de produits intermédiaires, de produits résiduels, de matières et fournitures ainsi que de tous autres biens destinés à être vendus ;*
- 2. les produits des travaux et services vendus, notamment les rémunérations provenant des travaux exécutés, des prestations de services, des études, des commissions, des courtages, des honoraires et de toutes autres opérations assimilées ;*
- 3. la production immobilisée ;*
- 4. les produits accessoires, notamment les revenus tirés de la location, de la sous-location, de la concession ou de la mise à disposition de biens meubles ou immeubles, ainsi que les commissions et courtages accessoires à l'activité principale ;*
- 5. les redevances et produits de la propriété intellectuelle, notamment ceux provenant de la concession, de la cession ou de l'exploitation de brevets, marques, licences, logiciels, procédés, dessins, modèles, droits d'auteur, savoir-faire et autres droits incorporels ;*

6. *les subventions d'exploitation et d'équilibre, les indemnités, aides, primes et autres concours reçus par l'entité, sauf lorsqu'une disposition expresse de la présente loi en prévoit l'exonération ou un mode particulier d'imposition ;*
7. *les autres produits des activités ordinaires, notamment :*
  - *les reprises de dépréciations et de provisions antérieurement admises en déduction, lorsque celles-ci deviennent totalement ou partiellement sans objet ;*
  - *les recouvrements de créances antérieurement admises en déduction comme irrécouvrables ;*
  - *les dégrèvements, restitutions et remboursements d'impôts, droits, taxes ou charges antérieurement admis en déduction ;*
  - *les remises de dettes, abandons de créances, libéralités et avantages obtenus par l'entité, sous réserve des régimes particuliers prévus par la présente Loi ;*
  - *les produits résultant de la récupération ou du remboursement de charges antérieurement déduites ;*
8. *les produits financiers, notamment :*
  - *les intérêts et produits des prêts, créances, dépôts, cautionnements et comptes courants ;*
  - *les revenus des titres de placement et des autres instruments financiers ;*
  - *les escomptes obtenus ;*
  - *les dividendes, parts de bénéfices, revenus de participations et autres produits distribués, sous réserve des exemptions ou régimes particuliers prévus par la présente Loi ;*
  - *les gains de change définitivement réalisés ;*
  - *les reprises de dépréciations et de provisions à caractère financier antérieurement admises en déduction ;*
  - *les autres produits financiers constatés conformément à la législation comptable en vigueur ;*
9. *les produits hors activités ordinaires, notamment :*
  - *les produits de cession des immobilisations corporelles, incorporelles ou financières ;*
  - *les indemnités reçues à la suite de l'expropriation, de la destruction, de la disparition ou de la perte d'un élément d'actif ;*

- les subventions d'investissement, suivant les modalités de rattachement au résultat prévues par la législation comptable, sous réserve des règles particulières prévues par la présente Loi ;
- les autres produits et gains présentant un caractère non récurrent ou ne se rattachant pas aux activités ordinaires de l'entité ;

10. les produits résultant de la sortie d'un élément d'actif, notamment à la suite de sa cession, de son échange, de son apport, de son retrait, de son expropriation, de sa destruction indemnisée ou de toute autre opération entraînant sa sortie du patrimoine de l'entité. Le résultat imposable afférent à la sortie d'un élément d'actif est déterminé par différence entre, d'une part, le prix de cession, l'indemnité, la valeur d'apport ou la valeur normale de l'élément et, d'autre part, sa valeur nette fiscale à la date de sa sortie ;

11. les produits reconstitués ou rectifiés en application du principe de pleine concurrence, lorsqu'il est établi que les conditions convenues entre entreprises associées ont entraîné une minoration des produits ou un transfert direct ou indirect de bénéfices ;

12. d'une manière générale, tout produit ou avantage définitivement acquis à l'entité ayant pour effet d'augmenter son résultat comptable, sous réserve des retraitements prévus par la présente Loi.

*L'absence de comptabilisation ou la comptabilisation irrégulière d'un produit ne fait pas obstacle à son imposition lorsque son existence, son acquisition ou son montant est établi par l'Administration des Impôts ».*

#### **Article 69 :**

Il est ajouté à la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques, un article 14 bis libellé comme suit :

#### **« Article 14 bis :**

*Les produits sont retenus pour leur montant hors taxes sur le chiffre d'affaires collectées pour le compte du Trésor, lorsque celles-ci sont récupérables ou reversables conformément à la législation applicable.*

*Les réductions commerciales accordées, notamment les rabais, remises et ristournes, viennent en diminution des produits auxquels elles se rapportent.*

*Les produits en nature ou obtenus sans contrepartie sont évalués à leur valeur normale à la date de leur acquisition ».*

**Article 70 :**

Il est ajouté à la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques, un article 14 ter libellé comme suit :

**« Article 14 ter :**

*Ne constituent pas, en eux-mêmes, des produits imposables :*

- 1. les apports en numéraire ou en nature effectués par les associés, actionnaires ou membres en contrepartie de droits représentatifs du capital ou des ressources assimilées ;*
- 2. les primes d'émission, de fusion, de scission, de conversion ou d'apport régulièrement inscrites dans les capitaux propres ;*
- 3. les sommes reçues à titre d'emprunt, de dépôt, de cautionnement ou d'avance remboursable, lorsqu'elles donnent naissance à une dette certaine de l'entité ;*
- 4. les sommes encaissées pour le compte de tiers, sous réserve qu'elles soient régulièrement individualisées et reversées à leurs bénéficiaires ;*
- 5. les écarts de réévaluation inscrits directement dans les capitaux propres conformément à la législation comptable, tant qu'ils ne sont pas réalisés ou affectés dans des conditions entraînant leur imposition ;*
- 6. les écarts de conversion positifs constatés à la clôture de l'exercice au titre de créances ou dettes libellées en monnaies étrangères, tant qu'ils ne constituent pas des gains de change définitivement réalisés, sous réserve des dispositions particulières de la présente Loi ;*
- 7. les reprises portant sur des dépréciations ou provisions qui n'ont pas été antérieurement admises en déduction du bénéfice imposable ;*
- 8. les remboursements d'impôts, droits, taxes ou charges dont la déduction n'a pas été admise ;*
- 9. les produits expressément exonérés par la présente Loi ou par une convention internationale régulièrement conclue ».*

**Article 71 :**

L'article 57 de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques est modifié et complété comme suit :

« **Article 57** :Les sociétés sont assujetties à un impôt minimum fixé à 1 % des produits encaissables, lorsque les résultats sont déficitaires ou bénéficiaires mais susceptibles de donner lieu à une imposition inférieure à ce montant.

*Par produits encaissables, il faut entendre l'ensemble des produits enregistrés dans les comptes de la classe 7 ci-après : 70, 71, 72 et 77 du SYSCOHADA ».*

**Article 72 :**

L'alinéa 3 de l'article 73 de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques est supprimé.

**Article 73 :**

La sous-section 2 « Des rémunérations occultes » de la section 2 « De la détermination du revenu global imposable » du Chapitre II « De la détermination de l'assiette de l'impôt du TITRE III "De l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques" de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques est supprimée.

**Article 74 :**

L'article 117 de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques est supprimé.

**Article 75 :**

L'article 118 de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques est modifié et *complété* comme suit :

« **Article 118 :**

*L'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques est calculé par application du barème ci-après, sur le revenu net global arrondi au millier de francs congolais inférieur à :*

1. 3 % pour la tranche de revenus de 0,00 à 6.900.000,00 FC ;
2. 15 % pour la tranche de revenus de 6.900.001,00 FC à 30.109.000,00 FC ;
3. 25 % pour la tranche de revenus de 30.109.001,00 FC à 60.218.000,00 FC ;
4. 30 % pour la tranche de revenus de 60.218.001,00 FC à 90.327.000,00 FC ;
5. 40 % pour la tranche excédant 90.327.000,00 FC.

*En aucun cas, l'impôt total ne peut excéder 30 % du revenu imposable ».*

**Article 76 :**

Il est ajouté à la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques, un article 119 bis libellé comme suit :

**« Article 119 bis :**

*L'impôt sur le Revenu des Personnes Physiques est fixé à 10% sur les pensions de toute nature, quelles que soient les circonstances ou les modalités qui en conditionnent l'octroi ainsi que les sommes payées par l'employeur ou le mandant, contractuellement ou non par suite de cessation de travail ou de rupture de contrat d'emploi ou de louage de service ».*

**Article 77 :**

L'alinéa 1er de l'article 121 de la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques est modifié et complété comme suit :

**« Article 121, alinéa 1er :**

*L'impôt obtenu par l'application du barème visé à l'article 118 ci-dessus est diminué des retenues à la source effectuées et, le cas échéant, des acomptes provisionnels versés au cours d'exercice fiscal sur un des revenus visés à l'article 58 de la présente Loi ».*

**Article 78 :**

Il est ajouté à l'article 22 de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, un alinéa 3 libellé comme suit :

**« Article 22, alinéa 3 :**

*Elles sont également réputées perçues en République Démocratique du Congo lorsqu'elles sont payées par les entreprises de réassurance situées à l'étranger et qu'elles se rattachent aux opérations de réassurance sur des biens se trouvant en République Démocratique du Congo ».*

**Article 79 :**

Il est ajouté à l'article 39 de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, un alinéa 2 libellé comme suit :

**« Article 39, alinéa 2 :**

*La Taxe sur la Valeur Ajoutée retenue à la source par les entreprises minières n'est déductible que lorsqu'elle est effectivement reversée au Trésor ».*

**Article 80 :**

Il est ajouté à l'article 74 ter de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, un alinéa 2 et un alinéa 3 libellés comme suit :

**« Article 74 ter, alinéas 2 et 3 :**

*La taxe non retenue à la source ainsi que les pénalités de recouvrement sont payées par la personne l'ayant facturée et encaissée.*

*Le non-reversement de la taxe sur la valeur ajoutée retenue à la source est sanctionné par une amende égale au double du montant retenu et du paiement de la taxe sur la valeur ajoutée due.*

**Article 81 :**

L'article 74 quater de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée est modifié et complété comme suit :

**« Article 74 quater :**

*Le défaut d'utilisation, par l'assujetti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée, du dispositif électronique fiscal lors de ses transactions est sanctionné par une amende de :*

- *500.000.000,00 de francs congolais pour les grandes entreprises ;*
- *250.000.000,00 de francs congolais pour les moyennes entreprises ;*
- *50.000.000,00 de francs congolais pour les petites entreprises ».*

**Article 82 :**

L'article 74 quater de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée est modifié et complété comme suit :

« Article 74 quater :

1. Toute personne soumise à l'obligation d'utiliser les dispositifs électroniques fiscaux qui effectue une transaction sans délivrer une facture normalisée établie dans les conditions définies à l'article 59 quater, ou délivre une facture autre qu'une facture normalisée, est sanctionnée par une amende égale à dix (10) fois le montant de la TVA facturée ou qui aurait dû être facturée, sans que cette amende puisse être inférieure, pour chaque facture concernée, à :

- 500.000.000,00 de Francs congolais pour les grandes entreprises ;
- 250.000.000,00 de Francs congolais pour les moyennes entreprises ;
- 50.000.000,00 de Francs congolais pour les petites entreprises ».

2. Pour les assujettis non redevables de la Taxe sur la Valeur Ajoutée, l'amende est égale à cinq (05) fois le montant chaque facture non normalisée, sans pouvoir être inférieur aux minima prévus au point 1 du présent article.

### **Article 83 :**

L'article 74 sexies de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée est modifié et complété comme suit :

« Article 74 sexies :

En cas de récidive, le montant de l'amende visée à l'article 74 quater est doublé.

Cette sanction est cumulée avec une fermeture administrative de l'entreprise pour une durée pouvant aller jusqu'à trois (3) mois, prononcée sur décision du Directeur Général des Impôts.

Lorsqu'il s'agit d'une entreprise dont les dirigeants sont de nationalité étrangère, l'interdiction de séjour en République Démocratique du Congo peut être prononcée à l'encontre desdits dirigeants, cumulativement avec les sanctions prévues à l'alinéa précédent.

La procédure d'interdiction de séjour est mise en œuvre à la demande du Ministre ayant les Finances dans ses attributions.

Le défaut de délivrance d'une facture normalisée constitue une présomption d'intention frauduleuse visant à se soustraire à l'établissement de l'impôt ainsi qu'une opposition à l'action de l'administration. Il est passible des peines prévues à l'article 101 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour.

**Article 84 :**

L'article 74 septies de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée est modifié et complété comme suit :

« Article 74 septies :

Les sanctions prévues à l'article 74 quater ci-dessus sont également applicables à toute personne qui :

- a) effectue une transaction et délivre une facture normalisée de valeur ou de quantité minorée ;
- b) cause un dysfonctionnement au dispositif électronique fiscal physique ou logiciels homologués ;
- c) fait intrusion dans le système de gestion des dispositifs électroniques fiscaux ou brise les scellés des dispositifs électroniques fiscaux. »

**Article 85 :**

L'article 74 octies de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée est modifié et complété comme suit :

« Article 74 octies :

Sans préjudice des sanctions pénales, toute modification du système de facturation d'entreprise ou l'usurpation d'identité d'autrui à des fins d'émission de factures normalisées frauduleuses ou falsifiées est passible d'une amende de 50.000.000,00 de Francs congolais par facture. »

**Article 86 :**

L'article 74 nonies de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée est modifié et complété comme suit :

« Article 74 nonies :

Les fournisseurs de système de facturation d'entreprises et les éditeurs de logiciels de facturation qui ne satisfont pas à l'obligation d'homologation de leurs logiciels sont passibles d'une amende de 100.000.000,00 de Francs congolais. En cas de récidive, l'amende est portée à 200.000.000,00 de Francs congolais.

La même sanction est applicable aux entreprises qui ont développé leur propre système de facturation électronique sans avoir satisfait à l'obligation d'homologation. »

#### **Article 87 :**

L'article 74 decies de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée est modifié et complété comme suit :

« Article 74 decies :

Tout manquement non spécifié à la réglementation relative à l'utilisation des dispositifs électroniques de facturation est passible d'une amende de 50.000.000,00 de Francs congolais.

L'administration des sanctions prévues au présent article ne fait obstacle ni au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée éludée et des pénalités y relatives, ni aux poursuites pénales contre les auteurs et leurs complices. »

#### **Article 88 :**

Il est ajouté à la Loi n° 23/053 du 30 novembre 2023 relative à l'Impôt sur les Sociétés et à l'Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques, un article 56 bis libellé comme suit :

#### **« Article 56 bis :**

Par dérogation au taux prévu à l'article 56 de la présente Loi, le taux de l'Impôt sur les sociétés applicable aux sociétés cotées à la bourse des valeurs mobilières établie ou agréée en République démocratique du Congo est fixé à vingt-cinq pour cent (25 %) du bénéfice imposable.

Le bénéfice de ce taux est subordonné au respect cumulatif des conditions suivantes :

1. demeurer inscrite à la cote pendant toute la durée de l'exercice fiscal concerné ;
2. respecter les obligations de transparence financière, d'information du public et de gouvernance prévues par la législation et la réglementation relatives au marché des capitaux ;

3. établir, faire certifier et publier régulièrement ses états financiers, conformément à la législation comptable et à la réglementation du marché des capitaux en vigueur ;
4. ne pas avoir fait l'objet, au cours des trois exercices précédant celui au titre duquel le taux préférentiel est sollicité, d'une sanction définitive pour manquement grave aux obligations de transparence financière, de publication de l'information financière ou de gouvernance, prononcée par l'autorité compétente de régulation du marché des capitaux ;
5. ne pas avoir fait l'objet, d'un redressement fiscal au cours des trois derniers exercices comptables, au titre d'optimisation fiscale agressive ou d'évasion fiscale.

Lorsque l'une des conditions prévues à l'alinéa précédent cesse d'être remplie, le taux de droit commun prévu à l'article 56 de la présente Loi s'applique à compter de l'exercice fiscal au cours duquel le manquement est constaté.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions. »

### **CHAPITRE III : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES NON FISCALES**

#### **Article 89 :**

Les mesures relatives aux recettes non fiscales reprises par les articles 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73 et 74 de la Loi de Finances n°25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026 et les articles 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 35, 36, 37, 38, 39 et 40 de la Loi de Finances rectificative n° 26/032 du 07 août 2026 pour l'exercice 2026, sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux recettes non fiscales reprises dans la présente Loi modifient et complètent ipso facto les dispositions correspondantes de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, et, celles de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour.

**Article 90 :**

L'acte générateur repris au numéro 09 du point V relatif aux Finances de l'annexe de l'Ordonnance-Loi n° 18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central est modifié comme suit :

| Acte générateur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Fait générateur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>09. <i>Redevance sur les commissions perçues au titre des opérations de transfert, de retrait et de paiement effectuées en monnaie électronique ou au moyen d'instruments de paiement numérique, par les sociétés financières, les établissements de crédit, les agrégateurs et autres prestataires de services connexes de paiement.</i></p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Perception d'une commission au titre d'une opération de transfert de fonds effectuée en monnaie électronique ou au moyen d'un instrument de paiement numérique ;</li> <li>- Perception d'une commission au titre d'une opération de retrait de fonds effectuée en monnaie électronique ou au moyen d'un instrument de paiement numérique ;</li> <li>- Perception d'une commission au titre d'une opération de paiement effectuée en monnaie électronique ou au moyen d'un instrument de paiement numérique.</li> </ul> |

**Article 91 :**

Il est ajouté à l'annexe XXVII relative à l'Industrie, de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018, fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'acte générateur ci-après, repris au n°5, libellé comme suit :

| Acte générateur                                                                                                                                                                                                             | Fait générateur                                                                                                                                                                                                      |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Taxes relatives au Développement Industriel :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe d'agrément pour la production des emballages en plastiques ;</li> <li>- Taxe sur l'implantation, installation</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Demande d'agrément pour autorisation annuelle de production des emballages en plastique ;</li> <li>- Demande d'autorisation d'implantation, d'installation d'une</li> </ul> |

|                                                                                                               |                                                                                                          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| d'une unité industrielle ;<br><br>- Taxe sur la délocalisation d'une unité industrielle ou de ses équipements | unité industrielle ;<br><br>- Délocalisation d'une unité industrielle ou d'une partie de ses équipements |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|

#### **Article 92 :**

Il est inséré à l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, un article 28 bis libellé comme suit : « *Les amendes judiciaires et transactionnelles perçues à l'initiative des Cours, Tribunaux et Parquets, ainsi que les amendes transactionnelles perçues à l'initiative du Ministère de la Justice et Garde de Sceaux et de la Police Nationale Congolaise, sont intégralement et exclusivement versées au compte du Trésor public.* »

#### **Article 93 :**

Il est inséré à l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'article 82 bis libellé comme suit : « *Les sociétés se trouvant en relation de sous-traitance sont tenues de répondre aux prescriptions en matière de contrôle de l'Administration des recettes non fiscales* ».

A cet effet, la société donneuse d'ordre est tenue de collaborer avec les Agents de l'Administration des recettes non fiscales en contrôle, notamment leur fournir tous les renseignements possibles sur ses sous-traitants et de faire parvenir à ces derniers tous les actes de procédure de contrôle en vue de l'établissement des droits dus.

A défaut de collaborer, la société donneuse d'ordre concernée sera poursuivie et se verra répondre de toutes les obligations retenues à charge de ses sous-traitants. »

#### **Article 94 :**

L'article 1er point « d », 2ème tiret de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des *procédures* relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est

modifié et complété comme suit : « *Toute entreprise du portefeuille de l'Etat, n'ayant pas déposé dans le délai de dix (10) jours tel que prévu à l'alinéa 2 de l'article 112 de la présente Ordonnance-loi, les procès-verbaux des assemblées générales ordinaires, des Conseils d'administration ou le cas échéant, des ordonnances portant prolongation de la tenue des assemblées générales ordinaires ou de paiement des dividendes auprès de l'Administration des recettes non fiscales.* »

#### **Article 95 :**

L'article 75 de la Loi de finances n°25/060 du 29 décembre 2025 pour l'exercice 2026 est modifié comme suit :

« *Les Taxes d'implantation et rémunératoire annuelle perçues sur les installations classées, à l'initiative du Ministère de l'Environnement, développement durable et nouvelle économie du climat sont calculées sur la base de la capacité installée, liquidées par l'Administration centrale de ce Ministère et intégralement versées au Compte du Trésor Public* ».

#### **Article 96 :**

L'article 112 quater de l'Ordonnance-Loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

« *Lorsque les états financiers de l'exercice d'une entreprise minière du Portefeuille font apparaître un bénéfice réalisé, les dividendes revenant à l'Etat sont prioritaires et intangibles.*

*Indépendamment de la tenue de l'Assemblée générale ordinaire ou de la collectivité des associés statuant sur l'affectation des résultats, les dividendes prioritaires et intangibles dus à l'Etat sont déclarés au plus tard le 15 mai de chaque année et sont payés endéans huit (8) jours dès réception du titre de perception.*

*Ces dividendes sont calculés sur la base des bénéfices renseignés dans les états financiers au prorata de la quote-part de l'Etat dans le capital des entreprises minières concernées, et imputés, de plein droit, sur les montants de dividendes définitivement arrêtés par l'Assemblée Générale* ».

**Article 97 :**

Il est institué, en vertu des dispositions des articles 122 point 10 et 174 de la Constitution, une parafiscalité destinée au Fonds de Soutien et de Développement des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FSD) dénommée « Redevance destinée au FSD, RFSD en sigle ».

Les ressources issues de la parafiscalité instituée sont affectées exclusivement à la modernisation des capacités opérationnelles, au développement des infrastructures, à l'amélioration des conditions sociales du personnel, au renforcement du renseignement militaire ainsi qu'à la mise en place progressive d'une industrie nationale de défense.

**Article 98 :**

Cette redevance est fixée à un montant forfaitaire dû par toute personne physique de nationalité congolaise ou étrangère résidant en République Démocratique du Congo (RDC). Le montant forfaitaire est déterminé en fonction de la catégorie à laquelle appartient le redevable.

**Article 99 :**

Les modalités d'exécution du précédent article sont fixées par Décret du Premier Ministre délibéré en Conseil des Ministres.

**Article 100 :**

Il est institué, dans le cadre de la régulation du secteur des jeux d'argent et de hasard, une redevance dénommée « *Redevance du secteur des jeux d'argent et de hasard* », en sigle « *RJAH* ».

La redevance visée à l'alinéa ci-dessus est ajoutée au point V relatif aux Finances de l'annexe de l'Ordonnance-loi n° 18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central, telle que modifiée et complétée à ce jour.

Les recettes issues de la RJAH sont réparties comme suit :

- 50 % au profit du Trésor public ;
- 50 % affectés au financement de la régulation et de la surveillance du secteur des jeux d'argent et de hasard ainsi qu'aux actions de prévention et de lutte contre le jeu excessif.

**Article 101 :**

Est assujettie à la RJAH toute personne morale exploitant, en République Démocratique du Congo, une activité de jeux d'argent et de hasard.

La RJAH est assise sur le produit brut des jeux réalisé par l'assujetti.

Le produit brut des jeux correspond à la différence entre le montant des mises encaissées et celui des gains versés aux joueurs.

Un arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions détermine le taux de la RJAH, les modalités de détermination du produit brut des jeux ainsi que celles relatives à la déclaration, à la liquidation et au paiement de cette redevance.

**Article 102 :**

Le recouvrement de la RJAH est assuré, pour l'intégralité de son produit, par la Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations.

La quotité de 50 % affectée au financement de la régulation et de la surveillance du secteur des jeux d'argent et de hasard ainsi qu'aux actions de prévention et de lutte contre le jeu excessif est gérée par la Cellule de Surveillance du Secteur des Jeux d'Argent et de Hasard, en sigle « CSJA ».

Un arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions fixe les modalités d'application des dispositions du présent article.

**Article 103 :**

Conformément à l'article 60 de la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, il est institué un compte d'affectation spéciale dénommé : « *Fonds de Soutien aux Entreprises publiques en difficulté du secteur des Transports, Voie de communication et Désenclavement, en sigle FSET* ».

Ce compte retrace les recettes et les dépenses affectées au financement des missions du Fonds de Soutien aux Entreprises publiques en difficulté du secteur des transports, Voie de communication et Désenclavement.

L'organisation et le fonctionnement du FSET sont fixés par le Décret du Premier Ministre, délibéré en Conseil des Ministres.

**Article 104 :**

Il est institué, en République Démocratique du Congo, une redevance dénommée « *Redevance de Développement du Secteur de Transports, RDST en sigle* ».

La redevance visée à l'alinéa ci-dessus est ajoutée au point XXV relatif aux Transports, Voie de communication et Désenclavement de l'annexe de l'Ordonnance-loi n° 18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central, telle que modifiée et complétée à ce jour.

**Article 105 :**

La RDST est due lors du passage aux postes frontaliers de la République Démocratique du Congo, des camions à deux essieux ou plus, wagons, conteneurs ou embarcations chargés des marchandises par :

- Les exploitants des camions, wagons ou embarcations ;
- Les transitaires pour les conteneurs.

**Article 106:**

Le taux de la RDST est fixé à l'équivalent en Francs congolais de :

- 65 \$ (Soixante-cinq dollars américains) par camion ;
- 75 \$ (Septante-cinq dollars américains) par wagon ;
- 40 \$ (Quarante dollars américains) par conteneur de 20 pieds ;
- 60 \$ (Soixante dollars américains) par conteneur de 40 pieds.

Les modalités de perception et de recouvrement de la RDST sont fixées par arrêté interministériel des Ministres ayant les transports, voie de communication et Désenclavement, et les Finances dans leurs attributions respectives.

**Article 107 :**

Les recettes issues de la RDST sont réparties comme suit :

- 50% pour le Trésor public ;
- 50% pour le Fonds Social des entreprises publiques en difficulté du secteur des transports, Voie de communication et Désenclavement.

**Article 108 :**

L'article 5 de l'Ordonnance-loi n° 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié comme suit :

« Article 5 :

Les opérations de constatation et de liquidation des droits, taxes et redevances non fiscales du Pouvoir Central sont de la compétence des personnes qualifiées relevant des services d'assiette, appelées agents taxateurs, et dûment habilitées conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Par dérogation à l'alinéa précédent, pour les assujettis relevant du Guichet Unique des Recettes des Conventions de Collaboration, en sigle « GURCC », les opérations de constatation et de liquidation sont effectuées par les agents taxateurs du GURCC dûment habilités à cet effet.

## **TROISIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX DEPENSES DU BUDGET GENERAL**

### **TITRE I : DE LA CONFIGURATION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL**

**Article 109 :**

Les dépenses du budget général de l'exercice 2027 sont arrêtées à **51.241.956.991.167 FC** (*Cinquante et un mille deux cent quarante et un milliards neuf cent cinquante-six millions neuf cent quatre-vingt-onze mille cent soixante-sept Francs Congolais*).

Les dépenses courantes sont composées des titres ci-après :

- Dette publique en capital arrêtée à **1.941.426.490.407 FC** (*Mille neuf cent quarante et un milliards quatre cent vingt-six millions quatre cent quatre-vingt-dix mille quatre cent sept Francs Congolais*).
- Frais financiers évalués à **1.537.034.990.975 FC** (*Mille cinq cent trente-sept milliards trente-quatre millions neuf cent quatre-vingt-dix mille neuf cent soixante-quinze Francs Congolais*).

- Dépenses de personnel chiffrées à **16.167.476.819.174 FC** (*Seize mille cent soixante-sept milliards quatre cent soixante-seize millions huit cent dix-neuf mille cent soixante-quatorze Francs Congolais*).
- Biens et matériels évalués à **1.356.252.788.163 FC** (*Mille trois cent cinquante-six milliards deux cent cinquante-deux millions sept cent quatre-vingt-huit mille cent soixante-trois Francs Congolais*).
- Dépenses de prestation arrêtées à **6.634.733.841.299 FC** (*Six mille six cent trente-quatre milliards sept cent trente-trois millions huit cent quarante et un mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf Francs Congolais*).
- Transferts et interventions de l'Etat évalués à **9.883.448.739.975 FC** (*Neuf mille huit cent quatre-vingt-trois milliards quatre cent quarante-huit millions sept cent trente-neuf mille neuf cent soixante-quinze Francs Congolais*).

Les dépenses courantes sont réparties conformément aux états figurant aux annexes III, IV, V, VI, VII, et VIII.

Les dépenses en capital sont essentiellement constituées des titres 7 et 8 repartis de la manière suivante :

- Equipements fixées à **6.492.583.649.477 FC** (*Six mille quatre cent quatre-vingt-douze milliards cinq cent quatre-vingt-trois millions six cent quarante-neuf mille quatre cent soixante-dix-sept Francs Congolais*).
- Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière fixées à **7.228.999.671.698 FC** (*Sept mille deux cent vingt-huit milliards neuf cent quatre-vingt-dix-neuf millions six cent soixante et onze mille six cent quatre-vingt-dix-huit Francs Congolais*).

La répartition de ces dépenses est indiquée dans les états figurant aux annexes IX et X.

## **TITRE II : DES MESURES RELATIVES AUX DEPENSES**

### **Article 110 :**

En vue de préserver l'équilibre du budget du Pouvoir central de l'exercice 2027, le Ministre ayant les finances dans ses attributions est autorisé à lever des fonds au titre des bons et obligations du trésor, dans le respect des critères de soutenabilité budgétaire fixés à l'article 15 de la Loi relative aux finances publiques. Les bons du Trésor ne peuvent dépasser 0,5% du PIB fixé par la présente Loi.

### **Article 111 :**

En application de l'article 231 de la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, telle que modifiée et complétée à ce jour, et conformément au Décret n° 26/018 du 5 mai 2026 fixant les critères et les modalités de reclassement des organismes auxiliaires, certains services relevant des secteurs de la santé publique, de l'hygiène et de la prévoyance sociale, ainsi que de l'enseignement supérieur et universitaire, ne sont plus budgétisés au titre des budgets annexes à compter de l'exercice 2027.

Cette mesure s'applique également aux établissements publics régis par la Loi n° 08/009 du 7 juillet 2008 portant dispositions générales applicables aux établissements publics, ainsi qu'à certains services publics relevant de la Loi organique n° 16/001 du 3 mai 2016 fixant l'organisation et le fonctionnement des services publics du pouvoir central, des provinces et des entités territoriales décentralisées.

### **Article 112 :**

Pour exercice budgétaire 2027, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique bénéficie d'une allocation constituée d'une quotité de zéro virgule trois pour cent (0,3%) sur les dépenses budgétaires de l'Etat effectivement payées par les postes comptables, destinée aux financement, fonctionnement et investissements.

Le fait générateur du prélèvement est constitué du décaissement effectif de la dépense. Son assiette est le montant brut de chaque décaissement effectué sur ressources propres.

La Banque Centrale du Congo procède de plein droit, concomitamment à l'exécution de chaque paiement effectué à partir du Compte général du Trésor, au débit automatiquement à charge du Trésor Public du montant correspondant au

prélèvement prévu au présent article et à son virement immédiat sur le compte spécialement ouvert dans ses livres au nom de la Direction Générale du trésor et de la Comptabilité Publique.

Les ressources issues de ce prélèvement constituent des recettes à affectation spéciale. Elles sont exclusivement destinées au financement des dépenses de fonctionnement, d'équipement, de modernisation et d'investissement de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique, conformément aux crédits ouverts par la présente Loi.

Le présent article vaut autorisation légale de perception, de prélèvement, de débit d'offre du Compte général du Trésor public et de virement des sommes concernées. Les opérations prévues sont exécutées de plein droit dès l'entrée en vigueur de la présente Loi, sans préjudice des modalités techniques arrêtées, en tant que de besoin, par le Ministre ayant les Finances dans ses attributions et la Banque Centrale du Congo.

#### **Article 113 :**

Un montant de **824.718.610.629 FC** (*Huit cent vingt-quatre milliards sept cent dix-huit millions six cent dix mille six cent vingt-neuf Franc Congolais*) est inscrit dans le budget 2027 au titre d'investissements du PDL de 145 territoires, tels que détaillés et répartis conformément aux états figurant à l'annexe XV de la présente Loi.

### **QUATRIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX BUDGETS ANNEXES ET AUX COMPTES SPECIAUX**

#### **Article 114 :**

Les recettes des budgets annexes, de même que leurs dépenses, sont évaluées à **179.328.550.662 FC** (*Cent soixante-dix-neuf milliards trois cent vingt-huit millions cinq cent cinquante mille six cent soixante-deux Francs congolais*).

Les recettes des budgets annexes sont constituées des actes générateurs des organismes auxiliaires reclassés en budgets annexes conformément à l'article 231 de la Loi relative aux finances publiques, tels que repris dans l'état figurant à l'annexe XIII de la présente Loi.

**Article 115 :**

Les recettes des comptes spéciaux sont arrêtées, en équilibre avec les dépenses correspondantes, à **5.508.573.328.481 FC** (*Cinq mille cinq cent huit milliards cinq cent soixante-treize millions trois cent vingt-huit mille quatre cent quatre-vingt-un Francs congolais*).

Elles concernent les comptes d'affectation spéciale repris à l'état figurant à l'annexe XIV de la présente Loi.

**CINQUIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS FINALES****Article 116 :**

La perception des impôts, droits, taxes, redevances et autres revenus du Pouvoir central s'effectue conformément aux textes en vigueur et aux différentes modifications apportées dans la présente Loi.

**Article 117 :**

En attendant la mise en place effective des procédures et des modalités d'application des dispositions de la Loi relative aux finances publiques et du Règlement Général sur la Comptabilité Publique relatives à la fonction d'ordonnateur, et sans préjudice des dispositions reprises dans la présente Loi, le Ministre ayant le budget dans ses attributions ou son délégué liquide, par un visa préalable, toute dépense engagée et jugée régulière, tandis que le Ministre ayant les finances dans ses attributions ou son délégué assure l'ordonnancement.

**Article 118 :**

Pour un suivi efficient de l'exécution du budget et une meilleure appréciation du plan d'engagement et du plan de trésorerie, le Ministre ayant les finances dans ses attributions transmet journellement au Ministre ayant le budget dans ses attributions, la situation des encaissements et des décaissements du Compte général et des sous comptes du Trésor public.

**Article 119 :**

Les annexes I,II,III,IV,V,VI,VII ,VIII,IX,X,XI,XII,XIII,XIV,XV,XVI et XVII font parties intégrantes de la présente loi.

**Article 120 :**

Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente Loi sont abrogées.

**Article 121 :**

La présente Loi entre en vigueur à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2027.

Fait à Kinshasa, le

**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

# **ANNEXES**

## ANNEXE I : SYNTHESE DU BUDGET 2027

61

| N° | RECETTES                                   | LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026 | LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2026 | PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2027       |
|----|--------------------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|    |                                            | (EN FC)                            | (EN FC)                                          | (EN FC)                                            |
| A  | BUDGET GENERAL                             | 48 969 279 573 100                 | 45 420 798 895 981                               | 51 241 956 991 167                                 |
| 1  | RECETTES INTERNES                          | 34 578 939 070 145                 | 37 078 609 152 375                               | 41 786 056 744 350                                 |
| 2  | RECETTES EXTERIEURES                       | 14 390 340 502 955                 | 8 342 189 743 606                                | 9 455 900 246 817                                  |
| B  | BUDGETS ANNEXES                            | 962 258 869 270                    | 892 065 836 164                                  | 179 328 550 662                                    |
| C  | COMPTES SPECIAUX                           | 4 404 212 750 090                  | 4 553 483 630 641                                | 5 508 573 328 481                                  |
|    | RECETTES TOTALES                           | 54 335 751 192 461                 | 50 866 348 362 786                               | 56 929 858 870 310                                 |
| N° | DEPENSES                                   | LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026 | LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2026 | AVANT-PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2027 |
|    |                                            | (EN FC)                            | (EN FC)                                          | (EN FC)                                            |
| A  | BUDGET GENERAL                             | 48 969 279 573 100                 | 45 420 798 895 981                               | 51 241 956 991 167                                 |
| 1  | DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL                  | 2 060 044 877 590                  | 2 011 321 662 288                                | 1 941 426 490 407                                  |
| 2  | FRAIS FINANCIERS                           | 907 805 020 891                    | 1 153 387 500 000                                | 1 537 034 990 975                                  |
| 3  | DEPENSES DE PERSONNEL                      | 14 033 001 735 967                 | 14 179 718 904 633                               | 16 167 476 819 174                                 |
| 4  | BIENS ET MATERIELS                         | 804 730 824 412                    | 810 740 824 412                                  | 1 356 252 788 163                                  |
| 5  | DEPENSES DE PRESTATIONS                    | 6 617 420 202 948                  | 7 828 125 894 447                                | 6 634 733 841 299                                  |
| 6  | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT      | 8 533 757 915 245                  | 8 883 164 135 468                                | 9 883 448 739 975                                  |
| 7  | EQUIPEMENTS                                | 10 804 187 584 269                 | 4 814 621 771 291                                | 6 492 583 649 477                                  |
| 8  | CONSTRUCTIONS, REFECTIONS, REHABILITATIONS | 5 208 331 411 778                  | 5 739 718 203 442                                | 7 228 999 671 698                                  |
| B  | BUDGETS ANNEXES                            | 962 258 869 270                    | 892 065 836 164                                  | 179 328 550 662                                    |
| C  | COMPTES SPECIAUX                           | 4 404 212 750 090                  | 4 553 483 630 641                                | 5 508 573 328 481                                  |
|    | DEPENSES TOTALES                           | 54 335 751 192 461                 | 50 866 348 362 786                               | 56 929 858 870 310                                 |
|    | SOLDE                                      | 0                                  | 0                                                | 0                                                  |

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°

du / /2026 pour l'exercice 2027.

Fait à Kinshasa, le

**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

# ANNEXE II : SYNTHESE DES RECETTES DU BUDGET 2027

62

| N°        | RECETTES                                                           | LOI DE FINANCES DE<br>L'EXERCICE 2026 | LOI DE FINANCES<br>RECTIFICATIVE DE<br>L'EXERCICE 2026 | PROJET DE LOI DE<br>FINANCES DE L'EXERCICE<br>2027 |
|-----------|--------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|           |                                                                    | (EN FC)                               | (EN FC)                                                | (EN FC)                                            |
| <b>A</b>  | <b>RECETTES INTERNES</b>                                           | <b>34 578 939 070 145</b>             | <b>37 078 609 152 375</b>                              | <b>41 786 056 744 350</b>                          |
| <b>I</b>  | <b>RECETTES COURANTES</b>                                          | <b>33 025 003 213 987</b>             | <b>34 819 169 455 276</b>                              | <b>40 210 556 744 350</b>                          |
| 1.1.      | Recettes des Douanes et Accises                                    | 7 522 004 839 159                     | 8 299 629 688 549                                      | 9 353 100 000 000                                  |
| 1.2.      | Recettes des Impôts                                                | 19 033 626 811 886                    | 20 100 000 000 000                                     | 23 055 267 000 000                                 |
| 1.3.      | Recettes non Fiscales                                              | 6 469 371 562 942                     | 6 419 539 766 728                                      | 7 802 189 744 350                                  |
| 1.3.1.    | <i>DGRAD</i>                                                       | 5 474 646 336 551                     | 5 474 646 336 551                                      | 6 677 644 000 000                                  |
| 1.3.2.    | <i>Autres recettes non fiscales</i>                                | 994 725 226 391                       | 944 893 430 176                                        | 1 124 545 744 350                                  |
| a.        | <i>Royalties (contrat chinois)</i>                                 | 799 319 349 208                       | 749 893 430 176                                        | 1 124 545 744 350                                  |
| b.        | <i>Autres</i>                                                      | 195 405 877 183                       | 195 000 000 000                                        |                                                    |
| <b>II</b> | <b>RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>                                    | <b>1 553 935 856 158</b>              | <b>2 259 439 697 099</b>                               | <b>1 575 500 000 000</b>                           |
| 2.5.      | Produits des emprunts intérieurs                                   | 1 553 935 856 158                     | 2 259 439 697 099                                      | 1 575 500 000 000                                  |
| <b>B</b>  | <b>RECETTES EXTERIEURES</b>                                        | <b>14 390 340 502 955</b>             | <b>8 342 189 743 606</b>                               | <b>9 455 900 246 817</b>                           |
| <b>I</b>  | <b>Recettes Extérieures d'Appuis<br/>Budgétaires</b>               | <b>2 900 577 622 089</b>              | <b>2 762 406 885 671</b>                               | <b>2 236 738 262 503</b>                           |
| 1.1       | Emprunt Programme                                                  | 2 828 547 916 234                     | 2 558 234 512 390                                      | 2 163 446 498 836                                  |
| 1.2.      | Dons Budgétaires                                                   | 72 029 705 855                        | 204 172 373 281                                        | 73 291 763 667                                     |
| <b>II</b> | <b>Recettes Extérieures de Financement<br/>des Investissements</b> | <b>11 489 762 880 866</b>             | <b>5 579 782 857 935</b>                               | <b>7 219 161 984 315</b>                           |
| 2.1.      | Dons Projets                                                       | 3 825 504 383 981                     | 1 718 850 258 921                                      | 1 891 568 861 969                                  |
| 2.2.      | Emprunts Projets                                                   | 7 664 258 496 885                     | 2 356 516 766 870                                      | 4 109 802 234 646                                  |
| 2.3.      | Eurobonds                                                          |                                       | 1 504 415 832 144                                      | 1 217 790 887 700                                  |
|           | <b>RECETTES TOTALES</b>                                            | <b>48 969 279 573 100</b>             | <b>45 420 798 895 981</b>                              | <b>51 241 956 991 167</b>                          |

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°

du / /2026 pour l'exercice 2027.

Fait à Kinshasa, le

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

**ANNEXE III : DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL**

| CODE     | NATURE                           | LOI DE FINANCES DE<br>L'EXERCICE 2026 | LOI DE FINANCES<br>RECTIFICATIVE DE<br>L'EXERCICE 2026 | PROJET DE LOI DE<br>FINANCES DE<br>L'EXERCICE 2027 |
|----------|----------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|          |                                  | (EN FC)                               | (EN FC)                                                | (EN FC)                                            |
| <b>1</b> | <b>DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL</b> | <b>2 060 044 877 590</b>              | <b>2 011 321 662 288</b>                               | <b>1 941 426 490 407</b>                           |
| 11       | Dette intérieure                 | 1 200 000 000 000                     | 1 200 000 000 000                                      | 1 200 000 000 000                                  |
| 12       | Dette extérieure                 | 860 044 877 590                       | 811 321 662 288                                        | 741 426 490 407                                    |

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°

du / /2026 pour l'exercice 2027.

Fait à Kinshasa, le

**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

## ANNEXE IV : FRAIS FINANCIERS

| CODE | NATURE                           | LOI DE FINANCES<br>DE L'EXERCICE<br>2026 | LOI DE FINANCES<br>RECTIFICATIVE DE<br>L'EXERCICE 2026 | PROJET DE LOI DE<br>FINANCES DE<br>L'EXERCICE 2027 |
|------|----------------------------------|------------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|      |                                  | (EN FC)                                  | (EN FC)                                                | (EN FC)                                            |
| 2    | FRAIS FINANCIERS                 | 907 805 020 891                          | 1 153 387 500 000                                      | 1 537 034 990 975                                  |
| 21   | Intérêts sur la dette intérieure | 654 380 357 669                          | 788 000 000 000                                        | 1 026 878 613 823                                  |
| 22   | Intérêts sur la dette extérieure | 253 424 663 222                          | 365 387 500 000                                        | 510 156 377 152                                    |

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°

du / /2026 pour l'exercice 2027.

Fait à Kinshasa, le

**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

## ANNEXE VI : BIENS ET MATERIELS

| CODE     | NATURE                                                                                   | LOI DE FINANCES DE<br>L'EXERCICE 2026 | LOI DE FINANCES<br>RECTIFICATIVE DE<br>L'EXERCICE 2026 | PROJET DE LOI DE<br>FINANCES DE<br>L'EXERCICE 2027 |
|----------|------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|          |                                                                                          | (EN FC)                               | (EN FC)                                                | (EN FC)                                            |
| <b>4</b> | <b>BIENS ET MATERIELS</b>                                                                | <b>804 730 824 412</b>                | <b>810 740 824 412</b>                                 | <b>1 356 252 788 163</b>                           |
| 41       | Fournitures et petits matériels                                                          | 751 357 074 314                       | 757 367 074 314                                        | 1 254 701 964 083                                  |
| 42       | Matériaux de Construction, de<br>Quincaillerie et Pièces de rechange<br>pour équipements | 9 338 742 793                         | 9 338 742 793                                          | 22 552 361 469                                     |
| 44       | Produits chimiques, fournitures<br>énergétiques et semences                              | 21 465 294 364                        | 21 465 294 364                                         | 32 328 209 437                                     |
| 45       | Matériels textiles et héraldiques                                                        | 22 569 712 941                        | 22 569 712 941                                         | 46 670 253 174                                     |

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°

du / /2026 pour l'exercice 2027.

Fait à Kinshasa, le

**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

**ANNEXE VII : DEPENSES DE PRESTATIONS**

| CODE     | NATURE                                                       | LOI DE FINANCES DE<br>L'EXERCICE 2026 | LOI DE FINANCES<br>RECTIFICATIVE DE<br>L'EXERCICE 2026 | PROJET DE LOI DE<br>FINANCES DE<br>L'EXERCICE 2027 |
|----------|--------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|          |                                                              | (EN FC)                               | (EN FC)                                                | (EN FC)                                            |
| <b>5</b> | <b>DEPENSES DE PRESTATIONS</b>                               | <b>6 617 420 202 948</b>              | <b>7 828 125 894 447</b>                               | <b>6 634 733 841 299</b>                           |
| 51       | Dépenses de Base                                             | 96 831 410 912                        | 96 856 410 912                                         | 105 246 579 219                                    |
| 52       | Publicité, Impression, Reproduction, Reliure et Conservation | 110 223 118 956                       | 110 248 118 957                                        | 129 200 899 471                                    |
| 53       | Dépenses de Transport                                        | 91 658 837 606                        | 111 718 837 609                                        | 124 095 024 393                                    |
| 54       | Location Immobilière, d'équipements et de matériel           | 94 814 311 404                        | 94 814 311 404                                         | 96 996 000 059                                     |
| 55       | Entretien et réparations de matériel et d'équipement         | 14 870 619 620                        | 14 671 641 383                                         | 23 639 836 350                                     |
| 56       | Soins vétérinaires et de protection de l'environnement       | 846 620 844                           | 846 620 844                                            | 1 040 186 277                                      |
| 57       | Entretien, décoration et réparation d'ouvrages et d'édifices | 2 349 113 082                         | 2 349 113 082                                          | 4 839 180 650                                      |
| 58       | Autres Services                                              | 6 205 826 170 524                     | 7 396 620 840 256                                      | 6 149 676 134 880                                  |

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°

du / /2026 pour l'exercice 2027.

Fait à Kinshasa, le

**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

**ANNEXE VIII : TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT**

| CODE     | NATURE                                           | LOI DE FINANCES DE<br>L'EXERCICE 2026 | LOI DE FINANCES<br>RECTIFICATIVE DE<br>L'EXERCICE 2026 | PROJET DE LOI DE<br>FINANCES DE<br>L'EXERCICE 2027 |
|----------|--------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|          |                                                  | (EN FC)                               | (EN FC)                                                | (EN FC)                                            |
| <b>6</b> | <b>TRANSFERTS ET<br/>INTERVENTIONS DE L'ETAT</b> | <b>8 533 757 915 245</b>              | <b>8 883 164 135 468</b>                               | <b>9 883 448 739 975</b>                           |
| 61       | Subventions                                      | 223 433 256 237                       | 223 534 646 170                                        | 213 837 717 624                                    |
| 62       | Transferts                                       | 2 930 477 873 164                     | 2 977 112 273 643                                      | 3 432 832 774 629                                  |
| 63       | Interventions de l'Etat                          | 5 039 487 313 251                     | 5 342 157 743 062                                      | 6 079 223 434 270                                  |
| 64       | Prestations sociales                             | 340 359 472 593                       | 340 359 472 593                                        | 157 554 813 452                                    |

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°

du / /2026 pour l'exercice 2027.

Fait à Kinshasa, le

**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

**ANNEXE IX : EQUIPEMENTS**

| CODE     | NATURE                                          | LOI DE FINANCES DE<br>L'EXERCICE 2026 | LOI DE FINANCES<br>RECTIFICATIVE DE<br>L'EXERCICE 2026 | PROJET DE LOI DE<br>FINANCES DE<br>L'EXERCICE 2027 |
|----------|-------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|          |                                                 | (EN FC)                               | (EN FC)                                                | (EN FC)                                            |
| <b>7</b> | <b>EQUIPEMENTS</b>                              | <b>10 804 187 584 269</b>             | <b>4 814 621 771 291</b>                               | <b>6 492 583 649 477</b>                           |
| 71       | Equipements et Mobiliers                        | 1 771 235 960 976                     | 771 412 469 526                                        | 309 097 953 628                                    |
| 72       | Equipement de Santé                             | 2 920 123 823 479                     | 1 143 491 727 956                                      | 1 636 513 607 866                                  |
| 73       | Equipements éducatif, culturel et sportif       | 627 736 283 870                       | 253 903 435 843                                        | 500 029 826 780                                    |
| 74       | Equipements agro-sylvo pastoraux et industriels | 1 819 260 198 593                     | 810 983 180 275                                        | 1 396 644 977 040                                  |
| 75       | Equipements de construction et de transport     | 149 408 810 459                       | 169 192 929 881                                        | 232 489 365 754                                    |
| 76       | Equipements de Communication                    | 29 088 814 677                        | 39 823 408 956                                         | 29 457 595 617                                     |
| 77       | Equipements militaires                          | 68 353 218 974                        | 69 353 218 974                                         | 62 721 276 486                                     |
| 78       | Equipements divers                              | 3 418 980 473 242                     | 1 556 461 399 880                                      | 2 325 629 046 307                                  |

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°

du / /2026 pour l'exercice 2027.

Fait à Kinshasa, le

**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

**ANNEXE X : CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES,  
ACQUISITION IMMOBILIERE**

| CODE     | NATURE                                                                                                             | LOI DE FINANCES DE<br>L'EXERCICE 2026 | LOI DE FINANCES<br>RECTIFICATIVE DE<br>L'EXERCICE 2026 | PROJET DE LOI DE<br>FINANCES DE<br>L'EXERCICE 2027 |
|----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------|
|          |                                                                                                                    | (EN FC)                               | (EN FC)                                                | (EN FC)                                            |
| <b>8</b> | <b>CONSTRUCTION, REFECTION,<br/>REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES ET<br/>D'EDIFICES, ACQUISITION IMMOBILIERE</b> | <b>5 208 331 411 778</b>              | <b>5 739 718 203 442</b>                               | <b>7 228 999 671 698</b>                           |
| 81       | Acquisition de terrains                                                                                            | 5 498 243 357                         | 4 306 243 357                                          | 32 767 129 325                                     |
| 81       | Acquisition de bâtiments                                                                                           | 13 490 111 604                        | 13 438 475 641                                         | 12 246 241 822                                     |
| 81       | Acquisition des Immobilisations financières                                                                        | 0                                     | 0                                                      | 0                                                  |
| 82       | Construction d'ouvrages et d'édifices                                                                              | 3 593 715 042 281                     | 4 468 126 017 737                                      | 5 320 448 178 010                                  |
| 83       | Réhabilitation, réfection et addition d'ouvrages et<br>édifices                                                    | 1 595 628 014 536                     | 1 253 847 466 707                                      | 1 863 538 122 542                                  |

Vu pour être annexé à la Loi de finances rectificative n°

du / /2026 pour l'exercice 2027.

Fait à Kinshasa, le

**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

ANNEXE XII: REPARTITION DU FONDS DE PEREQUATION DU BUDGET 2027

| N° | PROVINCE       | LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026 |          |                      |          | LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2026 |          |                      |          | PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2027 |          |                      |          |
|----|----------------|------------------------------------|----------|----------------------|----------|--------------------------------------------------|----------|----------------------|----------|----------------------------------------------|----------|----------------------|----------|
|    |                | ENVELOPPE DE 40%                   | TAUX (%) | FONDS DE PEREQUATION | TAUX (%) | ENVELOPPE DE 40%                                 | TAUX (%) | FONDS DE PEREQUATION | TAUX (%) | ENVELOPPE DE 40%                             | TAUX (%) | FONDS DE PEREQUATION | TAUX (%) |
| 1  | BAS UELE       | 161 585 360 018                    | 2,10     | 40 139 572 228       | 5,39     | 161 585 360 018                                  | 2,10     | 40 139 572 228       | 5,39     | 166 607 566 423                              | 2,10     | 49 346 209 290       | 5,39     |
| 2  | EQUATEUR       | 157 738 089 544                    | 2,05     | 41 118 586 185       | 5,52     | 157 738 089 544                                  | 2,05     | 41 118 586 185       | 5,52     | 162 640 719 606                              | 2,05     | 50 549 775 369       | 5,52     |
| 3  | HAUT KATANGA   | 781 765 360 858                    | 10,16    | 8 296 565 126        | 1,11     | 781 765 360 858                                  | 10,16    | 8 296 565 126        | 1,11     | 806 063 273 750                              | 10,16    | 10 199 511 763       | 1,11     |
| 4  | HAUT LOMAMI    | 265 461 662 890                    | 3,45     | 24 432 783 095       | 3,28     | 265 461 662 890                                  | 3,45     | 24 432 783 095       | 3,28     | 273 712 430 555                              | 3,45     | 30 036 823 046       | 3,28     |
| 5  | HAUT UELE      | 172 357 717 355                    | 2,24     | 37 630 848 964       | 5,05     | 172 357 717 355                                  | 2,24     | 37 630 848 964       | 5,05     | 177 714 737 520                              | 2,24     | 46 262 071 208       | 5,05     |
| 6  | ITURI          | 195 441 340 215                    | 2,54     | 33 186 260 503       | 4,46     | 195 441 340 215                                  | 2,54     | 33 186 260 503       | 4,46     | 201 515 818 438                              | 2,54     | 40 798 047 050       | 4,46     |
| 7  | KASAI          | 215 447 146 695                    | 2,80     | 30 104 679 171       | 4,04     | 215 447 146 695                                  | 2,80     | 30 104 679 171       | 4,04     | 222 143 421 901                              | 2,80     | 37 009 656 967       | 4,04     |
| 8  | KASAI ORIENTAL | 174 666 079 639                    | 2,27     | 37 133 524 969       | 4,99     | 174 666 079 639                                  | 2,27     | 37 133 524 969       | 4,99     | 180 094 845 610                              | 2,27     | 45 650 678 197       | 4,99     |
| 9  | KONGO CENTRAL  | 631 721 812 266                    | 8,21     | 10 267 125 661       | 1,38     | 631 721 812 266                                  | 8,21     | 10 267 125 661       | 1,38     | 651 356 247 782                              | 8,21     | 12 622 051 097       | 1,38     |
| 10 | KWANGO         | 246 225 310 507                    | 3,20     | 26 341 594 275       | 3,54     | 246 225 310 507                                  | 3,20     | 26 341 594 275       | 3,54     | 253 878 196 457                              | 3,20     | 32 383 449 846       | 3,54     |
| 11 | KWILU          | 262 383 846 509                    | 3,41     | 24 719 384 657       | 3,32     | 262 383 846 509                                  | 3,41     | 24 719 384 657       | 3,32     | 270 538 953 099                              | 3,41     | 30 389 161 146       | 3,32     |
| 12 | LOMAMI         | 170 049 355 068                    | 2,21     | 38 141 674 968       | 5,12     | 170 049 355 068                                  | 2,21     | 38 141 674 968       | 5,12     | 175 334 629 427                              | 2,21     | 46 890 063 126       | 5,12     |
| 13 | LUALABA        | 319 323 449 562                    | 4,15     | 20 311 590 766       | 2,73     | 319 323 449 562                                  | 4,15     | 20 311 590 766       | 2,73     | 329 248 286 029                              | 4,15     | 24 970 370 966       | 2,73     |
| 14 | KASAI CENTRAL  | 217 755 508 979                    | 2,83     | 29 785 548 297       | 4,00     | 217 755 508 979                                  | 2,83     | 29 785 548 297       | 4,00     | 224 523 529 991                              | 2,83     | 36 617 328 448       | 4,00     |
| 15 | MAI NDOMBE     | 247 764 218 698                    | 3,22     | 26 177 981 888       | 3,52     | 247 764 218 698                                  | 3,22     | 26 177 981 888       | 3,52     | 255 464 935 185                              | 3,22     | 32 182 310 406       | 3,52     |
| 16 | MANIEMA        | 247 764 218 698                    | 3,22     | 26 177 981 888       | 3,52     | 247 764 218 698                                  | 3,22     | 26 177 981 888       | 3,52     | 255 464 935 185                              | 3,22     | 32 182 310 406       | 3,52     |
| 17 | MONGALA        | 161 585 360 018                    | 2,10     | 40 139 572 228       | 5,39     | 161 585 360 018                                  | 2,10     | 40 139 572 228       | 5,39     | 166 607 566 423                              | 2,10     | 49 346 209 290       | 5,39     |
| 18 | NORD KIVU      | 394 729 950 905                    | 5,13     | 16 431 403 836       | 2,21     | 394 729 950 905                                  | 5,13     | 16 431 403 836       | 2,21     | 406 998 483 694                              | 5,13     | 20 200 202 633       | 2,21     |
| 19 | NORD UBANGI    | 166 202 084 593                    | 2,16     | 39 024 584 110       | 5,24     | 166 202 084 593                                  | 2,16     | 39 024 584 110       | 5,24     | 171 367 782 610                              | 2,16     | 47 975 481 253       | 5,24     |
| 20 | SANKURU        | 170 818 809 165                    | 2,22     | 37 969 865 621       | 5,10     | 170 818 809 165                                  | 2,22     | 37 969 865 621       | 5,10     | 176 127 998 793                              | 2,22     | 46 678 846 625       | 5,10     |
| 21 | SUD KIVU       | 369 337 965 422                    | 4,80     | 17 561 062 866       | 2,36     | 369 337 965 422                                  | 4,80     | 17 561 062 866       | 2,36     | 380 817 294 337                              | 4,80     | 21 588 966 584       | 2,36     |
| 22 | SUD UBANGI     | 162 354 814 115                    | 2,11     | 39 949 337 289       | 5,36     | 162 354 814 115                                  | 2,11     | 39 949 337 289       | 5,36     | 167 400 935 789                              | 2,11     | 49 112 340 999       | 5,36     |
| 23 | TANGANYIKA     | 290 084 193 940                    | 3,77     | 22 358 912 912       | 3,00     | 290 084 193 940                                  | 3,77     | 22 358 912 912       | 3,00     | 299 100 250 200                              | 3,77     | 27 487 278 384       | 3,00     |
| 24 | TSHOPO         | 222 372 233 550                    | 2,89     | 29 167 163 211       | 3,92     | 222 372 233 550                                  | 2,89     | 29 167 163 211       | 3,92     | 229 283 746 174                              | 2,89     | 35 857 107 096       | 3,92     |
| 25 | TSHUAPA        | 153 121 364 971                    | 1,99     | 42 358 342 552       | 5,69     | 153 121 364 971                                  | 1,99     | 42 358 342 552       | 5,69     | 157 880 503 421                              | 1,99     | 52 073 889 200       | 5,69     |
| 26 | KINSHASA       | 1 136 483 698 803                  | 14,77    | 5 707 048 184        | 0,77     | 1 136 483 698 803                                | 14,77    | 5 707 048 184        | 0,77     | 1 171 806 550 517                            | 14,77    | 7 016 048 714        | 0,77     |
|    | TOTAL          | 7 694 540 952 980                  | 100,00   | 744 632 995 450      | 100,00   | 7 694 540 952 980                                | 100,00   | 744 632 995 450      | 100,00   | 7 933 693 638 915                            | 100,00   | 915 426 189 106      | 100,00   |

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°

du / /2026 pour l'exercice 2027.

Fait à Kinshasa, le

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

# ANNEXE XIII: SYNTHESE DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES DU BUDGET 2027

| N°    | RECETTES                                                                                               |                                              | DEPENSES                                                                                               |                                              |
|-------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|
|       | SECTIONS, SERVICES ET ACTES GENERATEURS                                                                | PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2027 | RUBRIQUES                                                                                              | PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2027 |
| I.    | CINQ BUDGETS ANNEXES RECLASSES                                                                         | 179 328 550 662                              | CINQ BUDGETS ANNEXES RECLASSES                                                                         | 179 328 550 662                              |
| I.1   | MINES                                                                                                  | 170 386 501 607                              | MINES                                                                                                  | 170 386 501 607                              |
| I.1.1 | Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière (CTCPM)                                  | 28 622 061 568                               | Cellule Technique de Coordination et de Planification Minière (CTCPM)                                  | 28 622 061 568                               |
| a     | Guichet unique                                                                                         | 28 352 074 276                               | DEPENSES D'EXPLOITATION                                                                                | 22 838 640 000                               |
| b     | Taxe rémunératoire / Diamant                                                                           | 268 910 723                                  | Rémunération                                                                                           | 19 217 044 440                               |
| c     | Taxe rémunératoire / CASSIT, COLTAN                                                                    | 1 076 569                                    | Fonctionnement                                                                                         | 3 621 595 560                                |
|       |                                                                                                        |                                              | DEPENSES D'INVESTISSEMENTS                                                                             | 5 783 421 568                                |
|       |                                                                                                        |                                              | Equipements divers                                                                                     | 3 759 224 019                                |
|       |                                                                                                        |                                              | constructions diverses                                                                                 | 2 024 197 549                                |
| I.1.2 | Service d'Assistance et d'Encadrement de l'Exploitation Minière Artisanale et Petite Echelle (SAEMAPE) | 70 017 618 101                               | Service d'Assistance et d'Encadrement de l'Exploitation Minière Artisanale et Petite Echelle (SAEMAPE) | 70 017 618 101                               |
| a     | Quotité guichet unique - Frais en rémunération de services rendus à la traçabilité (FSR)               | 35 542 208 736                               | DEPENSES D'EXPLOITATION                                                                                | 54 512 168 485                               |
| b     | Quotité taxe rémunératoire de services rendus à l'encadrement technique                                | 6 722 385 764                                | Rémunération                                                                                           | 50 975 288 401                               |
| c     | Rédevance DGRAD                                                                                        | 27 753 023 601                               | Fonctionnement                                                                                         | 3 536 880 084                                |
| d     | Taxe rémunératoire                                                                                     |                                              | DEPENSES D'INVESTISSEMENTS                                                                             | 15 505 449 616                               |
|       |                                                                                                        |                                              | Equipements divers                                                                                     | 10 078 542 250                               |
|       |                                                                                                        |                                              | constructions diverses                                                                                 | 5 426 907 366                                |
| I.1.3 | INSPECTION GENERALE DES MINES (IGM)                                                                    | 42 133 220 313                               | INSPECTION GENERALE DES MINES (IGM)                                                                    | 42 133 220 313                               |
| a     | Exportation des prdts miniers marchands                                                                | 24 858 599 985                               | DEPENSES D'EXPLOITATION                                                                                | 31 599 915 235                               |
| b     | Frais de certification (CEEC)                                                                          | 17 274 620 328                               | Rémunération                                                                                           | 20 539 944 903                               |
|       |                                                                                                        |                                              | Fonctionnement                                                                                         | 11 059 970 332                               |
|       |                                                                                                        |                                              | DEPENSES D'INVESTISSEMENTS                                                                             | 10 533 305 078                               |
|       |                                                                                                        |                                              | Equipements divers                                                                                     | 6 846 648 301                                |
|       |                                                                                                        |                                              | constructions diverses                                                                                 | 3 686 656 777                                |
| I.1.4 | SERVICE GEOLOGIQUE NATIONAL DU CONGO (SGNC)                                                            | 29 613 601 625                               | SERVICE GEOLOGIQUE NATIONAL DU CONGO (SGNC)                                                            | 29 613 601 625                               |
|       | Recettes d'exploitation                                                                                | 27 801 272 207                               | DEPENSES D'EXPLOITATION                                                                                | 22 210 201 219                               |
|       | Recettes en capital                                                                                    | 1 812 329 418                                | Rémunération                                                                                           | 14 436 630 792                               |
|       |                                                                                                        |                                              | Fonctionnement                                                                                         | 7 773 570 427                                |
|       |                                                                                                        |                                              | DEPENSES D'INVESTISSEMENTS                                                                             | 7 403 400 406                                |
|       |                                                                                                        |                                              | Equipements divers                                                                                     | 4 812 210 264                                |
|       |                                                                                                        |                                              | constructions diverses                                                                                 | 2 591 190 142                                |
| I.2   | CULTURE ET ARTS                                                                                        | 186 390 444                                  | CULTURE ET ARTS                                                                                        | 186 390 444                                  |
| I.2.1 | Centre Culturel Congolais LE ZOO                                                                       | 186 390 444                                  | Centre Culturel Congolais LE ZOO                                                                       | 186 390 444                                  |
|       | Location salle, production artistique et culturelle                                                    | 120 428 300                                  | DEPENSES D'EXPLOITATION                                                                                | 120 000 000                                  |
|       | Para-salle: café des artistiques                                                                       | 45 037 444                                   | Rémunération                                                                                           | 100 555 000                                  |
|       | Bibliothèque: lecture, conférence                                                                      | 20 924 700                                   | Fonctionnement                                                                                         | 19 445 000                                   |
|       |                                                                                                        |                                              | DEPENSES D'INVESTISSEMENTS                                                                             | 66 390 444                                   |
|       |                                                                                                        |                                              | Equipements divers                                                                                     | 23 236 655                                   |
|       |                                                                                                        |                                              | constructions diverses                                                                                 | 43 153 788                                   |
| I.3   | PORTEFEUILLE                                                                                           | 8 755 658 611                                | PORTEFEUILLE                                                                                           | 8 755 658 611                                |
| I.3.1 | Conseil Supérieur du Portfeuille                                                                       | 8 755 658 611                                | Conseil Supérieur du Portfeuille                                                                       | 8 755 658 611                                |
|       |                                                                                                        |                                              | DEPENSES D'EXPLOITATION                                                                                | 5 127 921 348                                |
|       | Honoraires dûs aux services rendus                                                                     | -                                            | Rémunération                                                                                           | 3 313 960 674                                |
|       | Prestations courantes                                                                                  | 2 501 264 153                                | Fonctionnement                                                                                         | 1 813 960 674                                |
|       | Rétrocession DGRAD                                                                                     | 6 254 394 458                                | DEPENSES D'INVESTISSEMENTS                                                                             | 3 627 737 263                                |
|       |                                                                                                        |                                              | Equipements divers                                                                                     | 2 358 029 221                                |
|       |                                                                                                        |                                              | Constructions diverses                                                                                 | 1 269 708 042                                |
|       | TOTAL GENERAL                                                                                          | 179 328 550 662                              | TOTAL GENERAL                                                                                          | 179 328 550 662                              |

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°

du / /2026 pour l'exercice 2027.

Fait à Kinshasa, le

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

**ANNEXE XIV: SYNTHESE DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DU BUDGET 2027**

| N° | RECETTES                                                      |                                              | DEPENSES                   |                                              |
|----|---------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|----------------------------|----------------------------------------------|
|    | SERVICES ET ACTES GENERATEURS                                 | PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2027 | RUBRIQUES BUDGETAIRES      | PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2027 |
| 27 | DEFENSE NATIONALE                                             | 532 435 946 003                              |                            | 532 435 946 003                              |
| 1  | FONDS DE SOUTIEN POUR LE DEVELOPPEMENT DES FARDC (FSD-FARDC)  | 532 435 946 003                              |                            | 532 435 946 003                              |
|    |                                                               |                                              | DEPENSES D'EXPLOITATION    | 53 243 594 600                               |
|    |                                                               |                                              | Rémunération               | -                                            |
|    |                                                               |                                              | Fonctionnement             | 53 243 594 600                               |
|    |                                                               |                                              | DEPENSES D'INVESTISSEMENTS | 479 192 351 403                              |
|    |                                                               |                                              | Equipements divers         | 119 798 087 851                              |
|    |                                                               |                                              | Constructions diverses     | 359 394 263 552                              |
|    | TOTAL                                                         | 532 435 946 003                              | TOTAL                      | 532 435 946 003                              |
| 30 | FINANCES                                                      | 460 702 174 780                              |                            | 460 702 174 780                              |
| 2  | FONDS D'INVESTISSEMENTS STRATEGIQUES (FIS-RDC)                | 460 702 174 780                              |                            | 460 702 174 780                              |
|    |                                                               |                                              | DEPENSES D'EXPLOITATION    | 46 070 217 478                               |
|    |                                                               |                                              | Rémunération               | 29 945 641 361                               |
|    |                                                               |                                              | Fonctionnement             | 16 124 576 117                               |
|    |                                                               |                                              | DEPENSES D'INVESTISSEMENTS | 414 631 957 302                              |
|    |                                                               |                                              | Equipements divers         | 103 657 989 326                              |
|    |                                                               |                                              | Constructions diverses     | 310 973 967 977                              |
|    | TOTAL                                                         | 460 702 174 780                              | TOTAL                      | 460 702 174 780                              |
| 37 | SANTE PUBLIQUE, HYGIENE ET PREVOYANCE SOCIALE                 | 485 153 700 000                              |                            | 485 153 700 000                              |
| 3  | FONDS DE PROMOTION DE LA SANTE                                | 485 153 700 000                              |                            | 485 153 700 000                              |
|    |                                                               |                                              | DEPENSES D'EXPLOITATION    | 72 773 055 000                               |
|    |                                                               |                                              | Rémunération               | 43 663 833 000                               |
|    |                                                               |                                              | Fonctionnement             | 29 109 222 000                               |
|    |                                                               |                                              | DEPENSES D'INVESTISSEMENTS | 412 380 645 000                              |
|    |                                                               |                                              | Equipements divers         | 268 047 419 250                              |
|    |                                                               |                                              | Constructions diverses     | 144 333 225 750                              |
|    | TOTAL                                                         | 485 153 700 000                              | TOTAL                      | 485 153 700 000                              |
| 38 | ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE, TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL | 27 821 237 997                               |                            | 27 821 237 997                               |
| 4  | FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION ET DE LA FORMATION (FPEF)   | 27 821 237 997                               |                            | 27 821 237 997                               |
|    |                                                               |                                              | DEPENSES D'EXPLOITATION    | 20 865 928 498                               |
|    |                                                               |                                              | Rémunération               | 12 519 557 099                               |
|    |                                                               |                                              | Fonctionnement             | 8 346 371 399                                |
|    |                                                               |                                              | DEPENSES D'INVESTISSEMENTS | 6 955 309 499                                |
|    |                                                               |                                              | Equipements divers         | 3 825 420 225                                |
|    |                                                               |                                              | Constructions diverses     | 3 129 889 275                                |
|    | TOTAL                                                         | 27 821 237 997                               | TOTAL                      | 27 821 237 997                               |
| 42 | INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS                            | 616 180 291 162                              |                            | 616 180 291 162                              |
| 5  | FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER (FONER)                             | 616 180 291 162                              |                            | 616 180 291 162                              |
|    |                                                               |                                              | DEPENSES D'EXPLOITATION    | 30 809 014 558                               |
|    |                                                               |                                              | Rémunération               | 18 485 408 735                               |
|    |                                                               |                                              | Fonctionnement             | 12 323 605 823                               |
|    |                                                               |                                              | DEPENSES D'INVESTISSEMENTS | 585 371 276 604                              |
|    |                                                               |                                              | Equipements divers         | 146 342 819 151                              |
|    |                                                               |                                              | Constructions diverses     | 439 028 457 453                              |
|    | TOTAL                                                         | 616 180 291 162                              | TOTAL                      | 616 180 291 162                              |
| 46 | INDUSTRIE                                                     | 1 887 482 004 750                            |                            | 1 887 482 004 750                            |

| N° | RECETTES                                                                                         |                                              | DEPENSES                                   |                                              |
|----|--------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------------------------------------|
|    | SERVICES ET ACTES GENERATEURS                                                                    | PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2027 | RUBRIQUES BUDGETAIRES                      | PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2027 |
| 6  | FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)                                                          | 1 887 482 004 750                            |                                            | 1 887 482 004 750                            |
|    |                                                                                                  |                                              |                                            |                                              |
|    |                                                                                                  |                                              | DEPENSES D'EXPLOITATION                    | 94 374 100 237                               |
|    |                                                                                                  |                                              | Rémunération                               | 56 624 460 142                               |
|    |                                                                                                  |                                              | Fonctionnement                             | 37 749 640 095                               |
|    |                                                                                                  |                                              | DEPENSES D'INVESTISSEMENTS                 | 1 793 107 904 512                            |
|    |                                                                                                  |                                              | Equipements divers                         | 627 587 766 579                              |
|    |                                                                                                  |                                              | Constructions diverses                     | 1 165 520 137 933                            |
|    | TOTAL                                                                                            | 1 887 482 004 750                            | TOTAL                                      | 1 887 482 004 750                            |
| 48 | MINES                                                                                            | 315 152 955 727                              |                                            | 315 152 955 727                              |
| 7  | FONDS MINIERES POUR LES GENERATIONS FUTURES                                                      | 315 152 955 727                              |                                            | 315 152 955 727                              |
|    |                                                                                                  |                                              | DEPENSES D'EXPLOITATION                    | 15 757 647 786                               |
|    |                                                                                                  |                                              | Rémunération                               |                                              |
|    |                                                                                                  |                                              | Fonctionnement                             | 15 757 647 786                               |
|    |                                                                                                  |                                              | DEPENSES D'INVESTISSEMENTS                 | 299 395 307 941                              |
|    |                                                                                                  |                                              | Equipements divers                         | 89 818 592 382                               |
|    |                                                                                                  |                                              | Constructions diverses                     | 209 576 715 558                              |
|    | TOTAL                                                                                            | 315 152 955 727                              | TOTAL                                      | 315 152 955 727                              |
| 50 | RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE                                                           | 93 699 948 951                               |                                            | 93 699 948 951                               |
| 8  | AGENCE NATIONALE DE L'ELECTRIFICATION ET DES SERVICES ENERGETIQUES EN MILIEU RURAL ET PERIURBAIN | 93 699 948 951                               |                                            | 93 699 948 951                               |
|    |                                                                                                  |                                              | DEPENSES D'EXPLOITATION                    | 39 062 074 736                               |
|    |                                                                                                  |                                              | Rémunération                               | 25 984 268 359                               |
|    |                                                                                                  |                                              | Fonctionnement                             | 13 077 806 377                               |
|    |                                                                                                  |                                              | DEPENSES D'INVESTISSEMENTS                 | 54 637 874 215                               |
|    |                                                                                                  |                                              | Financements des projets d'électrification | 54 637 874 215                               |
|    | TOTAL                                                                                            | 93 699 948 951                               | TOTAL                                      | 93 699 948 951                               |
| 51 | TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION                                                             | 115 255 153 638                              |                                            | 115 255 153 638                              |
| 9  | REGIE DES VOIES AERIENNES                                                                        | 115 255 153 638                              |                                            | 115 255 153 638                              |
|    |                                                                                                  |                                              | DEPENSES D'EXPLOITATION                    | 5 762 757 682                                |
|    |                                                                                                  |                                              | Rémunération                               | -                                            |
|    |                                                                                                  |                                              | Fonctionnement                             | 5 762 757 682                                |
|    |                                                                                                  |                                              | DEPENSES D'INVESTISSEMENTS                 | 109 492 395 956                              |
|    |                                                                                                  |                                              | Equipements divers                         | 32 847 718 787                               |
|    |                                                                                                  | -                                            | Constructions diverses                     | 76 644 677 169                               |
|    | TOTAL                                                                                            | 115 255 153 638                              | TOTAL                                      | 115 255 153 638                              |
| 52 | POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NTIC                                                               | 81 691 089 078                               |                                            | 81 691 089 078                               |
| 10 | FONDS DE DEVELOPPEMENT DU SERVICE UNIVERSEL (FDSU)                                               | 81 691 089 078                               |                                            | 81 691 089 078                               |
|    |                                                                                                  |                                              | DEPENSES D'EXPLOITATION                    | 12 253 663 362                               |
|    |                                                                                                  |                                              | Rémunération                               | -                                            |
|    |                                                                                                  |                                              | Fonctionnement                             | 12 253 663 362                               |
|    |                                                                                                  |                                              | DEPENSES D'INVESTISSEMENTS                 | 69 437 425 716                               |
|    |                                                                                                  |                                              | Equipements divers                         | 49 014 653 447                               |
|    |                                                                                                  |                                              | Constructions diverses                     | 20 422 772 270                               |
|    | TOTAL                                                                                            | 81 691 089 078                               | TOTAL                                      | 81 691 089 078                               |
| 54 | DROITS HUMAINS                                                                                   | 619 050 448 749                              |                                            | 619 050 448 749                              |
| 11 | FONDS NATIONAL DE REPARATION DES VICTIMES DES VIOLENCES SEXUELLES (FONAREV)                      | 619 050 448 749                              |                                            | 619 050 448 749                              |
|    |                                                                                                  |                                              | DEPENSES D'EXPLOITATION                    | 30 952 522 437                               |
|    |                                                                                                  |                                              | Rémunération                               | -                                            |
|    |                                                                                                  |                                              | Fonctionnement                             | 30 952 522 437                               |

| N°        | RECETTES                                                |                                              | DEPENSES                          |                                              |
|-----------|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------------------------|
|           | SERVICES ET ACTES GENERATEURS                           | PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2027 | RUBRIQUES BUDGETAIRES             | PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2027 |
|           |                                                         |                                              | <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENTS</b> | <b>588 097 926 312</b>                       |
|           |                                                         |                                              | Equipements divers                | <b>382 263 652 103</b>                       |
|           |                                                         |                                              | Constructions diverses            | <b>205 834 274 209</b>                       |
|           | <b>TOTAL</b>                                            | <b>619 050 448 749</b>                       | <b>TOTAL</b>                      | <b>619 050 448 749</b>                       |
| <b>56</b> | <b>ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE</b>           | <b>130 790 116 171</b>                       |                                   | <b>130 790 116 171</b>                       |
| <b>12</b> | <b>FONDS D'INTERVENTION POUR L'ENVIRONNEMENT (FIPE)</b> | <b>78 424 812 000</b>                        |                                   | <b>78 424 812 000</b>                        |
|           |                                                         |                                              | <b>DEPENSES D'EXPLOITATION</b>    | <b>7 842 481 200</b>                         |
|           |                                                         |                                              | Rémunération                      | -                                            |
|           |                                                         |                                              | Fonctionnement                    | <b>7 842 481 200</b>                         |
|           |                                                         |                                              | <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENTS</b> | <b>70 582 330 800</b>                        |
|           |                                                         |                                              | Equipements divers                | <b>42 349 398 480</b>                        |
|           |                                                         |                                              | Constructions diverses            | <b>28 232 932 320</b>                        |
|           | <b>TOTAL</b>                                            | <b>78 424 812 000</b>                        | <b>TOTAL</b>                      | <b>78 424 812 000</b>                        |
| <b>13</b> | <b>FONDS FORESTIER NATIONAL (FFN)</b>                   | <b>52 365 304 171</b>                        |                                   | <b>52 365 304 171</b>                        |
|           |                                                         |                                              | <b>DEPENSES D'EXPLOITATION</b>    | <b>20 946 121 668</b>                        |
|           |                                                         |                                              | Rémunération                      | <b>13 614 979 084</b>                        |
|           |                                                         |                                              | Fonctionnement                    | <b>7 331 142 584</b>                         |
|           |                                                         |                                              | <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENTS</b> | <b>31 419 182 503</b>                        |
|           |                                                         |                                              | Equipements divers                | <b>10 996 713 876</b>                        |
|           |                                                         |                                              | Constructions diverses            | <b>20 422 468 627</b>                        |
|           | <b>TOTAL</b>                                            | <b>52 365 304 171</b>                        | <b>TOTAL</b>                      | <b>52 365 304 171</b>                        |
| <b>57</b> | <b>TOURISME</b>                                         | <b>115 889 023 478</b>                       |                                   | <b>115 889 023 478</b>                       |
| <b>14</b> | <b>FONDS DE PROMOTION TOURISTIQUE (FPT)</b>             | <b>115 889 023 478</b>                       |                                   | <b>115 889 023 478</b>                       |
|           |                                                         |                                              | <b>DEPENSES D'EXPLOITATION</b>    | <b>69 533 414 087</b>                        |
|           |                                                         |                                              | Rémunération                      | <b>41 720 048 452</b>                        |
|           |                                                         |                                              | Fonctionnement                    | <b>27 813 365 635</b>                        |
|           |                                                         |                                              | <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENTS</b> | <b>46 355 609 391</b>                        |
|           |                                                         |                                              | Equipements divers                | <b>20 860 024 226</b>                        |
|           |                                                         |                                              | Constructions diverses            | <b>25 495 585 165</b>                        |
|           | <b>TOTAL</b>                                            | <b>115 889 023 478</b>                       | <b>TOTAL</b>                      | <b>115 889 023 478</b>                       |
| <b>58</b> | <b>CULTURE ET ARTS</b>                                  | <b>27 269 237 997</b>                        |                                   | <b>27 269 237 997</b>                        |
| <b>15</b> | <b>FONDS DE PROMOTION CULTURELLE (FPC)</b>              | <b>27 269 237 997</b>                        |                                   | <b>27 269 237 997</b>                        |
|           |                                                         |                                              | <b>DEPENSES D'EXPLOITATION</b>    | <b>8 180 771 399</b>                         |
|           |                                                         |                                              | Rémunération                      | <b>5 726 539 979</b>                         |
|           |                                                         |                                              | Fonctionnement                    | <b>2 454 231 420</b>                         |
|           |                                                         |                                              | <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENTS</b> | <b>19 088 466 598</b>                        |
|           |                                                         |                                              | Equipements divers                | <b>7 635 386 639</b>                         |
|           |                                                         |                                              | Constructions diverses            | <b>11 453 079 959</b>                        |
|           | <b>TOTAL</b>                                            | <b>27 269 237 997</b>                        | <b>TOTAL</b>                      | <b>27 269 237 997</b>                        |
|           | <b>TOTAL GENERAL</b>                                    | <b>5 508 573 328 481</b>                     |                                   | <b>5 508 573 328 481</b>                     |

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°     du     /     /2026 pour l'exercice 2027

Fait à Kinshasa, le

**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

**ANNEXE XV: REPARTITION DES CREDITS ALLOUES AUX PROJETS DU PROGRAMME DE  
DEVELOPPEMENT LOCAL PAR TERRITOIRE**

| CODE      | PROVINCES ET TERRITOIRES      | LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026 | LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2026 | PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2027 |
|-----------|-------------------------------|------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------|
| <b>01</b> | <b>BAS-UELE</b>               | <b>12 839 988 111</b>              | <b>12 839 988 111</b>                            | <b>34 126 287 336</b>                        |
| 011100    | TERRITOIRE D'AKETI            | 2 155 245 715                      | 2 155 245 715                                    | 5 687 714 556                                |
| 011200    | TERRITOIRE D'ANGO             | 2 073 546 048                      | 2 073 546 048                                    | 5 687 714 556                                |
| 011300    | TERRITOIRE DE BAMBESA         | 2 136 139 919                      | 2 136 139 919                                    | 5 687 714 556                                |
| 011400    | TERRITOIRE DE BONDO           | 2 071 546 302                      | 2 071 546 302                                    | 5 687 714 556                                |
| 011500    | TERRITOIRE DE BUTA            | 2 221 058 981                      | 2 221 058 981                                    | 5 687 714 556                                |
| 011600    | TERRITOIRE DE POKO            | 2 182 451 146                      | 2 182 451 146                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>02</b> | <b>EQUATEUR</b>               | <b>39 161 791 811</b>              | <b>39 161 791 811</b>                            | <b>39 814 001 892</b>                        |
| 021100    | TERRITOIRE DE BASANKUSU       | 5 581 675 552                      | 5 581 675 552                                    | 5 687 714 556                                |
| 021200    | TERRITOIRE DE BIKORO          | 5 368 086 378                      | 5 368 086 378                                    | 5 687 714 556                                |
| 021300    | TERRITOIRE DE BOLOMBA         | 5 704 212 716                      | 5 704 212 716                                    | 5 687 714 556                                |
| 021400    | TERRITOIRE DE BOMONGO         | 5 404 974 145                      | 5 404 974 145                                    | 5 687 714 556                                |
| 021500    | TERRITOIRE DE INGENDE         | 5 916 668 348                      | 5 916 668 348                                    | 5 687 714 556                                |
| 021600    | TERRITOIRE DE LUKOLELA        | 5 245 754 693                      | 5 245 754 693                                    | 5 687 714 556                                |
| 021700    | TERRITOIRE DE MAKANZA         | 5 940 419 979                      | 5 940 419 979                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>03</b> | <b>HAUT-KATANGA</b>           | <b>36 453 303 297</b>              | <b>36 453 303 297</b>                            | <b>34 126 287 336</b>                        |
| 031100    | TERRITOIRE DE KAMBOVE         | 6 254 303 258                      | 6 254 303 258                                    | 5 687 714 556                                |
| 031200    | TERRITOIRE DE KASENGA         | 5 819 166 102                      | 5 819 166 102                                    | 5 687 714 556                                |
| 031300    | TERRITOIRE DE KIPUSHI         | 5 590 987 697                      | 5 590 987 697                                    | 5 687 714 556                                |
| 031400    | TERRITOIRE DE MITWABA         | 6 678 377 255                      | 6 678 377 255                                    | 5 687 714 556                                |
| 031500    | TERRITOIRE DE PWETO           | 5 996 903 334                      | 5 996 903 334                                    | 5 687 714 556                                |
| 031600    | TERRITOIRE DE SAKANIA         | 6 113 565 651                      | 6 113 565 651                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>04</b> | <b>HAUT-LOMAMI</b>            | <b>31 096 777 107</b>              | <b>31 096 777 107</b>                            | <b>28 438 572 780</b>                        |
| 041100    | TERRITOIRE DE BUKAMA          | 6 076 144 754                      | 6 076 144 754                                    | 5 687 714 556                                |
| 041200    | TERRITOIRE DE KABONGO         | 6 402 442 885                      | 6 402 442 885                                    | 5 687 714 556                                |
| 041300    | TERRITOIRE DE KAMINA          | 5 889 931 496                      | 5 889 931 496                                    | 5 687 714 556                                |
| 041400    | TERRITOIRE DE KANIAMA KASESE  | 6 029 429 566                      | 6 029 429 566                                    | 5 687 714 556                                |
| 041500    | TERRITOIRE DE MALEMBA-NKULU   | 6 698 828 406                      | 6 698 828 406                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>05</b> | <b>HAUT-UELE</b>              | <b>32 451 237 549</b>              | <b>32 451 237 549</b>                            | <b>34 126 287 336</b>                        |
| 051100    | TERRITOIRE DE DUNGU           | 5 661 501 696                      | 5 661 501 696                                    | 5 687 714 556                                |
| 051200    | TERRITOIRE DE FARADJE         | 5 517 033 373                      | 5 517 033 373                                    | 5 687 714 556                                |
| 051300    | TERRITOIRE DE NIANGARA        | 5 437 508 004                      | 5 437 508 004                                    | 5 687 714 556                                |
| 051400    | TERRITOIRE DE RUNGU           | 5 524 582 257                      | 5 524 582 257                                    | 5 687 714 556                                |
| 051500    | TERRITOIRE DE WAMBA           | 4 730 682 635                      | 4 730 682 635                                    | 5 687 714 556                                |
| 051600    | TERRITOIRE DE WATSA           | 5 579 929 584                      | 5 579 929 584                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>06</b> | <b>ITURI</b>                  | <b>29 664 102 930</b>              | <b>29 664 102 930</b>                            | <b>28 438 572 780</b>                        |
| 061100    | TERRITOIRE D'ARU              | 5 481 274 007                      | 5 481 274 007                                    | 5 687 714 556                                |
| 061200    | TERRITOIRE DE DJUGU           | 5 935 126 348                      | 5 935 126 348                                    | 5 687 714 556                                |
| 061300    | TERRITOIRE D'IRUMU            | 6 163 374 906                      | 6 163 374 906                                    | 5 687 714 556                                |
| 061400    | TERRITOIRE DE MAHAGI          | 6 038 483 917                      | 6 038 483 917                                    | 5 687 714 556                                |
| 061500    | TERRITOIRE DE MAMBASA         | 6 045 843 752                      | 6 045 843 752                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>07</b> | <b>KASAI</b>                  | <b>29 103 834 849</b>              | <b>29 103 834 849</b>                            | <b>28 438 572 780</b>                        |
| 071100    | TERRITOIRE DE DEKESE          | 6 412 766 508                      | 6 412 766 508                                    | 5 687 714 556                                |
| 071200    | TERRITOIRE D'ILEBO            | 5 487 329 456                      | 5 487 329 456                                    | 5 687 714 556                                |
| 071300    | TERRITOIRE DE KAMONIA         | 5 090 399 372                      | 5 090 399 372                                    | 5 687 714 556                                |
| 071400    | TERRITOIRE DE LUEBO           | 6 285 218 310                      | 6 285 218 310                                    | 5 687 714 556                                |
| 071500    | TERRITOIRE DE MWEKA           | 5 828 121 203                      | 5 828 121 203                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>08</b> | <b>KASAI-ORIENTAL</b>         | <b>26 438 780 126</b>              | <b>26 438 780 126</b>                            | <b>28 438 572 780</b>                        |
| 081100    | TERRITOIRE DE KABEYA KAMWANGA | 4 790 781 506                      | 4 790 781 506                                    | 5 687 714 556                                |
| 081200    | TERRITOIRE DE KATANDA         | 5 104 296 110                      | 5 104 296 110                                    | 5 687 714 556                                |
| 081300    | TERRITOIRE DE LUPATAPATA      | 5 515 978 404                      | 5 515 978 404                                    | 5 687 714 556                                |
| 081400    | TERRITOIRE DE MIABI           | 5 235 248 872                      | 5 235 248 872                                    | 5 687 714 556                                |
| 081500    | TERRITOIRE DE TSHILENGE       | 5 792 475 234                      | 5 792 475 234                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>09</b> | <b>KONGO CENTRAL</b>          | <b>59 856 380 588</b>              | <b>59 856 380 588</b>                            | <b>56 877 145 560</b>                        |
| 091100    | TERRITOIRE DE KASANGULU       | 6 237 083 872                      | 6 237 083 872                                    | 5 687 714 556                                |
| 091200    | TERRITOIRE DE KIMVULA         | 6 035 794 808                      | 6 035 794 808                                    | 5 687 714 556                                |

| CODE      | PROVINCES ET TERRITOIRES    | LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026 | LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2026 | PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2027 |
|-----------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------|
| 091300    | TERRITOIRE DE LUKULA        | 6 058 978 934                      | 6 058 978 934                                    | 5 687 714 556                                |
| 091400    | TERRITOIRE DE LUOZI         | 5 763 731 669                      | 5 763 731 669                                    | 5 687 714 556                                |
| 091500    | TERRITOIRE DE MADIMBA       | 5 746 621 654                      | 5 746 621 654                                    | 5 687 714 556                                |
| 091600    | TERRITOIRE DE MBANZA NGUNGU | 5 993 020 883                      | 5 993 020 883                                    | 5 687 714 556                                |
| 091700    | TERRITOIRE DE MOANDA        | 5 845 641 622                      | 5 845 641 622                                    | 5 687 714 556                                |
| 091800    | TERRITOIRE DE SEKE BANZA    | 6 236 685 363                      | 6 236 685 363                                    | 5 687 714 556                                |
| 091900    | TERRITOIRE DE SONGOLOLO     | 5 801 886 826                      | 5 801 886 826                                    | 5 687 714 556                                |
| 092000    | TERRITOIRE DE TSHELA        | 6 136 934 957                      | 6 136 934 957                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>10</b> | <b>KWANGO</b>               | <b>29 185 969 111</b>              | <b>29 185 969 111</b>                            | <b>28 438 572 780</b>                        |
| 101100    | TERRITOIRE DE FESHI         | 5 748 183 118                      | 5 748 183 118                                    | 5 687 714 556                                |
| 101200    | TERRITOIRE DE KAHEMBA       | 6 111 817 409                      | 6 111 817 409                                    | 5 687 714 556                                |
| 101300    | TERRITOIRE DE KASONGOLUNDA  | 5 923 136 432                      | 5 923 136 432                                    | 5 687 714 556                                |
| 101400    | TERRITOIRE DE KENGE         | 5 472 430 186                      | 5 472 430 186                                    | 5 687 714 556                                |
| 101500    | TERRITOIRE DE POPOKABAKA    | 5 930 401 966                      | 5 930 401 966                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>11</b> | <b>KWILU</b>                | <b>29 196 392 501</b>              | <b>29 196 392 501</b>                            | <b>28 438 572 780</b>                        |
| 111100    | TERRITOIRE DE BAGATA        | 6 180 909 765                      | 6 180 909 765                                    | 5 687 714 556                                |
| 111200    | TERRITOIRE DE BULUNGU       | 5 781 617 431                      | 5 781 617 431                                    | 5 687 714 556                                |
| 111300    | TERRITOIRE D'IDIOFA         | 5 907 321 153                      | 5 907 321 153                                    | 5 687 714 556                                |
| 111400    | TERRITOIRE DE GUNGU         | 5 511 329 818                      | 5 511 329 818                                    | 5 687 714 556                                |
| 111500    | TERRITOIRE DE MASIMANIMBA   | 5 815 214 334                      | 5 815 214 334                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>12</b> | <b>LOMAMI</b>               | <b>28 691 296 906</b>              | <b>28 691 296 906</b>                            | <b>28 438 572 780</b>                        |
| 121100    | TERRITOIRE DE KABINDA       | 5 771 436 165                      | 5 771 436 165                                    | 5 687 714 556                                |
| 121200    | TERRITOIRE DE KAMIJI        | 5 579 286 973                      | 5 579 286 973                                    | 5 687 714 556                                |
| 121300    | TERRITOIRE DE LUBAO         | 5 690 058 449                      | 5 690 058 449                                    | 5 687 714 556                                |
| 121400    | TERRITOIRE DE LUILU         | 5 952 497 320                      | 5 952 497 320                                    | 5 687 714 556                                |
| 121500    | TERRITOIRE DE NGANDAJIKA    | 5 698 017 999                      | 5 698 017 999                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>13</b> | <b>LUALABA</b>              | <b>30 804 369 208</b>              | <b>30 804 369 208</b>                            | <b>28 438 572 780</b>                        |
| 131100    | TERRITOIRE DE DILOLO        | 6 254 850 570                      | 6 254 850 570                                    | 5 687 714 556                                |
| 131200    | TERRITOIRE DE KAPANGA       | 6 286 561 129                      | 6 286 561 129                                    | 5 687 714 556                                |
| 131300    | TERRITOIRE DE LUBUDI        | 5 964 184 747                      | 5 964 184 747                                    | 5 687 714 556                                |
| 131400    | TERRITOIRE DE MUTSHATSHA    | 5 778 944 144                      | 5 778 944 144                                    | 5 687 714 556                                |
| 131500    | TERRITOIRE DE SANDOA        | 6 519 828 618                      | 6 519 828 618                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>14</b> | <b>KASAI CENTRAL</b>        | <b>27 925 992 975</b>              | <b>27 925 992 975</b>                            | <b>28 438 572 780</b>                        |
| 141100    | TERRITOIRE DE DEMBA         | 6 078 104 096                      | 6 078 104 096                                    | 5 687 714 556                                |
| 141200    | TERRITOIRE DE DIBAYA        | 5 404 409 640                      | 5 404 409 640                                    | 5 687 714 556                                |
| 141300    | TERRITOIRE DE DIMBELENCE    | 5 560 573 731                      | 5 560 573 731                                    | 5 687 714 556                                |
| 141400    | TERRITOIRE DE KAZUMBA       | 5 657 735 667                      | 5 657 735 667                                    | 5 687 714 556                                |
| 141500    | TERRITOIRE DE LUIZA         | 5 225 169 841                      | 5 225 169 841                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>15</b> | <b>MAI-NDOMBE</b>           | <b>51 331 954 352</b>              | <b>51 331 954 352</b>                            | <b>45 501 716 457</b>                        |
| 151100    | TERRITOIRE DE BOLOBO        | 6 656 922 101                      | 6 656 922 101                                    | 5 687 714 557                                |
| 151200    | TERRITOIRE D'INONGO         | 5 881 897 518                      | 5 881 897 518                                    | 5 687 714 557                                |
| 151300    | TERRITOIRE DE KIRI          | 7 175 796 359                      | 7 175 796 359                                    | 5 687 714 557                                |
| 151400    | TERRITOIRE DE KUTU          | 6 498 065 286                      | 6 498 065 286                                    | 5 687 714 557                                |
| 151500    | TERRITOIRE DE KWAMOUTH      | 6 529 079 078                      | 6 529 079 078                                    | 5 687 714 557                                |
| 151600    | TERRITOIRE DE MUSHIE        | 6 455 232 636                      | 6 455 232 636                                    | 5 687 714 558                                |
| 151700    | TERRITOIRE D'OSHWE          | 5 910 231 006                      | 5 910 231 006                                    | 5 687 714 557                                |
| 151800    | TERRITOIRE DE YUMBI         | 6 224 730 368                      | 6 224 730 368                                    | 5 687 714 557                                |
| <b>16</b> | <b>MANIEMA</b>              | <b>42 300 666 029</b>              | <b>42 300 666 029</b>                            | <b>39 814 001 892</b>                        |
| 161100    | TERRITOIRE DE KABAMBARE     | 5 743 430 351                      | 5 743 430 351                                    | 5 687 714 556                                |
| 161200    | TERRITOIRE DE KAILO         | 5 818 777 664                      | 5 818 777 664                                    | 5 687 714 556                                |
| 161300    | TERRITOIRE DE KASONGO       | 6 512 642 346                      | 6 512 642 346                                    | 5 687 714 556                                |
| 161400    | TERRITOIRE DE KIBOMBO       | 6 138 676 502                      | 6 138 676 502                                    | 5 687 714 556                                |
| 161500    | TERRITOIRE DE LUBUTU        | 5 990 258 537                      | 5 990 258 537                                    | 5 687 714 556                                |
| 161600    | TERRITOIRE DE PANGI         | 5 981 555 782                      | 5 981 555 782                                    | 5 687 714 556                                |
| 161700    | TERRITOIRE DE PUNIA         | 6 115 324 847                      | 6 115 324 847                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>17</b> | <b>MONGALA</b>              | <b>17 767 173 447</b>              | <b>17 767 173 447</b>                            | <b>17 063 143 668</b>                        |
| 171100    | TERRITOIRE DE BONGANDANGA   | 5 922 047 847                      | 5 922 047 847                                    | 5 687 714 556                                |
| 171200    | TERRITOIRE DE BUMBA         | 6 228 951 768                      | 6 228 951 768                                    | 5 687 714 556                                |
| 171300    | TERRITOIRE DE LISALA        | 5 616 173 832                      | 5 616 173 832                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>18</b> | <b>NORD-KIVU</b>            | <b>33 905 556 170</b>              | <b>33 905 556 170</b>                            | <b>34 126 287 336</b>                        |

| CODE      | PROVINCES ET TERRITOIRES    | LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2026 | LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE DE L'EXERCICE 2026 | PROJET DE LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2027 |
|-----------|-----------------------------|------------------------------------|--------------------------------------------------|----------------------------------------------|
| 181100    | TERRITOIRE DE BENI (OICHA)  | 5 260 673 258                      | 5 260 673 258                                    | 5 687 714 556                                |
| 181200    | TERRITOIRE DE LUBERO        | 5 541 048 620                      | 5 541 048 620                                    | 5 687 714 556                                |
| 181300    | TERRITOIRE DE MASISI        | 5 729 877 773                      | 5 729 877 773                                    | 5 687 714 556                                |
| 181400    | TERRITOIRE DE NYIRAGONGO    | 5 799 740 372                      | 5 799 740 372                                    | 5 687 714 556                                |
| 181500    | TERRITOIRE DE RUTSHURU      | 5 666 307 200                      | 5 666 307 200                                    | 5 687 714 556                                |
| 181600    | TERRITOIRE DE WALIKALE      | 5 907 908 947                      | 5 907 908 947                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>19</b> | <b>NORD-UBANGI</b>          | <b>23 631 469 045</b>              | <b>23 631 469 045</b>                            | <b>22 750 858 224</b>                        |
| 191100    | TERRITOIRE DE BOSOBOLO      | 6 110 748 162                      | 6 110 748 162                                    | 5 687 714 556                                |
| 191200    | TERRITOIRE DE BUSINGA       | 6 116 012 418                      | 6 116 012 418                                    | 5 687 714 556                                |
| 191300    | TERRITOIRE DE MOBAYI MBONGO | 5 653 990 823                      | 5 653 990 823                                    | 5 687 714 556                                |
| 191400    | TERRITOIRE DE YAKOMA        | 5 750 717 642                      | 5 750 717 642                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>20</b> | <b>SANKURU</b>              | <b>34 680 473 508</b>              | <b>34 680 473 508</b>                            | <b>34 126 287 336</b>                        |
| 201100    | TERRITOIRE DE KATAKO KOMBE  | 5 259 288 428                      | 5 259 288 428                                    | 5 687 714 556                                |
| 201200    | TERRITOIRE DE KOLE          | 5 607 961 524                      | 5 607 961 524                                    | 5 687 714 556                                |
| 201300    | TERRITOIRE DE LODJA         | 6 612 286 014                      | 6 612 286 014                                    | 5 687 714 556                                |
| 201400    | TERRITOIRE DE LOMELA        | 5 469 901 652                      | 5 469 901 652                                    | 5 687 714 556                                |
| 201500    | TERRITOIRE DE LUBEFU        | 5 962 753 001                      | 5 962 753 001                                    | 5 687 714 556                                |
| 201600    | TERRITOIRE DE LUSAMBO       | 5 768 282 889                      | 5 768 282 889                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>21</b> | <b>SUD-KIVU</b>             | <b>46 908 336 609</b>              | <b>46 908 336 609</b>                            | <b>45 501 716 448</b>                        |
| 211100    | TERRITOIRE DE FIZI          | 5 549 343 059                      | 5 549 343 059                                    | 5 687 714 556                                |
| 211200    | TERRITOIRE D'IDJWI          | 5 672 269 636                      | 5 672 269 636                                    | 5 687 714 556                                |
| 211300    | TERRITOIRE DE KALEHE        | 6 423 107 314                      | 6 423 107 314                                    | 5 687 714 556                                |
| 211400    | TERRITOIRE DE KABARE        | 5 589 105 029                      | 5 589 105 029                                    | 5 687 714 556                                |
| 211500    | TERRITOIRE DE MWENGA        | 6 377 991 772                      | 6 377 991 772                                    | 5 687 714 556                                |
| 211600    | TERRITOIRE DE SHABUNDA      | 6 183 347 153                      | 6 183 347 153                                    | 5 687 714 556                                |
| 211700    | TERRITOIRE D'UVIRA          | 5 754 081 501                      | 5 754 081 501                                    | 5 687 714 556                                |
| 211800    | TERRITOIRE DE WALUNGU       | 5 359 091 145                      | 5 359 091 145                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>22</b> | <b>SUD-UBANGI</b>           | <b>23 053 385 646</b>              | <b>23 053 385 646</b>                            | <b>22 750 858 224</b>                        |
| 221100    | TERRITOIRE DE BUDJALA       | 5 427 102 444                      | 5 427 102 444                                    | 5 687 714 556                                |
| 221200    | TERRITOIRE DE GEMENA        | 5 499 291 565                      | 5 499 291 565                                    | 5 687 714 556                                |
| 221300    | TERRITOIRE DE KUNGU         | 6 247 048 679                      | 6 247 048 679                                    | 5 687 714 556                                |
| 221400    | TERRITOIRE DE LIBENGE       | 5 879 942 958                      | 5 879 942 958                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>23</b> | <b>TANGANYIKA</b>           | <b>35 102 793 160</b>              | <b>35 102 793 160</b>                            | <b>34 126 287 336</b>                        |
| 231100    | TERRITOIRE DE KABALO        | 5 768 830 328                      | 5 768 830 328                                    | 5 687 714 556                                |
| 231200    | TERRITOIRE DE KALEMIE       | 6 018 359 486                      | 6 018 359 486                                    | 5 687 714 556                                |
| 231300    | TERRITOIRE DE KONGOLO       | 5 938 504 678                      | 5 938 504 678                                    | 5 687 714 556                                |
| 231400    | TERRITOIRE DE MANONO        | 6 013 594 307                      | 6 013 594 307                                    | 5 687 714 556                                |
| 231500    | TERRITOIRE DE MOBA          | 5 764 381 055                      | 5 764 381 055                                    | 5 687 714 556                                |
| 231600    | TERRITOIRE DE NYUNZU        | 5 599 123 306                      | 5 599 123 306                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>24</b> | <b>TSHOPO</b>               | <b>37 800 880 553</b>              | <b>37 800 880 553</b>                            | <b>39 814 001 892</b>                        |
| 241100    | TERRITOIRE DE BAFWASENDE    | 5 283 608 181                      | 5 283 608 181                                    | 5 687 714 556                                |
| 241200    | TERRITOIRE DE BANALIA       | 5 067 378 322                      | 5 067 378 322                                    | 5 687 714 556                                |
| 241300    | TERRITOIRE DE BASOKO        | 5 333 921 928                      | 5 333 921 928                                    | 5 687 714 556                                |
| 241400    | TERRITOIRE D'ISANGI         | 5 232 345 974                      | 5 232 345 974                                    | 5 687 714 556                                |
| 241500    | TERRITOIRE D'OPALA          | 5 489 148 761                      | 5 489 148 761                                    | 5 687 714 556                                |
| 241600    | TERRITOIRE D'UBUNDU         | 6 160 790 139                      | 6 160 790 139                                    | 5 687 714 556                                |
| 241700    | TERRITOIRE DE YAHUMA        | 5 233 687 248                      | 5 233 687 248                                    | 5 687 714 556                                |
| <b>25</b> | <b>TSHUAPA</b>              | <b>35 365 705 041</b>              | <b>35 365 705 041</b>                            | <b>34 126 287 336</b>                        |
| 251100    | TERRITOIRE DE BEFALE        | 5 722 881 378                      | 5 722 881 378                                    | 5 687 714 556                                |
| 251200    | TERRITOIRE DE BOENDE        | 5 886 029 066                      | 5 886 029 066                                    | 5 687 714 556                                |
| 251300    | TERRITOIRE DE BOKUNGU       | 5 594 802 168                      | 5 594 802 168                                    | 5 687 714 556                                |
| 251400    | TERRITOIRE DE DJOLU         | 5 841 678 501                      | 5 841 678 501                                    | 5 687 714 556                                |
| 251500    | TERRITOIRE D'IKELA          | 6 115 597 080                      | 6 115 597 080                                    | 5 687 714 556                                |
| 251600    | TERRITOIRE DE MONKOTO       | 6 204 716 848                      | 6 204 716 848                                    | 5 687 714 556                                |
|           | <b>TOTAL</b>                | <b>824 718 610 629</b>             | <b>824 718 610 629</b>                           | <b>824 718 610 629</b>                       |

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°

du / /2026 pour l'exercice 2027.

Fait à Kinshasa, le

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

## ANNEXE XVI : PLAFONDS D'AUTORISATIONS DES EMPLOIS RÉMUNÉRÉS

| SECTION   |                                                                        |                                | EFFECTIFS      |                | ACTION NOUVELLE |
|-----------|------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|----------------|----------------|-----------------|
|           |                                                                        |                                | LFR 2026       | PLF 2027       |                 |
| <b>10</b> | <b>PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE</b>                                     |                                | <b>7 173</b>   | <b>7 173</b>   | <b>0</b>        |
|           | 0                                                                      | Personnel Regime Général       | 1 300          | 1 300          | 0               |
|           | 1                                                                      | Personnels Politiques          | 1 971          | 1 971          | 0               |
|           | 4                                                                      | Professionnels Santé           | 93             | 93             | 0               |
|           | 5                                                                      | Professionnels Agri.           | 3 042          | 3 042          | 0               |
|           | 6                                                                      | Militaire, Policier, Sécurité  | 287            | 287            | 0               |
|           | 9                                                                      | Autres Catégories              | 480            | 480            | 0               |
| <b>11</b> | <b>PRIMATURE</b>                                                       |                                | <b>2 064</b>   | <b>2 064</b>   | <b>0</b>        |
|           | 0                                                                      | Personnel Regime Général       | 645            | 645            | 0               |
|           | 1                                                                      | Personnels Politiques          | 952            | 952            | 0               |
|           | 6                                                                      | Militaire, Policier, Sécurité  | 271            | 271            | 0               |
|           | 9                                                                      | Autres Catégories              | 196            | 196            | 0               |
| <b>15</b> | <b>CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX</b>                               |                                | <b>426</b>     | <b>426</b>     | <b>0</b>        |
|           | 0                                                                      | Personnel Regime Général       | 360            | 360            | 0               |
|           | 1                                                                      | Personnels Politiques          | 66             | 66             | 0               |
| <b>16</b> | <b>ASSEMBLEE NATIONALE</b>                                             |                                | <b>3 875</b>   | <b>3 875</b>   | <b>0</b>        |
|           | 0                                                                      | Personnel Regime Général       | 609            | 609            | 0               |
|           | 1                                                                      | Personnels Politiques          | 3 266          | 3 266          | 0               |
| <b>17</b> | <b>SÉNAT</b>                                                           |                                | <b>1 515</b>   | <b>1 515</b>   | <b>0</b>        |
|           | 0                                                                      | Personnel Regime Général       | 522            | 522            | 0               |
|           | 1                                                                      | Personnels Politiques          | 993            | 993            | 0               |
| <b>20</b> | <b>POUVOIR JUDICIAIRE</b>                                              |                                | <b>7 378</b>   | <b>7 378</b>   | <b>0</b>        |
|           | 7                                                                      | Personnel Justice et Magistrat | 7 378          | 7 378          | 0               |
| <b>21</b> | <b>SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT</b>                             |                                | <b>2 933</b>   | <b>2 933</b>   | <b>0</b>        |
|           | 1                                                                      | Personnels Politiques          | 2 933          | 2 933          | 0               |
| <b>22</b> | <b>AFFAIRES ÉTRANGERES, COOPERATION INTERNATIONALE ET FRANCOPHONIE</b> |                                | <b>2 345</b>   | <b>2 345</b>   | <b>0</b>        |
|           | 0                                                                      | Personnel Regime Général       | 1 398          | 1 398          | 0               |
|           | 1                                                                      | Personnels Politiques          | 300            | 300            | 0               |
|           | 2                                                                      | Personnels Diplomatiques       | 647            | 647            | 0               |
| <b>23</b> | <b>COOPÉRATION INTERNATIONNALE, REGIONALE ET FRANCOPHONIE</b>          |                                | <b>172</b>     | <b>172</b>     | <b>0</b>        |
|           | 0                                                                      | Personnel Regime Général       | 172            | 172            | 0               |
| <b>24</b> | <b>DECENTRALISATION</b>                                                |                                | <b>1 011</b>   | <b>1 011</b>   | <b>0</b>        |
|           | 0                                                                      | Personnel Regime Général       | 1 011          | 1 011          | 0               |
| <b>25</b> | <b>INTÉRIEUR, SECURITE, DECENTRALISATION ET AFFAIRES COUTUMIERES</b>   |                                | <b>212 551</b> | <b>230 551</b> | <b>18 000</b>   |
|           | 0                                                                      | Personnel Regime Général       | 8 826          | 8 826          | 0               |
|           | 1                                                                      | Personnels Politiques          | 738            | 738            | 0               |
|           | 4                                                                      | Professionnels Santé           | 0              | 0              | 0               |
|           | 5                                                                      | Professionnels Agri.           | 0              | 0              | 0               |
|           | 6                                                                      | Militaire, Policier, Sécurité  | 202 987        | 220 987        | 18 000          |
|           | 9                                                                      | Autres Catégories              | 0              | 0              | 0               |
| <b>26</b> | <b>RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES</b>                            |                                | <b>225</b>     | <b>225</b>     | <b>0</b>        |
|           | 0                                                                      | Personnel Regime Général       | 225            | 225            | 0               |
| <b>27</b> | <b>DEFENSE ET ANCIENS COMBATTANTS</b>                                  |                                | <b>300 432</b> | <b>320 432</b> | <b>20 000</b>   |
|           | 0                                                                      | Personnel Regime Général       | 7 216          | 7 216          | 0               |
|           | 4                                                                      | Professionnels Santé           | 0              | 0              | 0               |
|           | 5                                                                      | Professionnels Agri.           | 0              | 0              | 0               |
|           | 6                                                                      | Militaire, Policier, Sécurité  | 293 216        | 313 216        | 20 000          |

| SECTION   |                                                        |                                | EFFECTIFS      |                | ACTION NOUVELLE |
|-----------|--------------------------------------------------------|--------------------------------|----------------|----------------|-----------------|
|           |                                                        |                                | LFR 2026       | PLF 2027       |                 |
| <b>28</b> | <b>ANCIENS COMBATTANTS</b>                             |                                | <b>884</b>     | <b>884</b>     | <b>0</b>        |
|           | 0                                                      | Personnel Regime Général       | 884            | 884            | 0               |
| <b>29</b> | <b>ÉCONOMIE NATIONALE</b>                              |                                | <b>3 695</b>   | <b>3 695</b>   | <b>0</b>        |
|           | 0                                                      | Personnel Regime Général       | 3 695          | 3 695          | 0               |
|           | 9                                                      | Autres Catégories              | 0              | 0              | 0               |
| <b>30</b> | <b>FINANCES</b>                                        |                                | <b>20 219</b>  | <b>20 219</b>  | <b>0</b>        |
|           | 0                                                      | Personnel Regime Général       | 19 968         | 19 968         | 0               |
|           | 6                                                      | Militaire, Policier, Sécurité  | 0              | 0              | 0               |
|           | 9                                                      | Autres Catégories              | 251            | 251            | 0               |
| <b>31</b> | <b>BUDGET</b>                                          |                                | <b>6 136</b>   | <b>6 136</b>   | <b>0</b>        |
|           | 0                                                      | Personnel Regime Général       | 5 487          | 5 487          | 0               |
|           | 9                                                      | Autres Catégories              | 649            | 649            | 0               |
| <b>32</b> | <b>PLAN ET COORDINATION DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT</b> |                                | <b>2 445</b>   | <b>2 445</b>   | <b>0</b>        |
|           | 0                                                      | Personnel Regime Général       | 1 689          | 1 689          | 0               |
|           | 9                                                      | Autres Catégories              | 756            | 756            | 0               |
| <b>33</b> | <b>RECONSTRUCTION</b>                                  |                                | <b>1 305</b>   | <b>1 305</b>   | <b>0</b>        |
|           | 0                                                      | Personnel Regime Général       | 1 305          | 1 305          | 0               |
| <b>34</b> | <b>JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX</b>                     |                                | <b>6 238</b>   | <b>6 238</b>   | <b>0</b>        |
|           | 0                                                      | Personnel Regime Général       | 3 139          | 3 139          | 0               |
|           | 7                                                      | Personnel Justice et Magistrat | 3 099          | 3 099          | 0               |
| <b>35</b> | <b>REFORMES INSTITUTIONNELLES</b>                      |                                | <b>170</b>     | <b>370</b>     | <b>200</b>      |
|           | 0                                                      | Personnel Regime Général       | 170            | 370            | 200             |
| <b>36</b> | <b>RELATIONS AVEC LE PARLEMENT</b>                     |                                | <b>1 378</b>   | <b>1 378</b>   | <b>0</b>        |
|           | 0                                                      | Personnel Regime Général       | 1 378          | 1 378          | 0               |
| <b>37</b> | <b>SANTE PUBLIQUE, HYGIENE ET PREVOYANCE SOCIALE</b>   |                                | <b>60 879</b>  | <b>60 879</b>  | <b>0</b>        |
|           | 0                                                      | Personnel Regime Général       | 7 087          | 7 087          | 0               |
|           | 4                                                      | Professionnels Santé           | 53 792         | 53 792         | 0               |
| <b>38</b> | <b>EDUCATION ET NOUVELLE CITOYENNETE</b>               |                                | <b>611 499</b> | <b>611 499</b> | <b>0</b>        |
|           | 0                                                      | Personnel Regime Général       | 878            | 878            | 0               |
|           | 3                                                      | Personnel Enseignant           | 610 485        | 610 485        | 0               |
|           | 9                                                      | Autres Catégories              | 136            | 136            | 0               |
| <b>40</b> | <b>ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE,</b>        |                                | <b>35 996</b>  | <b>35 996</b>  | <b>0</b>        |
|           | 0                                                      | Personnel Regime Général       | 0              | 0              | 0               |
|           | 4                                                      | Professionnels Santé           | 0              | 0              | 0               |
|           | 8                                                      | Personnel de l'ESU et de la RS | 35 996         | 35 996         | 0               |
| <b>41</b> | <b>RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION</b>            |                                | <b>6 979</b>   | <b>6 979</b>   | <b>0</b>        |
|           | 0                                                      | Personnel Regime Général       | 0              | 0              | 0               |
|           | 8                                                      | Personnel de l'ESU et de la RS | 6 979          | 6 979          | 0               |
| <b>42</b> | <b>INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS</b>              |                                | <b>16 485</b>  | <b>16 485</b>  | <b>0</b>        |
|           | 0                                                      | Personnel Regime Général       | 9 835          | 9 835          | 0               |
|           | 9                                                      | Autres Catégories              | 6 650          | 6 650          | 0               |
| <b>43</b> | <b>URBANISME ET HABITAT</b>                            |                                | <b>3 350</b>   | <b>3 350</b>   | <b>0</b>        |
|           | 0                                                      | Personnel Regime Général       | 3 350          | 3 350          | 0               |
|           | 9                                                      | Autres Catégories              | 0              | 0              | 0               |
| <b>44</b> | <b>AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE</b>             |                                | <b>11 121</b>  | <b>11 121</b>  | <b>0</b>        |
|           | 0                                                      | Personnel Regime Général       | 566            | 566            | 0               |
|           | 5                                                      | Professionnels Agri.           | 10 497         | 10 497         | 0               |
|           | 6                                                      | Militaire, Policier, Sécurité  | 58             | 58             | 0               |
| <b>45</b> | <b>DÉVELOPPEMENT RURAL</b>                             |                                | <b>5 915</b>   | <b>5 915</b>   | <b>0</b>        |
|           | 0                                                      | Personnel Regime Général       | 0              | 0              | 0               |

| SECTION   |                                                             | SPECIFICITE              | EFFECTIFS    |              | ACTION NOUVELLE |
|-----------|-------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------|--------------|-----------------|
|           |                                                             |                          | LFR 2026     | PLF 2027     |                 |
|           | 5                                                           | Professionnels Agri.     | 5 915        | 5 915        | 0               |
| <b>46</b> | <b>INDUSTRIE</b>                                            |                          | <b>3 560</b> | <b>3 560</b> | <b>0</b>        |
|           | 0                                                           | Personnel Regime Général | 3 390        | 3 390        | 0               |
|           | 9                                                           | Autres Catégories        | 170          | 170          | 0               |
| <b>47</b> | <b>COMMERCE EXTÉRIEUR</b>                                   |                          | <b>780</b>   | <b>780</b>   | <b>0</b>        |
|           | 0                                                           | Personnel Regime Général | 408          | 408          | 0               |
|           | 9                                                           | Autres Catégories        | 372          | 372          | 0               |
| <b>48</b> | <b>MINES</b>                                                |                          | <b>2 850</b> | <b>2 850</b> | <b>0</b>        |
|           | 0                                                           | Personnel Regime Général | 2 850        | 2 850        | 0               |
| <b>49</b> | <b>HYDROCARBURES</b>                                        |                          | <b>984</b>   | <b>984</b>   | <b>0</b>        |
|           | 0                                                           | Personnel Regime Général | 984          | 984          | 0               |
| <b>50</b> | <b>RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE</b>               |                          | <b>1 845</b> | <b>1 845</b> | <b>0</b>        |
|           | 0                                                           | Personnel Regime Général | 1 689        | 1 689        | 0               |
|           | 9                                                           | Autres Catégories        | 156          | 156          | 0               |
| <b>51</b> | <b>TRANSPORTS, VOIES DE COMMUNICATION ET DESENCLAVEMENT</b> |                          | <b>6 536</b> | <b>6 536</b> | <b>0</b>        |
|           | 0                                                           | Personnel Regime Général | 4 752        | 4 752        | 0               |
|           | 9                                                           | Autres Catégories        | 1 784        | 1 784        | 0               |
| <b>52</b> | <b>POSTES ET TELECOMMUNICATIONS</b>                         |                          | <b>1 517</b> | <b>1 517</b> | <b>0</b>        |
|           | 0                                                           | Personnel Regime Général | 1 287        | 1 287        | 0               |
|           | 9                                                           | Autres Catégories        | 230          | 230          | 0               |
| <b>53</b> | <b>COMMUNICATION ET MEDIAS</b>                              |                          | <b>7 038</b> | <b>7 038</b> | <b>0</b>        |
|           | 0                                                           | Personnel Regime Général | 732          | 732          | 0               |
|           | 9                                                           | Autres Catégories        | 6 306        | 6 306        | 0               |
| <b>54</b> | <b>DROITS HUMAINS</b>                                       |                          | <b>754</b>   | <b>754</b>   | <b>0</b>        |
|           | 0                                                           | Personnel Regime Général | 754          | 754          | 0               |
|           | 9                                                           | Autres Catégories        | 0            | 0            | 0               |
| <b>55</b> | <b>AFFAIRES FONCIERES</b>                                   |                          | <b>5 416</b> | <b>5 416</b> | <b>0</b>        |
|           | 0                                                           | Personnel Regime Général | 5 416        | 5 416        | 0               |
| <b>56</b> | <b>ENVIRONNEMENT, DEVELOPPEMENT DURABLE ET</b>              |                          | <b>9 864</b> | <b>9 864</b> | <b>0</b>        |
|           | 0                                                           | Personnel Regime Général | 6 062        | 6 062        | 0               |
|           | 9                                                           | Autres Catégories        | 3 802        | 3 802        | 0               |
| <b>57</b> | <b>TOURISME</b>                                             |                          | <b>3 083</b> | <b>3 083</b> | <b>0</b>        |
|           | 0                                                           | Personnel Regime Général | 2 260        | 2 260        | 0               |
|           | 9                                                           | Autres Catégories        | 823          | 823          | 0               |
| <b>58</b> | <b>CULTURE, ARTS ET PATRIMOINE</b>                          |                          | <b>6 944</b> | <b>6 944</b> | <b>0</b>        |
|           | 0                                                           | Personnel Regime Général | 2 240        | 2 240        | 0               |
|           | 9                                                           | Autres Catégories        | 4 704        | 4 704        | 0               |
| <b>59</b> | <b>JEUNESSE</b>                                             |                          | <b>2 931</b> | <b>2 931</b> | <b>0</b>        |
|           | 0                                                           | Personnel Regime Général | 2 931        | 2 931        | 0               |
|           | 9                                                           | Autres Catégories        | 0            | 0            | 0               |
| <b>60</b> | <b>SPORTS ET LOISIRS</b>                                    |                          | <b>1 669</b> | <b>1 669</b> | <b>0</b>        |
|           | 0                                                           | Personnel Regime Général | 1 346        | 1 346        | 0               |
|           | 9                                                           | Autres Catégories        | 323          | 323          | 0               |
| <b>61</b> | <b>FONCTION PUBLIQUE, MODERNISATION DE</b>                  |                          | <b>6 381</b> | <b>6 381</b> | <b>0</b>        |
|           | 0                                                           | Personnel Regime Général | 6 320        | 6 320        | 0               |
|           | 9                                                           | Autres Catégories        | 61           | 61           | 0               |
| <b>62</b> | <b>EMPLOI ET TRAVAIL</b>                                    |                          | <b>5 371</b> | <b>5 371</b> | <b>0</b>        |
|           | 0                                                           | Personnel Regime Général | 3 429        | 3 429        | 0               |
|           | 9                                                           | Autres Catégories        | 1 942        | 1 942        | 0               |
| <b>63</b> | <b>PREVOYANCE SOCIALE</b>                                   |                          | <b>650</b>   | <b>650</b>   | <b>0</b>        |
|           | 0                                                           | Personnel Regime Général | 550          | 550          | 0               |
|           | 9                                                           | Autres Catégories        | 100          | 100          | 0               |

| SECTION |                                                            |                                | EFFECTIFS |          | ACTION NOUVELLE |
|---------|------------------------------------------------------------|--------------------------------|-----------|----------|-----------------|
|         |                                                            |                                | LFR 2026  | PLF 2027 |                 |
| 64      | AFFAIRES SOCIALES, ACTIONS HUMANITAIRES ET                 |                                | 12 579    | 12 579   | 0               |
|         | 0                                                          | Personnel Regime Général       | 8 546     | 8 546    | 0               |
|         | 8                                                          | Personnel de l'ESU et de la RS | 0         | 0        | 0               |
|         | 9                                                          | Autres Catégories              | 4 033     | 4 033    | 0               |
| 65      | GENRE, FAMILLE ET ENFANT                                   |                                | 1 779     | 1 779    | 0               |
|         | 0                                                          | Personnel Regime Général       | 1 582     | 1 582    | 0               |
|         | 1                                                          | Personnels Politiques          | 0         | 0        | 0               |
|         | 9                                                          | Autres Catégories              | 197       | 197      | 0               |
| 68      | PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP                             |                                | 1 231     | 1 231    | 0               |
|         | 0                                                          | Personnel Regime Général       | 400       | 400      | 0               |
|         | 9                                                          | Autres Catégories              | 831       | 831      | 0               |
| 69      | INTEGRATION REGIONALE                                      |                                | 602       | 602      | 0               |
|         | 0                                                          | Personnel Regime Général       | 409       | 409      | 0               |
|         | 9                                                          | Autres Catégories              | 193       | 193      | 0               |
| 70      | ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE                         |                                | 1 299     | 1 299    | 0               |
|         | 0                                                          | Personnel Regime Général       | 1 227     | 1 227    | 0               |
|         | 9                                                          | Autres Catégories              | 72        | 72       | 0               |
| 71      | ECONOMIE NUMERIQUE                                         |                                | 438       | 438      | 0               |
|         | 0                                                          | Personnel Regime Général       | 438       | 438      | 0               |
| 74      | PORTEFEUILLE                                               |                                | 448       | 448      | 0               |
|         | 0                                                          | Personnel Regime Général       | 150       | 150      | 0               |
|         | 9                                                          | Autres Catégories              | 298       | 298      | 0               |
| 76      | COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA                 |                                | 0         | 0        | 0               |
|         | 1                                                          | Personnels Politiques          | 0         | 0        | 0               |
| 77      | COMMISSION ELECTORALE NATIONALE                            |                                | 3 186     | 3 186    | 0               |
|         | 0                                                          | Personnel Regime Général       | 63        | 63       | 0               |
|         | 9                                                          | Autres Catégories              | 3 123     | 3 123    | 0               |
| 78      | FORMATION PROFESSIONNELLE                                  |                                | 1 558     | 1 558    | 0               |
|         | 0                                                          | Personnel Regime Général       | 1 537     | 1 537    | 0               |
|         | 3                                                          | Personnel Enseignant           | 21        | 21       | 0               |
| 79      | CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE              |                                | 205       | 205      | 0               |
|         | 0                                                          | Personnel Regime Général       | 111       | 111      | 0               |
|         | 1                                                          | Personnels Politiques          | 94        | 94       | 0               |
|         | 9                                                          | Autres Catégories              | 0         | 0        | 0               |
| 80      | CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION |                                | 420       | 420      | 0               |
|         | 0                                                          | Personnel Regime Général       | 8         | 8        | 0               |
|         | 1                                                          | Personnels Politiques          | 412       | 412      | 0               |
|         | 9                                                          | Autres Catégories              | 0         | 0        | 0               |
| 81      | COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME                 |                                | 259       | 259      | 0               |
|         | 0                                                          | Personnel Regime Général       | 6         | 6        | 0               |
|         | 1                                                          | Personnels Politiques          | 253       | 253      | 0               |
| 82      | PECHE ET ELEVAGE                                           |                                | 2 442     | 2 442    | 0               |
|         | 0                                                          | Personnel Regime Général       | 2 171     | 2 171    | 0               |
|         | 5                                                          | Professionnels Agri.           | 271       | 271      | 0               |
|         | 9                                                          | Autres Catégories              | 0         | 0        | 0               |
| 83      | AFFAIRES COUTUMIERES                                       |                                | 7 038     | 7 038    | 0               |
|         | 0                                                          | Personnel Regime Général       | 7 038     | 7 038    | 0               |
| 84      | AMENAGEMENT DU TERRITOIRE                                  |                                | 2 148     | 2 148    | 0               |
|         | 0                                                          | Personnel Regime Général       | 2 148     | 2 148    | 0               |
| 85      | COUR DES COMPTES                                           |                                | 470       | 470      | 0               |

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

**ANNEXE XVII : PRESENTATION DES CREDITS PAR SECTION, PROGRAMME ET TITRE  
POUR L'EXERCICE 2027**

| SECTION   | PROGRAMME                                | TITRE                                                                                                | PROJET DE LOI<br>2027    |
|-----------|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| <b>10</b> | <b>PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE</b>       |                                                                                                      | <b>1 554 262 645 431</b> |
|           | <b>1</b>                                 | <b>Présidence de la République</b>                                                                   | <b>1 554 262 645 431</b> |
|           |                                          | 3 DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 570 959 891 765          |
|           |                                          | 4 BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 41 095 857 295           |
|           |                                          | 5 DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 274 526 268 230          |
|           |                                          | 6 TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 613 053 226 838          |
|           |                                          | 7 EQUIPEMENTS                                                                                        | 24 974 100 505           |
|           |                                          | 8 CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 29 653 300 798           |
| <b>11</b> | <b>PRIMATURE</b>                         |                                                                                                      | <b>737 717 520 834</b>   |
|           | <b>2</b>                                 | <b>Administration Générale de la Primature</b>                                                       | <b>681 826 486 290</b>   |
|           |                                          | 3 DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 116 151 138 327          |
|           |                                          | 4 BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 4 281 312 136            |
|           |                                          | 5 DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 6 150 978 714            |
|           |                                          | 6 TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 81 420 327 543           |
|           |                                          | 7 EQUIPEMENTS                                                                                        | 207 872 419 439          |
|           |                                          | 8 CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 265 950 310 131          |
|           | <b>3</b>                                 | <b>Coaching du Gouvernement A</b>                                                                    | <b>43 965 545 998</b>    |
|           |                                          | 3 DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 35 224 119 072           |
|           |                                          | 4 BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 689 266 181              |
|           |                                          | 5 DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 614 348 336            |
|           |                                          | 6 TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 6 437 812 409            |
|           |                                          | <b>BUDGET ANNEXE OU COMPTE SPECIAL</b>                                                               | <b>11 925 488 546</b>    |
|           |                                          | 3 DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 11 387 062 149           |
|           |                                          | 4 BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 135 030 452              |
|           |                                          | 5 DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 403 395 945              |
| <b>12</b> | <b>VICE-PRIMATURE</b>                    |                                                                                                      | <b>1 641 772 333</b>     |
|           | <b>21</b>                                | <b>Administration Générale de l'Intérieur et Sécurité</b>                                            | <b>273 628 723</b>       |
|           |                                          | 6 TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 273 628 723              |
|           | <b>26</b>                                | <b>Administration Générale de la Défense</b>                                                         | <b>273 628 722</b>       |
|           |                                          | 6 TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 273 628 722              |
|           | <b>33</b>                                | <b>Administration Générale de l'Economie Nationale</b>                                               | <b>273 628 722</b>       |
|           |                                          | 6 TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 273 628 722              |
|           | <b>39</b>                                | <b>Administration Générale du Budget</b>                                                             | <b>273 628 722</b>       |
|           |                                          | 6 TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 273 628 722              |
|           | <b>101</b>                               | <b>Administration Générale des Transports et Voies de communication</b>                              | <b>273 628 722</b>       |
|           |                                          | 6 TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 273 628 722              |
|           | <b>129</b>                               | <b>Administration Générale de la Fonction Publique</b>                                               | <b>273 628 722</b>       |
|           |                                          | 6 TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 273 628 722              |
| <b>15</b> | <b>CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX</b> |                                                                                                      | <b>32 343 735 366</b>    |
|           | <b>8</b>                                 | <b>Recherche et décoration des requérants</b>                                                        | <b>32 343 735 366</b>    |
|           |                                          | 3 DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 14 556 628 166           |
|           |                                          | 4 BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 8 391 913 706            |
|           |                                          | 5 DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 3 986 818 807            |
|           |                                          | 6 TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 4 029 517 784            |
|           |                                          | 7 EQUIPEMENTS                                                                                        | 125 360 000              |
|           |                                          | 8 CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 1 253 496 903            |
| <b>16</b> | <b>ASSEMBLEE NATIONALE</b>               |                                                                                                      | <b>979 393 032 946</b>   |
|           | <b>9</b>                                 | <b>Assemblée Nationale</b>                                                                           | <b>979 393 032 946</b>   |
|           |                                          | 3 DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 323 412 454 383          |
|           |                                          | 4 BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 5 094 534 305            |
|           |                                          | 5 DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 677 062 461            |
|           |                                          | 6 TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 597 139 630 231          |
|           |                                          | 7 EQUIPEMENTS                                                                                        | 14 950 488 634           |
|           |                                          | 8 CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 37 118 862 932           |
| <b>17</b> | <b>SÉNAT</b>                             |                                                                                                      | <b>375 361 010 886</b>   |

| SECTION | PROGRAMME                                                       | TITRE                                                                                              | PROJET DE LOI<br>2027 |
|---------|-----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 10      | Sénat                                                           |                                                                                                    | 375 361 010 886       |
|         | 3                                                               | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 122 655 609 957       |
|         | 4                                                               | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 5 737 771 550         |
|         | 5                                                               | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 4 822 188 983         |
|         | 6                                                               | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 234 558 803 137       |
|         | 7                                                               | EQUIPEMENTS                                                                                        | 3 966 656 459         |
|         | 8                                                               | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 3 619 980 800         |
| 19      | ORGANE EXÉCUTIF PROVINCIAL OU LOCAL                             |                                                                                                    | 985 000 000 000       |
| 154     | Coordination des Organes exécutifs provinciaux ou locaux        |                                                                                                    | 985 000 000 000       |
|         | 6                                                               | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 982 372 655 755       |
|         | 7                                                               | EQUIPEMENTS                                                                                        | 1 345 262 056         |
|         | 8                                                               | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 1 282 082 189         |
| 20      | POUVOIR JUDICIAIRE                                              |                                                                                                    | 773 410 712 628       |
| 11      | Pouvoir Judiciaire                                              |                                                                                                    | 773 410 712 628       |
|         | 3                                                               | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 593 303 547 190       |
|         | 4                                                               | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 28 849 291 199        |
|         | 5                                                               | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 26 090 152 928        |
|         | 6                                                               | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 97 560 791 416        |
|         | 7                                                               | EQUIPEMENTS                                                                                        | 1 700 000 000         |
|         | 8                                                               | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 25 906 929 894        |
| 21      | SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT                             |                                                                                                    | 124 667 734 654       |
| 2       | Administration Générale de la Primature                         |                                                                                                    | 124 667 734 654       |
|         | 3                                                               | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 78 809 943 923        |
|         | 4                                                               | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 427 494 102         |
|         | 5                                                               | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 5 979 344 151         |
|         | 6                                                               | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 38 133 591 506        |
|         | 7                                                               | EQUIPEMENTS                                                                                        | 317 360 972           |
| 22      | AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COOPERATION INTERNATIONALE ET FRANCOPHONIE |                                                                                                    | 500 332 245 179       |
| 12      | Administration Générale des Affaires Etrangères                 |                                                                                                    | 255 039 714 869       |
|         | 3                                                               | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 55 780 554 792        |
|         | 4                                                               | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 8 047 233 866         |
|         | 5                                                               | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 49 625 033 160        |
|         | 6                                                               | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 86 483 122 947        |
|         | 7                                                               | EQUIPEMENTS                                                                                        | 13 052 933 000        |
|         | 8                                                               | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 42 050 837 104        |
| 13      | Redynamisation de la diplomatie                                 |                                                                                                    | 152 950 173 672       |
|         | 3                                                               | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 97 694 335 918        |
|         | 4                                                               | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 701 014 797         |
|         | 5                                                               | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 53 554 822 957        |
| 14      | Promotion des relations avec les Organisations Internationales  |                                                                                                    | 89 606 262 985        |
|         | 3                                                               | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 3 497 652 823         |
|         | 4                                                               | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 423 819 490         |
|         | 5                                                               | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 3 492 798 552         |
|         | 6                                                               | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 80 685 115 120        |
|         | 7                                                               | EQUIPEMENTS                                                                                        | 506 877 000           |
| 15      | Congolais de l'étranger                                         |                                                                                                    | 1 179 769 326         |
|         | 3                                                               | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 74 495 362            |
|         | 4                                                               | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 247 181 092           |
|         | 5                                                               | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 817 058 567           |
|         | 6                                                               | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 41 034 305            |
|         | BUDGET ANNEXE OU COMPTE SPECIAL                                 |                                                                                                    | 1 556 324 327         |
|         | 3                                                               | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 115 442 965           |
|         | 4                                                               | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 754 485 108           |
|         | 5                                                               | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 686 396 254           |
| 23      | COOPÉRATION INTERNATIONNALE, REGIONALE ET FRANCOPHONIE          |                                                                                                    | 19 618 922 092        |
| 16      | Administration Générale de la Coopération Internationale        |                                                                                                    | 19 618 922 092        |
|         | 3                                                               | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 13 141 184 963        |
|         | 4                                                               | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 536 035 195         |

| SECTION   | PROGRAMME                                                            | TITRE                                                                                              | PROJET DE LOI<br>2027    |
|-----------|----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
|           | 5                                                                    | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 2 714 516 443            |
|           | 6                                                                    | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 257 291 333              |
|           | 7                                                                    | EQUIPEMENTS                                                                                        | 369 894 158              |
|           | 8                                                                    | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 1 600 000 000            |
| <b>24</b> | <b>DECENTRALISATION</b>                                              |                                                                                                    | <b>21 087 720 185</b>    |
|           | <b>18</b>                                                            | <b>Administration Générale de la Décentralisation</b>                                              | <b>18 558 876 307</b>    |
|           | 3                                                                    | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 12 562 633 942           |
|           | 4                                                                    | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 514 474 879              |
|           | 5                                                                    | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 2 185 577 931            |
|           | 6                                                                    | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 2 096 189 555            |
|           | 7                                                                    | EQUIPEMENTS                                                                                        | 200 000 000              |
|           | 8                                                                    | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 1 000 000 000            |
|           | <b>20</b>                                                            | <b>Décentralisation</b>                                                                            | <b>2 205 070 691</b>     |
|           | 3                                                                    | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 148 202 189              |
|           | 4                                                                    | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 339 506 058              |
|           | 5                                                                    | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 368 413 864            |
|           | 6                                                                    | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 348 948 580              |
|           |                                                                      | <b>BUDGET ANNEXE OU COMPTE SPECIAL</b>                                                             | <b>323 773 187</b>       |
|           | 3                                                                    | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 39 684 913               |
|           | 4                                                                    | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 78 683 032               |
|           | 5                                                                    | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 205 405 242              |
| <b>25</b> | <b>INTÉRIEUR, SECURITE, DECENTRALISATION ET AFFAIRES COUTUMIERES</b> |                                                                                                    | <b>3 921 548 410 469</b> |
|           | <b>21</b>                                                            | <b>Administration Générale de l'Intérieur et Sécurité</b>                                          | <b>1 579 000 237 291</b> |
|           | 3                                                                    | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 165 028 676 690          |
|           | 4                                                                    | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 549 387 802            |
|           | 5                                                                    | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 215 194 420 675          |
|           | 6                                                                    | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 975 811 006 201          |
|           | 7                                                                    | EQUIPEMENTS                                                                                        | 205 274 383 915          |
|           | 8                                                                    | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 16 142 362 008           |
|           | <b>22</b>                                                            | <b>Mise en œuvre de la Politique de la Sécurité intérieure et Extérieure</b>                       | <b>2 171 981 661 519</b> |
|           | 3                                                                    | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 1 745 994 234 943        |
|           | 4                                                                    | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 18 555 902 265           |
|           | 5                                                                    | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 256 985 533 138          |
|           | 6                                                                    | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 69 492 736 169           |
|           | 7                                                                    | EQUIPEMENTS                                                                                        | 28 393 671 014           |
|           | 8                                                                    | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 52 559 583 990           |
|           | <b>23</b>                                                            | <b>Administration du Territoire</b>                                                                | <b>58 774 104 458</b>    |
|           | 3                                                                    | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 44 006 591 730           |
|           | 4                                                                    | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 672 221 589              |
|           | 5                                                                    | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 13 336 985 712           |
|           | 6                                                                    | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 203 810 441              |
|           | 7                                                                    | EQUIPEMENTS                                                                                        | 554 494 986              |
|           |                                                                      | <b>BUDGET ANNEXE OU COMPTE SPECIAL</b>                                                             | <b>111 792 407 201</b>   |
|           | 3                                                                    | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 7 115 792 045            |
|           | 4                                                                    | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 368 409 788              |
|           | 5                                                                    | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 530 402 224            |
|           | 6                                                                    | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 90 711 250 000           |
|           | 7                                                                    | EQUIPEMENTS                                                                                        | 5 789 580 000            |
|           | 8                                                                    | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 6 276 973 144            |
| <b>26</b> | <b>RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES</b>                          |                                                                                                    | <b>6 813 253 562</b>     |
|           | <b>24</b>                                                            | <b>Gouvernance Démocratique</b>                                                                    | <b>69 102 220</b>        |
|           | 3                                                                    | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 33 528 510               |
|           | 4                                                                    | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 35 573 710               |
|           | <b>25</b>                                                            | <b>Administration Générale des Relations avec les partis politiques</b>                            | <b>6 675 704 668</b>     |
|           | 3                                                                    | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 4 778 057 910            |
|           | 4                                                                    | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 796 972 380              |
|           | 5                                                                    | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 455 823 278              |

| SECTION   | PROGRAMME                              | TITRE                                                                                              | PROJET DE LOI<br>2027    |
|-----------|----------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
|           | 8                                      | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 644 851 100              |
|           | <b>BUDGET ANNEXE OU COMPTE SPECIAL</b> |                                                                                                    | <b>68 446 674</b>        |
|           | 3                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 34 070 302               |
|           | 4                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 34 376 372               |
| <b>27</b> | <b>DEFENSE ET ANCIENS COMBATTANTS</b>  |                                                                                                    | <b>8 147 102 660 434</b> |
|           | <b>26</b>                              | <b>Administration Générale de la Défense</b>                                                       | <b>7 400 778 628 851</b> |
|           | 3                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 1 957 438 524 828        |
|           | 4                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 14 039 474 491           |
|           | 5                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 4 315 121 270 477        |
|           | 6                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 906 837 497 854          |
|           | 7                                      | EQUIPEMENTS                                                                                        | 159 886 656 670          |
|           | 8                                      | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 47 455 204 531           |
|           | <b>27</b>                              | <b>Formation et entraînement</b>                                                                   | <b>48 317 585 584</b>    |
|           | 3                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 6 236 269 510            |
|           | 4                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 9 606 140 299            |
|           | 5                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 23 972 397 203           |
|           | 6                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 6 672 937 009            |
|           | 7                                      | EQUIPEMENTS                                                                                        | 1 829 841 563            |
|           | <b>28</b>                              | <b>Equipement et matériels militaires</b>                                                          | <b>526 495 127 554</b>   |
|           | 3                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 2 805 194 197            |
|           | 4                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 516 257 441 900          |
|           | 5                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 5 692 371 474            |
|           | 8                                      | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 1 740 119 983            |
|           | <b>29</b>                              | <b>Infrastructures</b>                                                                             | <b>12 012 322 463</b>    |
|           | 3                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 374 499 777              |
|           | 4                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 5 393 905 538            |
|           | 5                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 794 338 689            |
|           | 6                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 2 075 595 388            |
|           | 8                                      | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 2 373 983 071            |
|           | <b>30</b>                              | <b>Opérations militaires</b>                                                                       | <b>80 717 970 134</b>    |
|           | 3                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 8 572 239 702            |
|           | 4                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 10 783 237 973           |
|           | 5                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 25 212 348 828           |
|           | 6                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 22 187 163 219           |
|           | 7                                      | EQUIPEMENTS                                                                                        | 12 405 374 162           |
|           | 8                                      | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 1 557 606 250            |
|           | <b>212</b>                             | <b>Production Militaire</b>                                                                        | <b>78 781 025 848</b>    |
|           | 3                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 600 372 976              |
|           | 4                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 697 379 752            |
|           | 5                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 2 935 739 377            |
|           | 6                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 11 290 911 695           |
|           | 7                                      | EQUIPEMENTS                                                                                        | 57 168 876 382           |
|           | 8                                      | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 5 087 745 666            |
| <b>28</b> | <b>ANCIENS COMBATTANTS</b>             |                                                                                                    | <b>39 712 669 633</b>    |
|           | <b>32</b>                              | <b>Anciens Combattants</b>                                                                         | <b>456 213 799</b>       |
|           | 3                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 192 938 146              |
|           | 4                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 155 835 064              |
|           | 5                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 37 753 242               |
|           | 6                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 69 687 347               |
|           | <b>177</b>                             | <b>Administration Générale des Anciens Combattants</b>                                             | <b>39 256 455 834</b>    |
|           | 3                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 6 813 104 079            |
|           | 4                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 106 430 419            |
|           | 5                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 471 097 524            |
|           | 6                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 4 665 823 812            |
|           | 7                                      | EQUIPEMENTS                                                                                        | 3 256 000 000            |
|           | 8                                      | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 21 944 000 000           |

| SECTION   | PROGRAMME                 | TITRE                                                                                              | PROJET DE LOI<br>2027    |
|-----------|---------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
| <b>29</b> | <b>ÉCONOMIE NATIONALE</b> |                                                                                                    | <b>55 448 515 550</b>    |
|           | <b>33</b>                 | <b>Administration Générale de l'Economie Nationale</b>                                             | <b>38 137 048 115</b>    |
|           | 3                         | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 26 773 654 087           |
|           | 4                         | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 954 079 172            |
|           | 5                         | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 3 705 748 436            |
|           | 6                         | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 405 948 981              |
|           | 7                         | EQUIPEMENTS                                                                                        | 1 390 606 272            |
|           | 8                         | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 3 907 011 167            |
|           | <b>34</b>                 | <b>Régulation de l'Economie</b>                                                                    | <b>17 311 467 435</b>    |
|           | 3                         | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 8 304 541 589            |
|           | 4                         | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 651 369 872              |
|           | 5                         | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 294 604 481            |
|           | 6                         | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 6 733 100 906            |
|           | 7                         | EQUIPEMENTS                                                                                        | 327 850 587              |
| <b>30</b> | <b>FINANCES</b>           |                                                                                                    | <b>8 014 770 574 353</b> |
|           | <b>35</b>                 | <b>Administration Générale des Finances</b>                                                        | <b>1 803 723 836 517</b> |
|           | 3                         | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 366 949 601 833          |
|           | 4                         | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 38 695 993 572           |
|           | 5                         | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 11 044 736 116           |
|           | 6                         | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 3 446 852 907            |
|           | 7                         | EQUIPEMENTS                                                                                        | 291 800 209 480          |
|           | 8                         | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 1 091 786 442 609        |
|           | <b>36</b>                 | <b>Appui à la Stabilisation du Cadre Macroéconomique</b>                                           | <b>1 049 179 447 237</b> |
|           | 2                         | FRAIS FINANCIERS                                                                                   | 1 026 878 613 823        |
|           | 3                         | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 10 632 838 190           |
|           | 4                         | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 137 938 846              |
|           | 5                         | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 11 202 178 338           |
|           | 6                         | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 327 878 040              |
|           | <b>37</b>                 | <b>Mobilisation des Recettes Publiques</b>                                                         | <b>2 432 617 767 574</b> |
|           | 3                         | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 77 365 066 215           |
|           | 6                         | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 2 352 867 454 822        |
|           | 7                         | EQUIPEMENTS                                                                                        | 200 000 000              |
|           | 8                         | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 2 185 246 537            |
|           | <b>38</b>                 | <b>Comptabilité Publique, Gestion de la Trésorerie et de la Dette publique et Secteur</b>          | <b>2 695 110 069 433</b> |
|           | 1                         | DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL                                                                          | 1 941 426 490 407        |
|           | 2                         | FRAIS FINANCIERS                                                                                   | 510 156 377 152          |
|           | 3                         | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 48 113 410 173           |
|           | 4                         | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 6 824 171 214            |
|           | 5                         | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 47 739 893 130           |
|           | 6                         | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 139 330 169 506          |
|           | 7                         | EQUIPEMENTS                                                                                        | 381 744 892              |
|           | 8                         | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 1 137 812 960            |
|           | <b>197</b>                | <b>Pilotage des Réformes des Finances Publiques</b>                                                | <b>34 139 453 592</b>    |
|           | 3                         | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 17 558 210 340           |
|           | 4                         | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 4 869 749 807            |
|           | 5                         | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 9 807 465 007            |
|           | 6                         | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 368 329 823              |
|           | 7                         | EQUIPEMENTS                                                                                        | 1 535 698 615            |
| <b>31</b> | <b>BUDGET</b>             |                                                                                                    | <b>1 306 488 834 483</b> |
|           | <b>39</b>                 | <b>Administration Générale du Budget</b>                                                           | <b>519 951 650 309</b>   |
|           | 3                         | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 403 472 858 565          |
|           | 4                         | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 23 470 726 027           |
|           | 5                         | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 46 327 710 226           |
|           | 6                         | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 24 828 313 142           |
|           | 7                         | EQUIPEMENTS                                                                                        | 15 078 912 349           |
|           | 8                         | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 6 773 130 000            |
|           | <b>40</b>                 | <b>Programmation et Budgétisation des Politiques publiques</b>                                     | <b>63 393 226 479</b>    |

| SECTION    | PROGRAMME                                              | TITRE                                                                                              | PROJET DE LOI<br>2027  |
|------------|--------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
|            | 3                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 18 124 600 000         |
|            | 4                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 4 083 722 000          |
|            | 5                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 29 122 982 428         |
|            | 6                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 561 922 051            |
|            | 7                                                      | EQUIPEMENTS                                                                                        | 500 000 000            |
|            | 8                                                      | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 11 000 000 000         |
| <b>41</b>  | <b>Contrôle et suivi l'exécution du Budget</b>         |                                                                                                    | <b>675 751 395 240</b> |
|            | 3                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 23 248 352 959         |
|            | 4                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 102 965 629 166        |
|            | 5                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 457 469 732 029        |
|            | 6                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 89 211 499 386         |
|            | 7                                                      | EQUIPEMENTS                                                                                        | 2 856 181 700          |
| <b>42</b>  | <b>Développement et Suivi des Performances</b>         |                                                                                                    | <b>3 640 099 194</b>   |
|            | 3                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 1 588 180 215          |
|            | 4                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 846 832 378            |
|            | 5                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 440 708 813            |
|            | 6                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 538 183 391            |
|            | 7                                                      | EQUIPEMENTS                                                                                        | 226 194 397            |
| <b>153</b> | <b>Gestion des Approvisionnements et Impression</b>    |                                                                                                    | <b>28 217 211 403</b>  |
|            | 3                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 27 859 025 618         |
|            | 4                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 293 488 492            |
|            | 5                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 64 697 293             |
|            | <b>BUDGET ANNEXE OU COMPTE SPECIAL</b>                 |                                                                                                    | <b>15 535 251 858</b>  |
|            | 3                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 15 400 213 164         |
|            | 4                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 135 038 694            |
| <b>32</b>  | <b>PLAN ET COORDINATION DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT</b> |                                                                                                    | <b>528 724 816 997</b> |
| <b>43</b>  | <b>Administration Générale du Plan</b>                 |                                                                                                    | <b>312 933 134 676</b> |
|            | 3                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 58 652 889 244         |
|            | 4                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 3 823 642 220          |
|            | 5                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 2 502 129 230          |
|            | 6                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 5 680 930 449          |
|            | 7                                                      | EQUIPEMENTS                                                                                        | 17 497 504 791         |
|            | 8                                                      | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 224 776 038 742        |
| <b>44</b>  | <b>Etudes et Planification du développment</b>         |                                                                                                    | <b>141 968 522 440</b> |
|            | 3                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 71 163 929 462         |
|            | 4                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 3 754 413 236          |
|            | 5                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 3 208 402 960          |
|            | 6                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 53 489 911 941         |
|            | 7                                                      | EQUIPEMENTS                                                                                        | 10 351 864 841         |
| <b>45</b>  | <b>Investissements et Promotion du partenariat</b>     |                                                                                                    | <b>73 823 159 881</b>  |
|            | 3                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 38 366 094 189         |
|            | 4                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 7 619 618 138          |
|            | 5                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 26 488 143 674         |
|            | 6                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 1 349 303 880          |
| <b>33</b>  | <b>RECONSTRUCTION</b>                                  |                                                                                                    | <b>13 616 759 853</b>  |
| <b>46</b>  | <b>Administration Générale de la Reconstruction</b>    |                                                                                                    | <b>13 313 579 969</b>  |
|            | 3                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 11 922 917 079         |
|            | 4                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 96 868 909             |
|            | 5                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 164 734 153            |
|            | 6                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 129 059 828            |
|            | 7                                                      | EQUIPEMENTS                                                                                        | 1 000 000 000          |
| <b>47</b>  | <b>Reconstruction</b>                                  |                                                                                                    | <b>303 179 884</b>     |
|            | 3                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 118 785 208            |
|            | 4                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 88 568 114             |
|            | 5                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 95 826 562             |
| <b>34</b>  | <b>JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX</b>                     |                                                                                                    | <b>200 641 968 633</b> |
| <b>48</b>  | <b>Administration Générale de la Justice</b>           |                                                                                                    | <b>173 941 713 387</b> |
|            | 3                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 63 832 986 199         |
|            | 4                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 7 887 231 436          |

| SECTION    | PROGRAMME                                                              | TITRE                                                                                              | PROJET DE LOI<br>2027    |
|------------|------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
|            | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 10 726 528 442           |
|            | 6                                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 4 210 948 856            |
|            | 7                                                                      | EQUIPEMENTS                                                                                        | 46 353 952 052           |
|            | 8                                                                      | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 40 930 066 402           |
| <b>49</b>  | <b>Affaires Juridiques et Judiciaires</b>                              |                                                                                                    | <b>3 619 449 786</b>     |
|            | 3                                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 187 682 551              |
|            | 4                                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 190 758 850              |
|            | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 309 737 355              |
|            | 6                                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 2 931 271 030            |
| <b>50</b>  | <b>Affaires pénitentiaires et assistance aux victimes</b>              |                                                                                                    | <b>10 106 752 394</b>    |
|            | 3                                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 506 755 580              |
|            | 4                                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 4 026 936 007            |
|            | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 040 941 138            |
|            | 6                                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 4 532 119 669            |
| <b>51</b>  | <b>Contentieux de l'Etat</b>                                           |                                                                                                    | <b>3 334 988 755</b>     |
|            | 3                                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 50 483 390               |
|            | 4                                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 50 622 972               |
|            | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 151 881 578              |
|            | 6                                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 3 082 000 815            |
| <b>52</b>  | <b>Modernisation du droit des affaires</b>                             |                                                                                                    | <b>9 639 064 311</b>     |
|            | 3                                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 8 991 175 586            |
|            | 4                                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 142 473 335              |
|            | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 184 802 681              |
|            | 6                                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 320 612 709              |
| <b>35</b>  | <b>REFORMES INSTITUTIONNELLES</b>                                      |                                                                                                    | <b>35 483 456 097</b>    |
| <b>53</b>  | <b>Administration Générale des Réformes Institutionnelles</b>          |                                                                                                    | <b>31 548 397 629</b>    |
|            | 3                                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 13 063 864 950           |
|            | 4                                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 2 048 197 432            |
|            | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 2 447 092 531            |
|            | 6                                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 3 129 584 444            |
|            | 7                                                                      | EQUIPEMENTS                                                                                        | 8 484 866 067            |
|            | 8                                                                      | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 2 374 792 205            |
| <b>193</b> | <b>Réformes institutionnelles</b>                                      |                                                                                                    | <b>3 935 058 468</b>     |
|            | 3                                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 1 435 958 157            |
|            | 4                                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 689 206 778            |
|            | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 183 358 203              |
|            | 6                                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 626 535 330              |
| <b>36</b>  | <b>RELATIONS AVEC LE PARLEMENT</b>                                     |                                                                                                    | <b>87 615 751 007</b>    |
| <b>54</b>  | <b>Administration Générale des Relations avec le Parlement</b>         |                                                                                                    | <b>87 115 530 247</b>    |
|            | 3                                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 38 989 965 857           |
|            | 4                                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 11 028 488 562           |
|            | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 12 261 348 291           |
|            | 6                                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 19 700 091 722           |
|            | 7                                                                      | EQUIPEMENTS                                                                                        | 1 135 635 815            |
|            | 8                                                                      | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 4 000 000 000            |
| <b>56</b>  | <b>Coopération parlementaire et gestion des Divisions provinciales</b> |                                                                                                    | <b>331 693 162</b>       |
|            | 3                                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 149 251 791              |
|            | 4                                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 169 304 684              |
|            | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 13 136 687               |
| <b>57</b>  | <b>Gouvernance harmonieuse et connaissance des lois</b>                |                                                                                                    | <b>168 527 598</b>       |
|            | 3                                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 66 152 610               |
|            | 4                                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 90 283 161               |
|            | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 12 091 827               |
| <b>37</b>  | <b>SANTE PUBLIQUE, HYGIENE ET PREVOYANCE SOCIALE</b>                   |                                                                                                    | <b>3 944 715 397 670</b> |
| <b>58</b>  | <b>Administration Générale de la Santé</b>                             |                                                                                                    | <b>3 431 804 469 269</b> |
|            | 3                                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 1 578 423 964 664        |
|            | 4                                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 10 018 022 713           |
|            | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 18 187 920 473           |
|            | 6                                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 19 708 219 259           |

| SECTION   | PROGRAMME                                                                          | TITRE                                                                                              | PROJET DE LOI<br>2027    |
|-----------|------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
|           | 7                                                                                  | EQUIPEMENTS                                                                                        | 1 545 167 149 047        |
|           | 8                                                                                  | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 260 299 193 114          |
| <b>59</b> | <b>Prestations de services de santé et continuité des soins</b>                    |                                                                                                    | <b>288 241 652 013</b>   |
|           | 3                                                                                  | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 11 993 097 339           |
|           | 4                                                                                  | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 158 877 839 405          |
|           | 5                                                                                  | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 23 522 408 869           |
|           | 6                                                                                  | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 56 101 900 005           |
|           | 7                                                                                  | EQUIPEMENTS                                                                                        | 10 000 000 000           |
|           | 8                                                                                  | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 27 746 406 395           |
| <b>60</b> | <b>Lutte contre la maladie</b>                                                     |                                                                                                    | <b>224 669 276 388</b>   |
|           | 3                                                                                  | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 2 284 575 038            |
|           | 4                                                                                  | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 37 819 682 227           |
|           | 5                                                                                  | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 57 371 929 879           |
|           | 6                                                                                  | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 111 635 118 188          |
|           | 7                                                                                  | EQUIPEMENTS                                                                                        | 12 507 971 056           |
|           | 8                                                                                  | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 3 050 000 000            |
| <b>38</b> | <b>EDUCATION ET NOUVELLE CITOYENNETE</b>                                           |                                                                                                    | <b>5 118 429 353 868</b> |
| <b>61</b> | <b>Administration Générale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique</b> |                                                                                                    | <b>1 224 585 494 204</b> |
|           | 3                                                                                  | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 176 224 703 719          |
|           | 4                                                                                  | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 14 139 733 976           |
|           | 5                                                                                  | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 46 885 178 105           |
|           | 6                                                                                  | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 104 573 285 549          |
|           | 7                                                                                  | EQUIPEMENTS                                                                                        | 493 314 376 577          |
|           | 8                                                                                  | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 389 448 216 278          |
| <b>62</b> | <b>Enseignement Secondaire Général et Technique</b>                                |                                                                                                    | <b>11 512 875 538</b>    |
|           | 3                                                                                  | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 585 320 655              |
|           | 4                                                                                  | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 187 736 714              |
|           | 5                                                                                  | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 2 650 516 569            |
|           | 7                                                                                  | EQUIPEMENTS                                                                                        | 8 089 301 600            |
| <b>63</b> | <b>Enseignement Pré-Scolaire et Primaire</b>                                       |                                                                                                    | <b>3 307 151 223 392</b> |
|           | 3                                                                                  | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 3 087 707 968 540        |
|           | 4                                                                                  | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 6 792 120 978            |
|           | 5                                                                                  | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 66 197 239 870           |
|           | 6                                                                                  | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 144 799 728 804          |
|           | 7                                                                                  | EQUIPEMENTS                                                                                        | 1 654 165 200            |
| <b>64</b> | <b>Evaluation pédagogique et Formation continue</b>                                |                                                                                                    | <b>573 346 858 817</b>   |
|           | 3                                                                                  | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 127 265 930 265          |
|           | 4                                                                                  | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 21 676 751 699           |
|           | 5                                                                                  | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 213 556 947 303          |
|           | 6                                                                                  | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 189 364 288 446          |
|           | 7                                                                                  | EQUIPEMENTS                                                                                        | 21 482 941 104           |
|           | <b>BUDGET ANNEXE OU COMPTE SPECIAL</b>                                             |                                                                                                    | <b>1 832 901 917</b>     |
|           | 3                                                                                  | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 174 156 399              |
|           | 4                                                                                  | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 202 439 714              |
|           | 5                                                                                  | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 456 305 804            |
| <b>40</b> | <b>ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE, RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOV</b>    |                                                                                                    | <b>1 074 866 910 113</b> |
| <b>67</b> | <b>Administration Générale de l'Enseignement Supérieur et Universitaire</b>        |                                                                                                    | <b>140 880 489 781</b>   |
|           | 3                                                                                  | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 69 451 775 170           |
|           | 4                                                                                  | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 2 609 961 550            |
|           | 5                                                                                  | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 5 761 686 194            |
|           | 6                                                                                  | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 34 518 975 900           |
|           | 7                                                                                  | EQUIPEMENTS                                                                                        | 5 775 820 073            |
|           | 8                                                                                  | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 22 762 270 894           |
| <b>68</b> | <b>Enseignement Supérieur et Universitaire</b>                                     |                                                                                                    | <b>380 066 984 238</b>   |
|           | 3                                                                                  | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 375 789 433 023          |
|           | 4                                                                                  | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 377 965 470              |
|           | 5                                                                                  | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 509 955 460              |

| SECTION    | PROGRAMME                                                                               | TITRE                                                                                           | PROJET DE LOI<br>2027    |
|------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
|            | 6                                                                                       | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 3 389 630 285            |
| <b>69</b>  | <b>Recherche scientifique et universitaire</b>                                          |                                                                                                 | <b>296 289 916 212</b>   |
|            | 3                                                                                       | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 291 203 501 007          |
|            | 4                                                                                       | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 60 857 456               |
|            | 5                                                                                       | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 147 116 304              |
|            | 6                                                                                       | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 4 878 441 445            |
| <b>70</b>  | <b>Enseignement Supérieur Pédagogique</b>                                               |                                                                                                 | <b>257 629 519 882</b>   |
|            | 3                                                                                       | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 254 865 333 280          |
|            | 6                                                                                       | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 2 764 186 602            |
| <b>41</b>  | <b>RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE</b>                               |                                                                                                 | <b>336 839 906 275</b>   |
| <b>71</b>  | <b>Administration Générale de la Recherche Scientifique et Innovation technologique</b> |                                                                                                 | <b>103 392 384 610</b>   |
|            | 3                                                                                       | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 65 157 344 124           |
|            | 4                                                                                       | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 5 384 126 375            |
|            | 5                                                                                       | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 10 602 419 839           |
|            | 6                                                                                       | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 2 180 416 697            |
|            | 7                                                                                       | EQUIPEMENTS                                                                                     | 11 981 240 983           |
|            | 8                                                                                       | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 8 086 836 592            |
| <b>72</b>  | <b>Promotion de la recherche et application de la Science, la Technologie et de</b>     |                                                                                                 | <b>10 829 970 408</b>    |
|            | 3                                                                                       | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 1 318 117 773            |
|            | 4                                                                                       | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 2 255 640 434            |
|            | 5                                                                                       | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 4 789 021 095            |
|            | 6                                                                                       | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 2 467 191 106            |
| <b>73</b>  | <b>Valorisation des résultats de recherche</b>                                          |                                                                                                 | <b>207 406 648 627</b>   |
|            | 3                                                                                       | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 89 801 365 200           |
|            | 6                                                                                       | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 112 453 769 322          |
|            | 7                                                                                       | EQUIPEMENTS                                                                                     | 5 151 514 105            |
| <b>183</b> | <b>Protection contre les dangers des rayonnements ionisants (Nucléaires et</b>          |                                                                                                 | <b>15 210 902 630</b>    |
|            | 3                                                                                       | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 12 531 665 273           |
|            | 6                                                                                       | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 2 679 237 357            |
| <b>42</b>  | <b>INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS</b>                                               |                                                                                                 | <b>2 711 242 327 749</b> |
| <b>74</b>  | <b>Administration Générale des Infrastructures et Travaux publics</b>                   |                                                                                                 | <b>1 625 902 678 495</b> |
|            | 3                                                                                       | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 66 309 681 314           |
|            | 4                                                                                       | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 9 123 506 183            |
|            | 5                                                                                       | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 9 529 047 602            |
|            | 6                                                                                       | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 2 167 857 022            |
|            | 7                                                                                       | EQUIPEMENTS                                                                                     | 9 815 715 995            |
|            | 8                                                                                       | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 1 528 956 870 379        |
| <b>75</b>  | <b>Routes et voiries urbaines</b>                                                       |                                                                                                 | <b>1 050 515 471 623</b> |
|            | 3                                                                                       | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 102 290 110 401          |
|            | 4                                                                                       | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 183 956 619              |
|            | 5                                                                                       | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 632 268 402              |
|            | 6                                                                                       | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 408 007 130              |
|            | 7                                                                                       | EQUIPEMENTS                                                                                     | 5 024 137 000            |
|            | 8                                                                                       | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 941 976 992 071          |
| <b>76</b>  | <b>Parc immobilier et automobiles de l'Etat</b>                                         |                                                                                                 | <b>34 824 177 632</b>    |
|            | 3                                                                                       | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 6 184 751 376            |
|            | 4                                                                                       | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 659 050 142              |
|            | 5                                                                                       | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 1 797 044 173            |
|            | 6                                                                                       | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 4 108 012 722            |
|            | 8                                                                                       | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 22 075 319 219           |
| <b>43</b>  | <b>URBANISME ET HABITAT</b>                                                             |                                                                                                 | <b>74 890 081 988</b>    |
| <b>77</b>  | <b>Administration Générale de l'Urbanisme et Habitat</b>                                |                                                                                                 | <b>63 045 742 639</b>    |
|            | 3                                                                                       | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 26 243 679 085           |
|            | 4                                                                                       | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 3 062 868 673            |
|            | 5                                                                                       | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 2 453 505 846            |
|            | 6                                                                                       | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 11 000 000 000           |
|            | 7                                                                                       | EQUIPEMENTS                                                                                     | 9 144 701 223            |

| SECTION   | PROGRAMME                                  | TITRE                                                                                           | PROJET DE LOI<br>2027    |
|-----------|--------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
|           | 8                                          | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 11 140 987 812           |
|           | <b>79</b>                                  | <b>Amélioration de l'habitat</b>                                                                | <b>10 681 015 344</b>    |
|           | 3                                          | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 4 469 991 291            |
|           | 4                                          | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 101 583 460              |
|           | 5                                          | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 787 333 527              |
|           | 6                                          | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 5 322 107 066            |
|           | <b>185</b>                                 | <b>Viabilisation de zones urbaines, peri-urbaines et rurales</b>                                | <b>1 163 324 005</b>     |
|           | 3                                          | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 239 249 981              |
|           | 4                                          | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 209 277 966              |
|           | 5                                          | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 714 796 058              |
| <b>44</b> | <b>AGRICULTURE ET SECURITE ALIMENTAIRE</b> |                                                                                                 | <b>1 275 338 537 240</b> |
|           | <b>80</b>                                  | <b>Administration Générale de l'Agriculture</b>                                                 | <b>1 228 426 477 785</b> |
|           | 3                                          | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 87 871 202 401           |
|           | 4                                          | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 6 046 697 516            |
|           | 5                                          | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 8 250 481 806            |
|           | 6                                          | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 17 537 160 431           |
|           | 7                                          | EQUIPEMENTS                                                                                     | 971 866 231 130          |
|           | 8                                          | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 136 854 704 501          |
|           | <b>81</b>                                  | <b>Développement des Filières végétales</b>                                                     | <b>46 912 059 455</b>    |
|           | 3                                          | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 6 554 999 564            |
|           | 4                                          | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 11 965 807 889           |
|           | 5                                          | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 7 198 992 755            |
|           | 6                                          | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 6 963 145 850            |
|           | 8                                          | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 14 229 113 397           |
| <b>45</b> | <b>DÉVELOPPEMENT RURAL</b>                 |                                                                                                 | <b>951 314 502 053</b>   |
|           | <b>84</b>                                  | <b>Administration Générale du Développement Rural</b>                                           | <b>886 396 893 064</b>   |
|           | 3                                          | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 44 276 960 501           |
|           | 4                                          | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 6 891 577 084            |
|           | 5                                          | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 11 517 400 831           |
|           | 6                                          | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 14 630 481 211           |
|           | 7                                          | EQUIPEMENTS                                                                                     | 500 315 579 853          |
|           | 8                                          | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 308 764 893 584          |
|           | <b>85</b>                                  | <b>Développement des infrastructures rurales</b>                                                | <b>30 590 745 510</b>    |
|           | 3                                          | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 9 184 855 748            |
|           | 4                                          | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 611 025 034              |
|           | 5                                          | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 1 314 349 547            |
|           | 6                                          | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 1 792 010 584            |
|           | 7                                          | EQUIPEMENTS                                                                                     | 13 000 000 000           |
|           | 8                                          | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 4 688 504 597            |
|           | <b>180</b>                                 | <b>Accompagnement des populations paysannes</b>                                                 | <b>34 326 863 479</b>    |
|           | 3                                          | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 5 662 824 059            |
|           | 4                                          | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 1 418 692 464            |
|           | 5                                          | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 716 642 359              |
|           | 6                                          | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 400 000 000              |
|           | 7                                          | EQUIPEMENTS                                                                                     | 3 500 000 000            |
|           | 8                                          | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 22 628 704 597           |
| <b>46</b> | <b>INDUSTRIE</b>                           |                                                                                                 | <b>127 554 481 348</b>   |
|           | <b>86</b>                                  | <b>Administration Générale de l'Industrie</b>                                                   | <b>80 408 249 006</b>    |
|           | 3                                          | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 19 351 536 356           |
|           | 4                                          | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 1 658 777 294            |
|           | 5                                          | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 1 580 403 343            |
|           | 6                                          | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 3 301 895 797            |
|           | 7                                          | EQUIPEMENTS                                                                                     | 29 908 967 203           |
|           | 8                                          | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 24 606 669 013           |
|           | <b>87</b>                                  | <b>Développement du secteur de l'industrie</b>                                                  | <b>47 146 232 342</b>    |
|           | 3                                          | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 38 685 647 997           |

| SECTION   | PROGRAMME                                     | TITRE                                                                                           | PROJET DE LOI<br>2027    |
|-----------|-----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------|
|           | 4                                             | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 129 977 902              |
|           | 5                                             | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 493 782 792              |
|           | 6                                             | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 7 836 823 651            |
| <b>47</b> | <b>COMMERCE EXTERIEUR</b>                     |                                                                                                 | <b>91 496 938 279</b>    |
|           | <b>89</b>                                     | <b>Administration Générale du Commerce Extérieur</b>                                            | <b>37 269 798 985</b>    |
|           | 3                                             | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 13 495 076 951           |
|           | 4                                             | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 1 784 352 696            |
|           | 5                                             | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 1 445 271 431            |
|           | 6                                             | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 115 877 449              |
|           | 7                                             | EQUIPEMENTS                                                                                     | 9 174 673 054            |
|           | 8                                             | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 11 254 547 404           |
|           | <b>90</b>                                     | <b>Commerce extérieur</b>                                                                       | <b>54 227 139 294</b>    |
|           | 3                                             | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 14 687 948 822           |
|           | 4                                             | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 431 358 828              |
|           | 5                                             | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 1 110 469 681            |
|           | 6                                             | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 22 884 122 551           |
|           | 8                                             | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 15 113 239 412           |
| <b>48</b> | <b>MINES</b>                                  |                                                                                                 | <b>98 299 829 859</b>    |
|           | <b>91</b>                                     | <b>Administration Générale des Mines</b>                                                        | <b>46 636 479 829</b>    |
|           | 3                                             | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 18 041 983 990           |
|           | 4                                             | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 3 155 349 146            |
|           | 5                                             | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 3 091 165 552            |
|           | 6                                             | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 1 069 702 736            |
|           | 7                                             | EQUIPEMENTS                                                                                     | 21 278 278 405           |
|           | <b>92</b>                                     | <b>Recherches Géologiques et Minières</b>                                                       | <b>5 993 722 183</b>     |
|           | 3                                             | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 266 083 923              |
|           | 4                                             | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 274 235 260              |
|           | 5                                             | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 245 850 591              |
|           | 6                                             | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 5 207 552 409            |
|           | <b>93</b>                                     | <b>Gestion et Contrôle des Activités minières</b>                                               | <b>45 669 627 847</b>    |
|           | 3                                             | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 1 810 686 192            |
|           | 4                                             | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 1 812 470 157            |
|           | 5                                             | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 1 737 663 195            |
|           | 6                                             | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 40 308 808 303           |
| <b>49</b> | <b>HYDROCARBURES</b>                          |                                                                                                 | <b>46 379 018 269</b>    |
|           | <b>94</b>                                     | <b>Administration Générale des Hydrocarbures</b>                                                | <b>45 757 512 577</b>    |
|           | 3                                             | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 11 087 357 957           |
|           | 4                                             | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 2 430 871 028            |
|           | 5                                             | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 938 652 938              |
|           | 6                                             | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 272 467 132              |
|           | 7                                             | EQUIPEMENTS                                                                                     | 14 921 004 780           |
|           | 8                                             | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 16 107 158 742           |
|           | <b>95</b>                                     | <b>Amont Pétrolier</b>                                                                          | <b>389 696 462</b>       |
|           | 3                                             | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 126 675 150              |
|           | 4                                             | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 78 813 347               |
|           | 5                                             | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 184 207 965              |
|           | <b>96</b>                                     | <b>Aval Pétrolier</b>                                                                           | <b>231 809 230</b>       |
|           | 3                                             | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 41 847 723               |
|           | 4                                             | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 65 034 360               |
|           | 5                                             | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 124 927 147              |
| <b>50</b> | <b>RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE</b> |                                                                                                 | <b>1 241 388 377 578</b> |
|           | <b>97</b>                                     | <b>Administration Générale des Ressources Hydraulique et de l'Electricité</b>                   | <b>1 062 926 341 116</b> |
|           | 3                                             | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 15 712 470 307           |
|           | 4                                             | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 2 280 986 546            |
|           | 5                                             | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 1 083 240 576            |
|           | 6                                             | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 947 843 738              |
|           | 7                                             | EQUIPEMENTS                                                                                     | 586 018 001 427          |
|           | 8                                             | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 456 883 798 522          |

| SECTION   | PROGRAMME                                                   | TITRE                                                                                              | PROJET DE LOI<br>2027  |
|-----------|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
|           | <b>98</b>                                                   | <b>Développement de Ressources Energetiques et Gestion de Combustibles</b>                         | <b>162 808 203 992</b> |
|           | 3                                                           | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 8 810 340 160          |
|           | 4                                                           | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 233 588 202            |
|           | 5                                                           | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 224 746 375            |
|           | 6                                                           | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 20 558 736 118         |
|           | 7                                                           | EQUIPEMENTS                                                                                        | 8 935 146 709          |
|           | 8                                                           | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 124 045 646 428        |
|           | <b>99</b>                                                   | <b>Eau potable</b>                                                                                 | <b>15 390 059 808</b>  |
|           | 3                                                           | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 245 731 682            |
|           | 4                                                           | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 102 206 935            |
|           | 5                                                           | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 92 585 400             |
|           | 7                                                           | EQUIPEMENTS                                                                                        | 300 000 000            |
|           | 8                                                           | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 14 649 535 791         |
|           |                                                             | <b>BUDGET ANNEXE OU COMPTE SPECIAL</b>                                                             | <b>263 772 662</b>     |
|           | 3                                                           | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 159 914 765            |
|           | 4                                                           | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 103 857 897            |
| <b>51</b> | <b>TRANSPORTS, VOIES DE COMMUNICATION ET DESENCLEVEMENT</b> |                                                                                                    | <b>747 682 412 148</b> |
|           | <b>101</b>                                                  | <b>Administration Générale des Transports et Voies de communication</b>                            | <b>543 527 202 644</b> |
|           | 3                                                           | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 90 100 227 155         |
|           | 4                                                           | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 19 794 166 318         |
|           | 5                                                           | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 256 413 909          |
|           | 6                                                           | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 3 812 290 174          |
|           | 7                                                           | EQUIPEMENTS                                                                                        | 92 170 627 387         |
|           | 8                                                           | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 336 393 477 701        |
|           | <b>102</b>                                                  | <b>Réglementation et développement des plateformes de transports multi-modales</b>                 | <b>204 155 209 504</b> |
|           | 3                                                           | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 27 661 689 559         |
|           | 4                                                           | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 595 115 270            |
|           | 5                                                           | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 914 189 533            |
|           | 6                                                           | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 20 925 051 810         |
|           | 7                                                           | EQUIPEMENTS                                                                                        | 67 144 863 088         |
|           | 8                                                           | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 86 914 300 244         |
| <b>52</b> | <b>POSTES ET TELECOMMUNICATIONS</b>                         |                                                                                                    | <b>84 546 674 366</b>  |
|           | <b>104</b>                                                  | <b>Administration Générale des Postes, télécommunications et nouvelles</b>                         | <b>59 769 919 159</b>  |
|           | 3                                                           | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 34 506 222 341         |
|           | 4                                                           | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 5 619 239 378          |
|           | 5                                                           | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 922 320 275          |
|           | 6                                                           | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 3 827 486 213          |
|           | 7                                                           | EQUIPEMENTS                                                                                        | 2 559 447 984          |
|           | 8                                                           | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 11 335 202 968         |
|           | <b>105</b>                                                  | <b>Développement du secteur postal</b>                                                             | <b>9 066 925 220</b>   |
|           | 3                                                           | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 130 055 641            |
|           | 4                                                           | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 62 053 277             |
|           | 5                                                           | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 113 000 000            |
|           | 6                                                           | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 757 816 302            |
|           | 7                                                           | EQUIPEMENTS                                                                                        | 8 004 000 000          |
|           | <b>106</b>                                                  | <b>Développement des télécommunications et NTIC</b>                                                | <b>15 709 829 987</b>  |
|           | 3                                                           | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 12 152 146 227         |
|           | 4                                                           | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 181 828 910            |
|           | 5                                                           | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 150 000 000            |
|           | 6                                                           | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 3 225 854 850          |
| <b>53</b> | <b>COMMUNICATION ET MEDIAS</b>                              |                                                                                                    | <b>227 020 253 073</b> |
|           | <b>107</b>                                                  | <b>Administration Générale de la Communication et Médias</b>                                       | <b>77 311 722 330</b>  |
|           | 3                                                           | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 27 311 016 042         |
|           | 4                                                           | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 2 575 618 992          |
|           | 5                                                           | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 2 787 546 722          |
|           | 6                                                           | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 44 322 369 261         |
|           | 7                                                           | EQUIPEMENTS                                                                                        | 315 171 313            |

| SECTION   | PROGRAMME                                                                  | TITRE                                                                                              | PROJET DE LOI<br>2027  |
|-----------|----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
|           | <b>108</b>                                                                 | <b>Médias</b>                                                                                      | <b>1 159 276 309</b>   |
|           | 3                                                                          | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 249 151 977            |
|           | 4                                                                          | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 603 098 030            |
|           | 5                                                                          | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 307 026 302            |
|           | <b>109</b>                                                                 | <b>Communication</b>                                                                               | <b>148 549 254 434</b> |
|           | 3                                                                          | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 138 340 577 684        |
|           | 6                                                                          | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 4 215 393 678          |
|           | 7                                                                          | EQUIPEMENTS                                                                                        | 2 929 028 370          |
|           | 8                                                                          | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 3 064 254 702          |
| <b>54</b> | <b>DROITS HUMAINS</b>                                                      |                                                                                                    | <b>29 708 290 783</b>  |
|           | <b>110</b>                                                                 | <b>Administration Générale des Droits Humains</b>                                                  | <b>20 160 254 041</b>  |
|           | 3                                                                          | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 10 467 688 409         |
|           | 4                                                                          | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 723 841 780          |
|           | 5                                                                          | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 802 152 758          |
|           | 6                                                                          | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 1 461 294 444          |
|           | 7                                                                          | EQUIPEMENTS                                                                                        | 2 057 156 325          |
|           | 8                                                                          | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 2 648 120 325          |
|           | <b>111</b>                                                                 | <b>Promotion et protection des Droits Humains</b>                                                  | <b>9 548 036 742</b>   |
|           | 3                                                                          | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 2 065 269 205          |
|           | 4                                                                          | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 565 016 023            |
|           | 5                                                                          | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 164 479 181            |
|           | 6                                                                          | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 6 753 272 333          |
| <b>55</b> | <b>AFFAIRES FONCIERES</b>                                                  |                                                                                                    | <b>48 744 396 241</b>  |
|           | <b>112</b>                                                                 | <b>Administration Générale des Affaires Foncières</b>                                              | <b>45 801 684 351</b>  |
|           | 3                                                                          | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 34 561 733 129         |
|           | 4                                                                          | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 895 405 263          |
|           | 5                                                                          | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 2 058 225 350          |
|           | 6                                                                          | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 259 337 555            |
|           | 7                                                                          | EQUIPEMENTS                                                                                        | 3 576 752 454          |
|           | 8                                                                          | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 3 450 230 600          |
|           | <b>113</b>                                                                 | <b>Accès au Foncier</b>                                                                            | <b>1 031 430 950</b>   |
|           | 4                                                                          | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 423 356 477            |
|           | 5                                                                          | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 507 969 031            |
|           | 6                                                                          | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 100 105 442            |
|           | <b>114</b>                                                                 | <b>Domaine foncier privé de l'Etat</b>                                                             | <b>1 911 280 940</b>   |
|           | 4                                                                          | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 50 986 525             |
|           | 5                                                                          | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 93 695 995             |
|           | 6                                                                          | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 1 766 598 420          |
| <b>56</b> | <b>ENVIRONNEMENT, DEVELOPPEMENT DURABLE ET NOUVELLE ECONOMIE DU CLIMAT</b> |                                                                                                    | <b>303 261 581 031</b> |
|           | <b>115</b>                                                                 | <b>Administration Générale de l'Environnement et Conservation de la nature</b>                     | <b>8 878 813 039</b>   |
|           | 3                                                                          | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 1 394 249 848          |
|           | 4                                                                          | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 2 203 506 926          |
|           | 5                                                                          | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 923 402 890            |
|           | 6                                                                          | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 2 000 000 000          |
|           | 7                                                                          | EQUIPEMENTS                                                                                        | 1 440 500 000          |
|           | 8                                                                          | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 917 153 375            |
|           | <b>116</b>                                                                 | <b>Environnement et cadre de vie</b>                                                               | <b>11 949 811 567</b>  |
|           | 3                                                                          | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 11 209 577 676         |
|           | 4                                                                          | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 171 301 638            |
|           | 5                                                                          | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 355 776 677            |
|           | 6                                                                          | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 213 155 576            |
|           | <b>117</b>                                                                 | <b>Gestion des Ressources Forestières</b>                                                          | <b>1 519 494 022</b>   |
|           | 3                                                                          | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 687 966 377            |
|           | 4                                                                          | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 327 076 856            |
|           | 5                                                                          | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 320 956 085            |
|           | 6                                                                          | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 183 494 704            |
|           | <b>118</b>                                                                 | <b>Gestion des Ressources en eau</b>                                                               | <b>462 928 644</b>     |
|           | 3                                                                          | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 286 776 216            |

| SECTION    | PROGRAMME                                      | TITRE                                                                                              | PROJET DE LOI<br>2027  |
|------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
|            | 6                                              | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 176 152 428            |
| <b>119</b> | <b>Conservation de la diversité biologique</b> |                                                                                                    | <b>22 806 866 094</b>  |
|            | 3                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 18 218 324 902         |
|            | 6                                              | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 3 188 541 192          |
|            | 7                                              | EQUIPEMENTS                                                                                        | 1 400 000 000          |
|            | <b>BUDGET ANNEXE OU COMPTE SPECIAL</b>         |                                                                                                    | <b>257 643 667 665</b> |
|            | 3                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 35 937 936 184         |
|            | 4                                              | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 189 341 968          |
|            | 5                                              | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 10 213 617 590         |
|            | 6                                              | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 7 905 061 056          |
|            | 7                                              | EQUIPEMENTS                                                                                        | 200 431 164 242        |
|            | 8                                              | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 1 966 546 625          |
| <b>57</b>  | <b>TOURISME</b>                                |                                                                                                    | <b>225 734 182 790</b> |
|            | <b>120</b>                                     | <b>Administration Générale du Tourisme</b>                                                         | <b>195 682 826 710</b> |
|            | 3                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 30 951 764 214         |
|            | 4                                              | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 16 333 955 871         |
|            | 5                                              | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 2 417 276 245          |
|            | 6                                              | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 1 007 619 109          |
|            | 8                                              | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 144 972 211 271        |
|            | <b>121</b>                                     | <b>Développement des Ressources touristiques</b>                                                   | <b>1 927 681 926</b>   |
|            | 3                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 751 909 997            |
|            | 4                                              | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 800 013 926            |
|            | 5                                              | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 375 758 003            |
|            | <b>188</b>                                     | <b>Promotion de la destination RDC</b>                                                             | <b>28 123 674 154</b>  |
|            | 3                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 20 956 802 251         |
|            | 6                                              | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 7 166 871 903          |
| <b>58</b>  | <b>CULTURE, ARTS ET PATRIMOINE</b>             |                                                                                                    | <b>189 055 985 601</b> |
|            | <b>103</b>                                     | <b>Coopération culturelle</b>                                                                      | <b>22 552 354 508</b>  |
|            | 3                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 19 339 513 327         |
|            | 4                                              | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 93 544 951             |
|            | 5                                              | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 159 108 628            |
|            | 6                                              | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 2 960 187 602          |
|            | <b>122</b>                                     | <b>Administration Générale de la Culture et Arts</b>                                               | <b>50 259 966 282</b>  |
|            | 3                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 21 404 830 893         |
|            | 4                                              | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 953 941 467          |
|            | 5                                              | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 795 743 692            |
|            | 6                                              | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 2 020 000 000          |
|            | 7                                              | EQUIPEMENTS                                                                                        | 5 582 450 230          |
|            | 8                                              | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 18 503 000 000         |
|            | <b>123</b>                                     | <b>Développement de la Culture et des Arts</b>                                                     | <b>6 595 636 577</b>   |
|            | 3                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 4 215 447 741          |
|            | 4                                              | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 464 667 915            |
|            | 5                                              | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 434 459 664            |
|            | 6                                              | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 1 481 061 257          |
|            | <b>124</b>                                     | <b>Protection du Patrimoine culturel</b>                                                           | <b>109 648 028 234</b> |
|            | 3                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 101 275 733 585        |
|            | 6                                              | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 4 457 744 879          |
|            | 7                                              | EQUIPEMENTS                                                                                        | 2 314 549 770          |
|            | 8                                              | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 1 600 000 000          |
| <b>59</b>  | <b>JEUNESSE</b>                                |                                                                                                    | <b>77 451 804 262</b>  |
|            | <b>55</b>                                      | <b>Initiation à la Nouvelle citoyenneté</b>                                                        | <b>775 967 084</b>     |
|            | 3                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 84 367 902             |
|            | 4                                              | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 123 961 310            |
|            | 5                                              | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 123 070 961            |
|            | 6                                              | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 444 566 911            |
|            | <b>125</b>                                     | <b>Administration Générale de la Jeunesse</b>                                                      | <b>57 577 765 098</b>  |
|            | 3                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 31 599 224 501         |
|            | 4                                              | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 2 676 255 748          |

| SECTION   | PROGRAMME                                                                       | TITRE                                                                                              | PROJET DE LOI<br>2027  |
|-----------|---------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
|           | 5                                                                               | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 3 392 870 429          |
|           | 6                                                                               | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 10 300 301 551         |
|           | 7                                                                               | EQUIPEMENTS                                                                                        | 4 036 122 869          |
|           | 8                                                                               | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 5 572 990 000          |
|           | <b>126</b>                                                                      | <b>Insertion sociale des adolescents et Jeunes</b>                                                 | <b>19 098 072 080</b>  |
|           | 3                                                                               | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 7 566 438 476          |
|           | 4                                                                               | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 368 702 133            |
|           | 5                                                                               | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 430 125 617            |
|           | 6                                                                               | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 10 732 805 854         |
| <b>60</b> | <b>SPORTS ET LOISIRS</b>                                                        |                                                                                                    | <b>49 640 638 636</b>  |
|           | <b>127</b>                                                                      | <b>Administration Générale des Sports et Loisirs</b>                                               | <b>36 974 533 988</b>  |
|           | 3                                                                               | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 14 163 776 053         |
|           | 4                                                                               | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 551 303 437          |
|           | 5                                                                               | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 5 177 489 774          |
|           | 6                                                                               | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 3 397 533 472          |
|           | 7                                                                               | EQUIPEMENTS                                                                                        | 1 736 506 862          |
|           | 8                                                                               | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 10 947 924 391         |
|           | <b>128</b>                                                                      | <b>Création et gestion des infrastructures des Sport et Loisirs</b>                                | <b>8 621 523 462</b>   |
|           | 3                                                                               | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 891 062 600            |
|           | 4                                                                               | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 648 817 186            |
|           | 5                                                                               | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 531 095 507            |
|           | 6                                                                               | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 6 550 548 168          |
|           | <b>200</b>                                                                      | <b>Développement des Sport et des Loisirs</b>                                                      | <b>4 044 581 186</b>   |
|           | 3                                                                               | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 1 465 365 615          |
|           | 4                                                                               | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 628 018 510            |
|           | 5                                                                               | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 099 831 505          |
|           | 6                                                                               | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 851 365 557            |
| <b>61</b> | <b>FONCTION PUBLIQUE, MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ET INNOVATION DU SE</b> |                                                                                                    | <b>757 100 768 982</b> |
|           | <b>31</b>                                                                       | <b>Réforme de l'Administration publique</b>                                                        | <b>6 151 181 565</b>   |
|           | 3                                                                               | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 4 106 317 642          |
|           | 4                                                                               | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 92 036 977             |
|           | 5                                                                               | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 161 582 743            |
|           | 6                                                                               | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 1 196 244 203          |
|           | 7                                                                               | EQUIPEMENTS                                                                                        | 300 000 000            |
|           | 8                                                                               | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 295 000 000            |
|           | <b>129</b>                                                                      | <b>Administration Générale de la Fonction Publique</b>                                             | <b>465 741 570 500</b> |
|           | 3                                                                               | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 379 078 576 150        |
|           | 4                                                                               | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 116 420 131          |
|           | 5                                                                               | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 23 435 113 484         |
|           | 6                                                                               | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 6 788 637 972          |
|           | 7                                                                               | EQUIPEMENTS                                                                                        | 32 985 711 950         |
|           | 8                                                                               | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 22 337 110 813         |
|           | <b>130</b>                                                                      | <b>Amelioration de la Gestion des ressources humaines des services publics de</b>                  | <b>20 275 818 670</b>  |
|           | 3                                                                               | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 13 082 235 385         |
|           | 4                                                                               | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 744 197 127            |
|           | 5                                                                               | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 519 541 443          |
|           | 6                                                                               | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 1 843 271 018          |
|           | 7                                                                               | EQUIPEMENTS                                                                                        | 3 086 573 697          |
|           | <b>131</b>                                                                      | <b>Gestion des Retraités et Rentiers de l'Etat</b>                                                 | <b>478 318 168</b>     |
|           | 3                                                                               | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 58 960 759             |
|           | 4                                                                               | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 120 050 592            |
|           | 5                                                                               | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 299 306 817            |
|           |                                                                                 | <b>BUDGET ANNEXE OU COMPTE SPECIAL</b>                                                             | <b>264 453 880 080</b> |
|           | 3                                                                               | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 261 422 653 448        |
|           | 4                                                                               | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 60 815 435             |
|           | 5                                                                               | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 360 906 307            |
|           | 7                                                                               | EQUIPEMENTS                                                                                        | 624 885 666            |

| SECTION   | PROGRAMME                                                              | TITRE                                                                                              | PROJET DE LOI<br>2027  |
|-----------|------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
|           | 8                                                                      | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 1 984 619 224          |
| <b>62</b> | <b>EMPLOI ET TRAVAIL</b>                                               |                                                                                                    | <b>113 332 761 300</b> |
|           | <b>132</b>                                                             | <b>Administration Générale de l'Emploi et Travail</b>                                              | <b>37 100 641 775</b>  |
|           | 3                                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 25 015 425 800         |
|           | 4                                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 557 019 517            |
|           | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 879 443 924            |
|           | 6                                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 120 973 421            |
|           | 7                                                                      | EQUIPEMENTS                                                                                        | 8 013 429 113          |
|           | 8                                                                      | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 2 514 350 000          |
|           | <b>133</b>                                                             | <b>Formation Professionnelle</b>                                                                   | <b>3 746 126 752</b>   |
|           | 3                                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 1 368 847 502          |
|           | 4                                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 124 049 143            |
|           | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 57 187 842             |
|           | 6                                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 82 697 028             |
|           | 8                                                                      | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 2 113 345 237          |
|           | <b>134</b>                                                             | <b>Promotion de l'Emploi et du Travail</b>                                                         | <b>72 485 992 773</b>  |
|           | 3                                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 69 687 951 886         |
|           | 4                                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 163 262 909            |
|           | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 486 514 730            |
|           | 6                                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 749 851 150            |
|           | 7                                                                      | EQUIPEMENTS                                                                                        | 1 398 412 098          |
| <b>63</b> | <b>PREVOYANCE SOCIALE</b>                                              |                                                                                                    | <b>170 062 711 638</b> |
|           | <b>135</b>                                                             | <b>Administration Générale de la Prévoyance Sociale</b>                                            | <b>94 681 675 527</b>  |
|           | 3                                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 9 377 466 114          |
|           | 4                                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 479 650 280            |
|           | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 814 991 277            |
|           | 7                                                                      | EQUIPEMENTS                                                                                        | 78 959 305 868         |
|           | 8                                                                      | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 5 050 261 988          |
|           | <b>136</b>                                                             | <b>Protection Sociale</b>                                                                          | <b>75 381 036 111</b>  |
|           | 3                                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 5 693 876 845          |
|           | 4                                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 294 657 229            |
|           | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 612 350 516            |
|           | 6                                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 68 780 151 521         |
| <b>64</b> | <b>AFFAIRES SOCIALES, ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE</b> |                                                                                                    | <b>222 595 624 986</b> |
|           | <b>156</b>                                                             | <b>Assistance sociale</b>                                                                          | <b>38 873 258 233</b>  |
|           | 3                                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 25 071 464 758         |
|           | 4                                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 386 794 322            |
|           | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 507 103 155            |
|           | 6                                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 12 907 895 998         |
|           | <b>169</b>                                                             | <b>Administration Générale des Affaires Sociales</b>                                               | <b>124 919 936 465</b> |
|           | 3                                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 47 035 986 690         |
|           | 4                                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 717 100 004          |
|           | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 871 360 330          |
|           | 6                                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 1 528 477 776          |
|           | 7                                                                      | EQUIPEMENTS                                                                                        | 61 164 752 493         |
|           | 8                                                                      | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 11 602 259 172         |
|           | <b>179</b>                                                             | <b>Promotion sociale des personnes vulnérables</b>                                                 | <b>4 794 721 912</b>   |
|           | 3                                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 3 846 590 196          |
|           | 4                                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 117 152 430            |
|           | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 31 328 982             |
|           | 6                                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 799 650 304            |
|           | <b>181</b>                                                             | <b>Promotion de la Solidarité nationale</b>                                                        | <b>54 007 708 376</b>  |
|           | 3                                                                      | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 14 586 423 621         |
|           | 4                                                                      | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 752 811 120          |
|           | 5                                                                      | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 2 421 332 023          |
|           | 6                                                                      | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 1 540 429 593          |
|           | 7                                                                      | EQUIPEMENTS                                                                                        | 32 949 141 492         |

| SECTION   | PROGRAMME                                           | TITRE                                                                                              | PROJET DE LOI<br>2027  |
|-----------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
|           | 8                                                   | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 757 570 527            |
| <b>65</b> | <b>GENRE, FAMILLE ET ENFANT</b>                     |                                                                                                    | <b>127 966 983 513</b> |
|           | <b>137</b>                                          | <b>Administration Générale du Genre, Famille et Enfant</b>                                         | <b>104 382 274 292</b> |
|           | 3                                                   | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 17 607 888 119         |
|           | 4                                                   | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 773 339 319          |
|           | 5                                                   | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 044 317 259          |
|           | 6                                                   | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 106 181 791            |
|           | 7                                                   | EQUIPEMENTS                                                                                        | 81 387 743 315         |
|           | 8                                                   | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 2 462 804 489          |
|           | <b>138</b>                                          | <b>Statut de la Femme et Egalité de genre</b>                                                      | <b>11 800 538 337</b>  |
|           | 3                                                   | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 10 587 893 060         |
|           | 4                                                   | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 256 433 265            |
|           | 6                                                   | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 956 212 012            |
|           | <b>139</b>                                          | <b>Promotion et Protection des droits de la famille et de l'enfant</b>                             | <b>11 101 974 174</b>  |
|           | 3                                                   | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 5 699 370 892          |
|           | 4                                                   | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 140 810 340            |
|           | 6                                                   | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 5 040 380 330          |
|           | 7                                                   | EQUIPEMENTS                                                                                        | 221 412 612            |
|           |                                                     | <b>BUDGET ANNEXE OU COMPTE SPECIAL</b>                                                             | <b>682 196 710</b>     |
|           | 3                                                   | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 184 330 340            |
|           | 4                                                   | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 194 890 341            |
|           | 6                                                   | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 302 976 029            |
| <b>68</b> | <b>PERSONNES VIVANT AVEC HANDICAP</b>               |                                                                                                    | <b>55 041 853 315</b>  |
|           | <b>189</b>                                          | <b>Administration Générale des Personnes vivant avec handicap</b>                                  | <b>55 041 853 315</b>  |
|           | 3                                                   | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 10 047 484 676         |
|           | 4                                                   | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 2 822 137 990          |
|           | 5                                                   | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 837 822 136            |
|           | 6                                                   | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 11 139 044 281         |
|           | 7                                                   | EQUIPEMENTS                                                                                        | 6 950 000 000          |
|           | 8                                                   | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 23 245 364 232         |
| <b>69</b> | <b>INTEGRATION REGIONALE</b>                        |                                                                                                    | <b>43 808 905 026</b>  |
|           | <b>157</b>                                          | <b>Redynamisation de l'Intégration Régionale</b>                                                   | <b>2 773 791 820</b>   |
|           | 3                                                   | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 647 257 623            |
|           | 4                                                   | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 693 975 484            |
|           | 5                                                   | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 432 558 713          |
|           | <b>170</b>                                          | <b>Administration Générale de l'Intégration Régionale</b>                                          | <b>41 035 113 206</b>  |
|           | 3                                                   | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 29 795 162 131         |
|           | 4                                                   | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 965 727 103          |
|           | 5                                                   | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 3 135 885 054          |
|           | 6                                                   | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 3 531 338 918          |
|           | 7                                                   | EQUIPEMENTS                                                                                        | 1 614 327 398          |
|           | 8                                                   | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 992 672 602            |
| <b>70</b> | <b>ACTIONS HUMANITAIRES ET SOLIDARITE NATIONALE</b> |                                                                                                    | <b>147 947 328 657</b> |
|           | <b>158</b>                                          | <b>Prevention et Reduction des risques des catastrophes et de déplacements</b>                     | <b>4 938 521 375</b>   |
|           | 3                                                   | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 87 946 953             |
|           | 4                                                   | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 259 682 196            |
|           | 5                                                   | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 331 430 056            |
|           | 6                                                   | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 4 259 462 170          |
|           | <b>171</b>                                          | <b>Administration Générale des Actions Humanitaires et Solidarité Nationale</b>                    | <b>102 664 995 288</b> |
|           | 3                                                   | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 14 605 660 516         |
|           | 4                                                   | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 350 009 317          |
|           | 5                                                   | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 756 546 786            |
|           | 6                                                   | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 79 722 855 148         |
|           | 7                                                   | EQUIPEMENTS                                                                                        | 5 566 641 173          |
|           | 8                                                   | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 663 282 348            |
|           | <b>199</b>                                          | <b>Préparation et organisation de la réponse humanitaire d'Urgence</b>                             | <b>40 343 811 994</b>  |
|           | 3                                                   | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 4 481 564 755          |

| SECTION   | PROGRAMME                                                      | TITRE                                                                                           | PROJET DE LOI<br>2027  |
|-----------|----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
|           | 4                                                              | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 84 697 432             |
|           | 5                                                              | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 91 295 972             |
|           | 6                                                              | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 35 686 253 835         |
| <b>71</b> | <b>ECONOMIE NUMERIQUE</b>                                      |                                                                                                 | <b>189 044 299 408</b> |
|           | <b>190</b>                                                     | <b>Administration Générale du Numérique</b>                                                     | <b>187 247 890 526</b> |
|           | 3                                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 32 496 239 987         |
|           | 4                                                              | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 6 825 851 746          |
|           | 5                                                              | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 1 173 655 982          |
|           | 6                                                              | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 2 240 496 320          |
|           | 7                                                              | EQUIPEMENTS                                                                                     | 144 511 646 491        |
|           | <b>211</b>                                                     | <b>Développement du Numérique</b>                                                               | <b>1 796 408 882</b>   |
|           | 3                                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 956 395 862            |
|           | 4                                                              | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 840 013 020            |
| <b>74</b> | <b>PORTEFEUILLE</b>                                            |                                                                                                 | <b>270 756 449 819</b> |
|           | <b>140</b>                                                     | <b>Administration Générale du Portefeuille</b>                                                  | <b>197 094 489 586</b> |
|           | 3                                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 10 420 587 084         |
|           | 4                                                              | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 4 022 039 507          |
|           | 5                                                              | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 4 158 121 455          |
|           | 6                                                              | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 175 060 454 714        |
|           | 7                                                              | EQUIPEMENTS                                                                                     | 3 433 286 826          |
|           | <b>141</b>                                                     | <b>Gouvernance des entreprises du Portefeuille</b>                                              | <b>67 218 174 469</b>  |
|           | 3                                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 7 616 446 339          |
|           | 4                                                              | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 196 968 013            |
|           | 5                                                              | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 302 371 776            |
|           | 6                                                              | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 59 102 388 341         |
|           | <b>142</b>                                                     | <b>Restructuration du Portefeuille et Désengagement de l'Etat</b>                               | <b>6 443 785 764</b>   |
|           | 3                                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 3 175 176 471          |
|           | 4                                                              | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 245 415 738            |
|           | 5                                                              | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 639 232 405            |
|           | 6                                                              | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 32 229 175             |
|           | 7                                                              | EQUIPEMENTS                                                                                     | 2 351 731 975          |
| <b>76</b> | <b>COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE LA St SYLVESTRE</b> |                                                                                                 | <b>4 857 882 709</b>   |
|           | <b>160</b>                                                     | <b>Accord de la Ste Sylvestre</b>                                                               | <b>4 857 882 709</b>   |
|           | 3                                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 3 208 260 472          |
|           | 6                                                              | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 1 649 622 237          |
| <b>77</b> | <b>COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE</b>            |                                                                                                 | <b>517 687 871 066</b> |
|           | <b>143</b>                                                     | <b>Organisation des processus électoraux et référendaires</b>                                   | <b>517 687 871 066</b> |
|           | 3                                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 104 176 652 176        |
|           | 4                                                              | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 2 854 158 606          |
|           | 5                                                              | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 6 833 879 266          |
|           | 6                                                              | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 403 386 848 906        |
|           | 8                                                              | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 436 332 112            |
| <b>78</b> | <b>FORMATION PROFESSIONNELLE</b>                               |                                                                                                 | <b>166 830 235 195</b> |
|           | <b>161</b>                                                     | <b>Enseignement et Formation professionnelle</b>                                                | <b>24 405 504 737</b>  |
|           | 3                                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 17 324 588 814         |
|           | 4                                                              | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 3 029 833 141          |
|           | 5                                                              | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 2 589 058 250          |
|           | 6                                                              | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 1 061 295 332          |
|           | 8                                                              | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 400 729 200            |
|           | <b>173</b>                                                     | <b>Administration Générale de la Formation professionnelle</b>                                  | <b>137 786 071 157</b> |
|           | 3                                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 46 357 040 425         |
|           | 4                                                              | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 7 803 218 135          |
|           | 5                                                              | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                         | 14 098 847 596         |
|           | 6                                                              | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                           | 2 455 542 001          |
|           | 7                                                              | EQUIPEMENTS                                                                                     | 24 054 872 330         |
|           | 8                                                              | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 43 016 550 670         |
|           | <b>194</b>                                                     | <b>Apprentissage, réinsertion scolaire et insertion professionnelle</b>                         | <b>2 429 372 756</b>   |
|           | 3                                                              | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                           | 255 197 155            |
|           | 4                                                              | BIENS ET MATERIELS                                                                              | 250 600 311            |

| SECTION   | PROGRAMME                                                         | TITRE                                                                                              | PROJET DE LOI<br>2027  |
|-----------|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
|           | 5                                                                 | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 886 742 185            |
|           | 7                                                                 | EQUIPEMENTS                                                                                        | 836 833 105            |
|           | 8                                                                 | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 200 000 000            |
|           | <b>195</b>                                                        | <b>Arts et Métiers</b>                                                                             | <b>687 599 989</b>     |
|           | 3                                                                 | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 148 328 405            |
|           | 4                                                                 | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 93 700 754             |
|           | 5                                                                 | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 445 570 830            |
|           | <b>196</b>                                                        | <b>Evaluation pédagogique et professionnelle</b>                                                   | <b>1 521 686 556</b>   |
|           | 3                                                                 | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 419 177 432            |
|           | 4                                                                 | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 311 354 671            |
|           | 5                                                                 | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 791 154 453            |
| <b>79</b> | <b>CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DE LA REPUBLIQUE</b>              |                                                                                                    | <b>64 959 719 726</b>  |
|           | <b>100</b>                                                        | <b>Administration Générale du Conseil Economique et Social</b>                                     | <b>44 058 410 320</b>  |
|           | 3                                                                 | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 27 291 013 181         |
|           | 6                                                                 | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 12 007 997 743         |
|           | 8                                                                 | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 4 759 399 396          |
|           | <b>144</b>                                                        | <b>Conseil Economique et Social</b>                                                                | <b>20 901 309 406</b>  |
|           | 3                                                                 | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 11 915 823 976         |
|           | 4                                                                 | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 738 542 610            |
|           | 5                                                                 | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 2 572 604 676          |
|           | 6                                                                 | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 773 737 540            |
|           | 7                                                                 | EQUIPEMENTS                                                                                        | 4 900 600 604          |
| <b>80</b> | <b>CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION</b> |                                                                                                    | <b>45 229 364 063</b>  |
|           | <b>145</b>                                                        | <b>Régulation des médias</b>                                                                       | <b>45 229 364 063</b>  |
|           | 3                                                                 | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 30 499 283 996         |
|           | 4                                                                 | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 922 220 779            |
|           | 5                                                                 | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 3 814 971 994          |
|           | 6                                                                 | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 6 355 185 693          |
|           | 7                                                                 | EQUIPEMENTS                                                                                        | 3 637 701 601          |
| <b>81</b> | <b>COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME</b>                 |                                                                                                    | <b>26 406 028 675</b>  |
|           | <b>149</b>                                                        | <b>Administration Générale de la Commission nationale des droits de l'homme</b>                    | <b>22 815 797 003</b>  |
|           | 3                                                                 | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 13 848 600 343         |
|           | 4                                                                 | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 461 504 497            |
|           | 5                                                                 | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 4 639 632 897          |
|           | 6                                                                 | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 3 812 980 674          |
|           | 7                                                                 | EQUIPEMENTS                                                                                        | 30 000 000             |
|           | 8                                                                 | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 23 078 592             |
|           | <b>162</b>                                                        | <b>Promotion et protection des droits de l'homme</b>                                               | <b>3 590 231 672</b>   |
|           | 3                                                                 | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 1 331 450 637          |
|           | 4                                                                 | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 620 575 277            |
|           | 5                                                                 | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 638 205 758          |
| <b>82</b> | <b>PECHE ET ELEVAGE</b>                                           |                                                                                                    | <b>267 187 692 179</b> |
|           | <b>82</b>                                                         | <b>Développement des Filières animales</b>                                                         | <b>13 534 615 209</b>  |
|           | 3                                                                 | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 555 132 372            |
|           | 4                                                                 | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 384 643 153            |
|           | 5                                                                 | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 393 436 797            |
|           | 6                                                                 | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 5 018 931 019          |
|           | 7                                                                 | EQUIPEMENTS                                                                                        | 4 182 471 868          |
|           | 8                                                                 | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 3 000 000 000          |
|           | <b>83</b>                                                         | <b>Développement des Filières Halieutiques et aquacoles</b>                                        | <b>9 092 969 383</b>   |
|           | 3                                                                 | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 6 660 828 500          |
|           | 4                                                                 | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 537 551 510            |
|           | 5                                                                 | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 737 430 556          |
|           | 6                                                                 | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 157 158 817            |
|           | <b>163</b>                                                        | <b>Administration Générale de la Pêche et élevage</b>                                              | <b>240 957 796 690</b> |
|           | 3                                                                 | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 16 107 844 867         |
|           | 4                                                                 | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 3 003 925 707          |
|           | 5                                                                 | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 4 535 982 916          |

| SECTION   | PROGRAMME                                                                   | TITRE                                                                                              | PROJET DE LOI<br>2027  |
|-----------|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
|           | 6                                                                           | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 176 211 756            |
|           | 7                                                                           | EQUIPEMENTS                                                                                        | 104 956 603 977        |
|           | 8                                                                           | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 112 177 227 467        |
|           | <b>187</b>                                                                  | <b>Lutte contre les maladies animales</b>                                                          | <b>3 602 310 897</b>   |
|           | 3                                                                           | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 603 593 674            |
|           | 4                                                                           | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 939 826 401            |
|           | 5                                                                           | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 2 058 890 822          |
| <b>83</b> | <b>AFFAIRES COUTUMIERES</b>                                                 |                                                                                                    | <b>40 348 187 375</b>  |
|           | <b>19</b>                                                                   | <b>Gestion des affaires administratives et Coutumières</b>                                         | <b>18 528 219 045</b>  |
|           | 3                                                                           | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 17 893 428 241         |
|           | 4                                                                           | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 230 830 541            |
|           | 5                                                                           | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 403 960 263            |
|           | <b>174</b>                                                                  | <b>Administration Générale des Affaires Coutumières</b>                                            | <b>21 693 591 146</b>  |
|           | 3                                                                           | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 17 078 845 699         |
|           | 4                                                                           | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 386 090 527            |
|           | 5                                                                           | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 729 367 335            |
|           | 6                                                                           | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 806 844 944            |
|           | 8                                                                           | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 2 692 442 641          |
|           | <b>198</b>                                                                  | <b>Intégration et Promotion des Peuples Autochtones / Pygmées</b>                                  | <b>126 377 184</b>     |
|           | 3                                                                           | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 22 022 628             |
|           | 4                                                                           | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 20 880 027             |
|           | 5                                                                           | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 83 474 529             |
| <b>84</b> | <b>AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>                                            |                                                                                                    | <b>63 503 686 763</b>  |
|           | <b>78</b>                                                                   | <b>Aménagement du territoire</b>                                                                   | <b>27 892 001 378</b>  |
|           | 3                                                                           | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 17 224 560 361         |
|           | 4                                                                           | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 966 682 908            |
|           | 5                                                                           | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 652 157 118            |
|           | 6                                                                           | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 8 749 715 783          |
|           | 7                                                                           | EQUIPEMENTS                                                                                        | 298 885 208            |
|           | <b>175</b>                                                                  | <b>Administration Générale de l'Aménagement du Territoire</b>                                      | <b>35 248 973 765</b>  |
|           | 3                                                                           | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 15 624 444 985         |
|           | 4                                                                           | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 564 479 221          |
|           | 5                                                                           | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 3 257 303 416          |
|           | 6                                                                           | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 3 064 473 551          |
|           | 7                                                                           | EQUIPEMENTS                                                                                        | 2 548 967 699          |
|           | 8                                                                           | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 9 189 304 893          |
|           | <b>186</b>                                                                  | <b>Rénovation de la Ville</b>                                                                      | <b>362 711 620</b>     |
|           | 3                                                                           | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 100 129 374            |
|           | 4                                                                           | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 159 687 704            |
|           | 5                                                                           | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 102 894 542            |
| <b>85</b> | <b>COUR DES COMPTES</b>                                                     |                                                                                                    | <b>126 117 783 365</b> |
|           | <b>152</b>                                                                  | <b>Contrôle juridictionnel et de gestion des finances publiques</b>                                | <b>126 117 783 365</b> |
|           | 3                                                                           | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 43 915 304 482         |
|           | 4                                                                           | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 2 032 924 912          |
|           | 5                                                                           | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 3 135 999 188          |
|           | 6                                                                           | TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT                                                              | 40 266 736 600         |
|           | 7                                                                           | EQUIPEMENTS                                                                                        | 8 285 271 143          |
|           | 8                                                                           | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 28 481 547 040         |
| <b>90</b> | <b>ENTREPRENEURIAT ET DEVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES</b> |                                                                                                    | <b>282 421 874 649</b> |
|           | <b>146</b>                                                                  | <b>Administration Générale de la Classe moyenne, Petites et Moyennes Entrprises et</b>             | <b>68 401 645 264</b>  |
|           | 3                                                                           | DEPENSES DE PERSONNEL                                                                              | 26 198 859 120         |
|           | 4                                                                           | BIENS ET MATERIELS                                                                                 | 1 215 269 669          |
|           | 5                                                                           | DEPENSES DE PRESTATIONS                                                                            | 1 881 159 892          |
|           | 7                                                                           | EQUIPEMENTS                                                                                        | 36 245 729 586         |
|           | 8                                                                           | CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET<br>EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE | 2 860 626 997          |
|           | <b>147</b>                                                                  | <b>Développement des mesures d'appui et de soutien aux PME</b>                                     | <b>213 143 912 615</b> |

du / /2026 pour l'exercice 2027.

Fait à Kinshasa, le

**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**